



Ce rapport a été réalisé par le TAT - GROUPE CONTRE LA TORTURE DU PAYS BASQUE, en prenant comme base les témoignages de tortures recueillis de citoyens et citoyennes basques tout au long de l'année 2000.

Le design et la maquetation sont à KOM MOMUNIKAZIOA (merci beaucoup)

Le but de ce rapport est la diffusion de la réalité de la torture pratiquée par les Etats espagnol et français contre le Peuple basque.

Photocopi- le, introduis ce rapport à internet, envoie-le à tes collègues.... Aide nous à le diffuser. Le but vaut la peine...

# Index

Présentation	7
Temoignages de l'an 2.000	13
Méthodes de torture utilisés	91
Statistique generale	92
Guardia Civil	98
Police Nacionale	99
Ertzaintza	103
Tableau de méthodes	105
Plaintes auprès des juges	107
Effets psychologiques de la torture	125
Etat français, expulsions et torture	131
Mesures pour l'erradication de la torture	143
Déclarations internationales	147
L'impunité, soutien de la torture	153





# PRESENTATION

Une nouvelle fois, dans le bilan de l'année 2000, il nous faut faire référence et dénoncer la violation des droits de la personne les plus élémentaires pour des dizaines de basques dans l'Etat espagnol. Une année de plus, nous sommes contraints de mettre à découvert la brutalité policière et l'impunité avec laquelle se pratiquent la torture et les mauvais traitements dans les centres de détention des différents services de polices et forces de sécurité qui agissent au Pays Basque.

Ce rapport contient des cas concrets et particuliers qui évoquent des cas déchirants et des situations insupportables racontées par les victimes directes de cette plaie qui, loin d'être éradiquée de la pratique policière, continue d'être un instrument appliqué systématiquement aux détenus pour des motifs politiques. De plus, on assiste à une blague grossière que l'on veut faire avaler à la société, à partir des institutions, qui essayent de donner l'image de que cette violence permanente contre les citoyens basques, que la torture, n'existe pas et qu'il existent des moyens de contrôle suffisants pour l'éviter.

Nous allons donc nous plonger dans ce monde de privation de garanties et de violation des droits et dans ces expériences brutales, expressions de violences dont ont souffert 77 citoyennes et citoyens basques au

cours de cette année 2000. Beaucoup d'autres témoignages vont se perdre suite au traumatisme causé ou à la peur insurmontable engendrée par l'expérience d'un épisode de cet ordre dans la vie d'un être humain et qui le contraint parfois à garder le silence sur sa souffrance. Les témoignages publiés ici sont des fragments de ce qui a été raconté au TAT par les victimes elles-mêmes, nous avons supprimé ici les commentaires et les éléments personnels afin de les rendre plus faciles à analyser. On ajoute à ces témoignages les références des plaintes déposées devant la justice et le suivi juridique de ces plaintes dont certaines seront déposées à brève échéance.

Sans aucun doute les causes qui engendrent l'application systématique de tortures et de mauvais traitements sur les détenus politiques se trouvent dans l'application de la législation antiterroriste et dans la complicité sur tous les cas par l'Audience Nationale et le manque de sanction sérieuse pour les rares tortionnaires poursuivis.

L'application d'une législation antiterroriste aux détenus basques est le nœud gordien de la question. La législation espagnole comme la législation internationale, prévoient une série de dispositions qui garantissent les droits minimums des détenus.



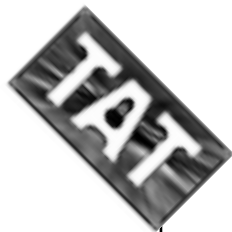
Par exemple les articles 17 § 3° de la Constitution de 1978 et l'article 520 § 2° de la Loi de Procédure Criminelle garantissent au détenu le droit d'être informé, sans délai, des raisons de sa détention et de l'accusation formulée contre lui, de garder le silence et de ne pas déclarer, de prévenir la personne de son choix de sa détention et de l'endroit où il se trouve ainsi que du droit à désigner un avocat pour toutes les démarches policières comme judiciaires.

La législation internationale dans l'article 9 du Pacte International des Droits Civils et Politiques dans les paragraphes 2° et 3° garantit à toute personne détenue le droit d'être informée sans délai des causes de sa détention et de l'accusation qui pèse sur elle ainsi que sa présentation sans délai devant un juge ou tout autre fonctionnaire autorisé pour des fonctions judiciaires. De la même façon, l'article 10 § 1 du même pacte, oblige à traiter humainement et avec respect la dignité inhérente de l'être humain à toute personne privée de liberté. L'article 6 de la Convention européenne pour la Protection des Droits Humains, dans son article 5.2 établit que la personne détenue a le droit d'être informée dans les délais les plus brefs possibles des motifs de sa détention et de l'accusation formulée contre elle, l'article 5.3 établit que la personne détenue doit

être présentée sans délai devant un juge. Dans son article 6, la Convention européenne établit des droits minimums pour la personne accusée d'avoir commis un délit, on y trouve entre autres, le droit à la présomption d'innocence, le droit à connaître l'accusation qui pèse sur elle et le droit à la défense.

Sur le plan international, la règle 92 de l'ensemble des règles minimums pour le traitement des reclus, garantit la communication immédiate avec la famille du détenu pour l'informer de sa détention.

Pourtant, toutes ces dispositions sont annulées du fait de l'application de deux articles de la Loi de Procédure Criminelle espagnole. Les articles 520 bis et 527 de cette loi, restreignent considérablement les droits établis pour les 'personnes intégrées ou en relation avec des groupes armés ou des individus terroristes ou rebelles' Entre autres, on peut ainsi allonger la période de détention dont la période est de 72 heures, de 48 heures supplémentaires. Par le biais de l'autorisation du juge, on procède aussi à l'incommunication du détenu, le droit de communiquer à sa famille la détention et le lieu de détention disparaît ainsi que le droit de désigner librement un avocat. En plus, les forces de polices peuvent 'incommuniquer' le détenu du simple fait de demander auprès du juge qui



doit prendre une décision dans les 24 heures, l'incommunication du détenu.

Comme on peut le constater, l'application des articles cités vient en contradiction avec les préceptes internationaux. Ces articles internationaux sont entre autres, l'article 26 du pacte International des Droits Civils et Politiques et l'article 14 de la Convention Européenne qui prévoient que tous sont égaux face à la loi, le fait de différencier les personnes intégrées ou en relation avec des groupes armés, des individus terroristes et rebelles du reste de la population contredit ce précepte international. Cela est plus grave encore lorsque les préceptes de différenciation s'appliquent à un secteur important de la population basque qui, pour ses idées, est encadrée par les Forces et Corps de sécurité de l'Etat dans le cadre mentionné et à qui on applique la législation antiterroriste avec l'autorisation de la loi, des juges et des tribunaux

La possibilité pour l'Audience Nationale d'entamer des enquêtes contre les détenus politiques basques est une, entre autres, autre des raisons fondamentales de l'existence de la torture.

Il ne faut pas oublier que ce tribunal vient contredire l'article 24 § 4° de la Constitution espagnole qui reconnaît le droit de tous d'être enten-

du par le juge ordinaire, le droit à un procès public sans retard et avec toutes les garanties, le droit à la présomption d'innocence, le principe 5° de l'ensemble des Principes basiques relatifs à l'indépendance de la justice indique que toute personne aura le droit d'être jugée par les tribunaux de justice ordinaires en fonction des procédures légalement prévues, on peut en déduire que le juge naturel est donc celui du lieu où s'est produit le délit et qu'il est compétent pour instruire le dossier.

Par ailleurs, et nous situant sur le plan pratique, il faut souligner que les magistrats qui composent ce tribunal ignorent les plaintes pour tortures et mauvais traitements, annotant dans le dossier et malgré les évidences la mention 'réunit les conditions physiques et psychiques pour prêter déclaration', mention utilisée par les médecins légistes de l'Audience Nationale dans les rapports qu'ils transmettent au juge avant que le détenu soit entendu. On ne cherche pas à savoir ce qui s'est passé dans les locaux policiers pendant la période d'incommunication même si, par la suite, il devient évident que l'état du détenu provient des tortures subies pendant ces cinq jours.

Il faut ici signaler, le refus systématique par les juges des demandes



'd'habeas corpus' déposées par les avocats défenseurs (mesures qui sont demandées dans un délai ne dépassant pas 24 heures après qu'une personne soit détenue) et que les détentions se produisent avec violence et face à la crainte de mauvais traitements.

La préoccupation des juges pour vérifier si en réalité les déclarations policières ont été obtenues, sous la torture est nulle. A plusieurs occasions et face à l'évidence que comme conséquence de l'incommunication les détenus ne sont pas capables de déclarer vu leur état physique ou psychique, les juges ont décrété la prison provisoire pour le détenu afin qu'il se rétablisse avant d'être entendu.

Les déclarations et les auto inculpations obtenues sous la torture dans les locaux de la police sont considérées valables, contrevenant ainsi l'article 15 de la Convention contre la Torture et autres traitements et peines cruelles, inhumaines ou dégradantes qui établit qu'aucune déclaration obtenue dans ces conditions ne pourra être utilisée contre la personne poursuivie ni contre aucune autre personne dans aucune procédure.

Dans beaucoup de cas, il est difficile de démontrer qu'on a subi la torture ou les mauvais traitements –dans une sentence rendue publique le 22 janvier 1998 la deuxième Section

de l'Audience Provinciale de Saint Sébastien reconnaît avec les magistrats Luis Blaquez, Luis Maria Tovar et Coro Cillan qu'il n'échappe à personne que des insultes, des menaces, y compris de mort, peuvent être inventées pour discréditer la police, comme être certaines et impossible à démontrer' compte tenu du perfectionnement technique acquis par les tortionnaires ou du fait que, très souvent, les tortures sont psychologiques, s'ajoutant au fait que le détenu a été maintenu incommunicué. Il y a des cas évidents où le détenu a été torturé et même dans ce cas, le juge prend en compte les déclarations obtenues au commissariat au moment d'entendre pour la première fois le détenu qui lui est présenté et prendre la décision de le mettre en détention uniquement sur la base des déclarations faites à la police et sur les éléments fournis par la police.

Une autre tendance qui est de plus en plus utilisée par les magistrats de l'Audience Nationale, tendance qui se généralise, est l'obligation qu'ils font au détenu de déclarer sans la présence d'un avocat de confiance ce qui réduit encore le peu de droits dont dispose le détenu et aggrave sa situation.

La non-poursuite des délits de tortures, le manque d'intérêt manifesté par les autorités espagnoles pour procéder aux enquêtes, le retard qui





intervient dans les rares procédures menées à bien et les condamnations insignifiantes pour les responsables de tels délits comme le refus systématique d'établir des mesures de contrôle et de garantie pendant ces moments d'incommunication comme le demandent de si nombreuses organisations et institutions internationales dans leurs diverses recommandations, ce sont là les éléments qui constituent le troisième pilier qui garantit la torture.

Il faut ajouter que les tortionnaires savent bien qu'ils demeureront impunis pour cette pratique de mauvais traitements, ils savent par avance que dans les rares cas où les enquêtes avancent et débouchent sur un procès, la bonté du système qui les soutient et les couvre, leur accordera immédiatement la grâce et les récompensera parfois, par une promotion dans leur carrière professionnelle.

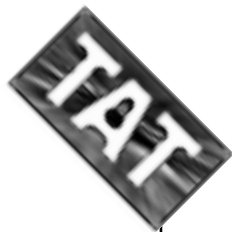
Nous ne pouvons pas non plus ignorer, ici l'implication directe de l'Etat français, qui, a cause de sa pratique généralisée 'd'expulser' du territoire français des citoyens basques qui ont accompli leurs condamnations dans les prisons françaises, et en déjouant de la voie légale, celle de l'extradition sous contrôle de la justice, pratique au contraire une remise directe de police à police. Cette pratique habituelle a déjà été condamnée par le

Tribunal européen des Droits Humains et déclarée illégale par plusieurs Tribunaux Administratifs français. Cette pratique permet donc que ces citoyens expulsés subissent, dans les centres de détention espagnols et dans la majorité des cas, la torture. Les autorités françaises le savent bien mais elles y contribuent.

Enfin, la situation décrite ici ne pourrait subsister sans la complicité et la collaboration des moyens de communication. L'occultation générale de la pratique de la torture et des témoignages de mauvais traitements, le nul intérêt pour dénoncer cette plaie, la désinformation concernant les enquêtes ou les condamnations des exécutants, est aussi la pratique habituelle de la majorité des entreprises d'information de masses. Plus encore, la justification de l'instrument 'efficace' du tourment et de la souffrance, comme méthode pour éradiquer le problème politique que vit le Pays Basque, est la ligne éditoriale choisie par des journaux, des radios et des chaînes de télévision pour, en définitive, accorder leur couverture à une telle honte.

Euskal Herria, 4 janvier 2001.





# TEMOIGNAGES



TAT



N° 1

Izaro López Bidaguren

Age	25 ans	Dés le moment de la détention, alors qu'elle est introduite dans le véhicule de police pour être transportée au commissariat, les coups sont portés et les menaces proférées. L'un des policiers lui dit que lui n'est pas violent mais ses autres camarades oui, que c'est lui qui sert de lien entre elle et les autres policiers, qu'il est mieux donc de parler avec lui plutôt qu'avec les
Sexe	F	
Date détention	03/01/2000	
Lieu détention	Bilbo	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 4. A.Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	autres.

A ce moment, apparaît un policier très en colère qui lui donne un coup. Chaque fois que ce policier lui pose une question et que Izaro lui répond qu'elle ne sait pas, le policier la frappe au visage, cela dure un moment. Par la suite, trois autres policiers arrivent et alors que l'un d'entre eux la frappe au visage, un autre, placé derrière elle, la frappe sur la tête et le troisième lui hurle constamment à l'oreille. Les interrogatoires sont constants sans présence d'avocat, les menaces et les coups sur le visage sont donc permanents.

On la menace aussi de lui appliquer différentes méthodes de tortures comme 'le sac en plastique, la picana, les électrodes...' on lui dit qu'elle ne va pas supporter la picana et qu'elle va se jeter par la fenêtre, que cela ne sera pas le premier cas et que pour eux, il ne se passerait rien de fâcheux. Les coups et les questions sont constants.

L'un des policiers lui pince un muscle qui va du dos à l'épaule ce qui lui produit une violente douleur. On la fait se lever de sa chaise, ils ouvrent une fenêtre et commencent à hurler que le mieux qu'il lui reste à faire c'est de s'y jeter car si elle ne collabore pas, ils vont passer à la seconde phase, qu'ils vont la torturer et qu'elle ne le supportera pas.

**Nº 2****Jon Urretabizkaia Sauquillo**

Age	25 ans	Au moment qu'il est détenu, un des policiers lui flanque un coup sur la tête, un autre policier dit à son camarade : 'ici ne fais pas de cinéma, après au commissariat'.
Sexe	M	
Date détention	03/01/2000	Les coups commencent sitôt dans le véhicule alors qu'ils se dirigent vers le commissariat. L'un des policiers lui colle le visage sur le siège avec le pied pendant que les autres occupants du véhicule lui donnent
Lieu détention	Basauri	
Type detention	Incommunicée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI nº 4. A.Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

des coups de poings et des baffes.

Arrivé au commissariat, il est extrait du véhicule par les cheveux, ils le jettent au sol et commencent à le frapper de tous les côtés.

Lors des interrogatoires illégaux auxquels il est soumis, deux policiers lui maintiennent les poignets et les avant bras alors qu'un autre lui donne des coups de pieds sur les testicules. A un moment, ils le jettent sur une table le corps à moitié suspendu et ils commencent à lui donner des coups de poings sur les testicules alors que d'autres lui tirent les cheveux. Les insultes, les menaces et les pressions sont permanentes.

Lorsqu'ils le sortent du commissariat pour aller perquisitionner son logement, ils le gardent une heure dans le véhicule avec la tête placée entre les jambes et la musique et le chauffage à fond ou alors le chauffage arrêté. Les policiers qui se trouvent hors du véhicule viennent parfois le secouer et le frapper.

Pendant le trajet vers Madrid, l'un des policiers l'oblige à le regarder. Il a une mitraillette dans les mains et en faisant le geste de la charger il lui dit : 'si tu fais l'imbécile, tu sais ce qui va t'arriver'.



N° 3

**Merino Bilbao Guillermo**

Age	29 ans	Au moment de sa détention, il refuse de communiquer son identité, ils le jettent au sol et lui donnent un coup de pied sur la tête.
Sexe	M	
Date détention	03/01/2000	Arrivé au commissariat, les coups et les menaces commencent 'si tu bouges, je te brise' et il reçoit des coups de pieds sur la tête.
Lieu détention	Bilbo	
Type detention	Incommuniquée	Lors des interrogatoires qui se déroulent sans avocat, 4 ou 5 policiers le frappent, ils lui
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 4. A. Nationale	donnent des claques sur le visage et sur la tête, des coups de poings, ils le jettent par terre, un des policiers lui écarte les jambes, un autre lui frappe sur les testicules.
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

donnent des claques sur le visage et sur la tête, des coups de poings, ils le jettent par terre, un des policiers lui écarte les jambes, un autre lui frappe sur les testicules.

Avant de partir pour Madrid, ils le gardent à l'intérieur du véhicule pendant une heure et demie en compagnie de trois policiers qui l'obligent à garder la tête entre les jambes.

Les menaces sont incessantes, ils lui font écouter un des policiers qui dit à un autre comment fonctionne la machine (il s'agit des électrodes), ils lui font croire qu'on va les lui appliquer. A un moment, on lui baisse son pantalon et son slip et un policier lui tape les testicules en le demandant si cela lui fait mal ou s'il lui arrive d'avoir mal.



N° 4

Julen Uriarte Iturriaga

Age	30 ans	Dés le moment de la détention et alors qu'il est transféré au commissariat, les coups commencent, ils lui donnent des coups de poings sur le visage, sur la tête et les testicules. Arrivé au commissariat, on lui donne des coups de pieds et on lui dit de se préparer, que le pire est à venir. Il passe des mains d'un policier à celles d'un autre, tous profèrent différents types de menaces, ils le
Sexe	M	
Date détention	03/01/2000	
Lieu détention	Bilbo	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 4. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

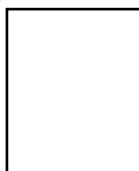
bousculent et le frappent. Il entend des cris qui proviennent du local voisin. Plus tard, il apprendra qu'il s'agit d'autres détenus.

A plusieurs reprises, il est interrogé sans l'assistance d'un avocat. Pendant ces interrogatoires, les menaces à son encontre et aussi à l'encontre de sa fiancée sont constantes, ils lui disent qu'ils vont l'arrêter et qu'ils vont laisser seule leur fillette, ils disent aussi qu'ils vont détenir une partie de sa famille et détruire le bar dont il est propriétaire, qu'il va pourrir en prison, que là, il va être contaminé par le sida, qu'ils ont déjà préparé les électrodes, l'un des policiers le menace de lui mettre le tricornes avant de le rouer de coups de bâtons, on lui offre de collaborer avec eux ce qu'il refuse.

Pendant le trajet vers Madrid, ils ne le laissent pas dormir, le policier qui se trouve à son côté n'arrête pas de lui donner des coups de coude.

Il souffre d'une contracture du cou car ils l'obligent à rester debout la tête courbée pendant de longues heures.

Il dénonce auprès du juge les coups, les menaces et les vexations dont il a été victime.



N° 5

Mikel Izpura

Age	32 ans
Sexe	M
Date détention	16/01/2000
Lieu détention	Mexique (rémise)
Type detention	incommunicuée
Corps de police	Police Nationale
Juge	JCI n° 6. A.Nationale
Situation	Prison
Dépôt plainte	Oui

Auprès du juge, il dénonce les tortures, les mauvais traitements et les vexations auxquels il a été soumis pendant son séjour au commissariat.





N° 6

**Josu Gotzon Larrea Elorriaga**

Age	32 ans	Détenu à Mexico, il est remis à la Police espagnole à l'aéroport de Barajas.
Sexe	M	
Date détention	16/01/2000	Il est soumis à des interrogatoires constants sans la présence d'un avocat. On l'oblige à se placer debout contre le mur et on lui donne des coups de poings, des coups de coudes et des baffes. Il y a toujours deux policiers avec lui.
Lieu détention	Mexique (rémise)	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 6. A.Nationale	
Situation	Prison	Il subit des pressions et des menaces pour qu'il reconnais-
Dépôt plainte	oui	

se ce qu'ils veulent entendre. On le fait se déshabiller, se placer contre le mur, les chaussettes sur les yeux maintenues par les mains, les policiers lui tordent les testicules 'ainsi il n'aura pas d'enfants' dissent ils entre eux. L'un des policiers crache par terre, on le fait se coucher dessus, les jambes écartées, l'un d'entre eux pose son pied sur les testicules sans appuyer trop fort, il se sent complètement humilié. Alors qu'il est conduit dans une cellule, l'un des policiers lui met la main à la nuque comme s'il s'agissait d'un pistolet et lui fait 'poum, poum' dans le cou. Le temps qu'il passe dans la cellule lui semble horrible, il redoute qu'on vienne le chercher pour l'interroger à nouveau, il pense au pire. Par moments, il a envie de se mutiler avec le verre de ses lunettes car il lui semble qu'il ne sera pas capable de résister aux interrogatoires.



N° 7

Arrieta Llopis, Mikel

Age		Il est détenu à Mexico et remis à la police espagnole à l'aéroport de Barajas, dès cet instant, les menaces commencent et la peur le saisit 'monsieur Mikel, un jour tu as réussi à t'échapper mais maintenant tu es ici, tranquille nous avons plusieurs jours pour parler...'
Sexe	M	
Date détention	17/01/2000	Les premiers interrogatoires sont tranquilles, il semble qu'ils l'analysent, le médecin
Lieu détention	Mexique (rémise)	
Type detention	Incommunicuée	légiste lui rend visite et après son passage les 'vrais interrogatoires' commencent avec pressions psychologiques, menaces, 'tu sais comment ça se passe, si tu collabores il ne se passe rien mais si tu ne collabores pas on te brise, si tu continues à refuser de déclarer tu vas nous obliger à te descendre à la mine, parle sinon on amène ta fiancée, tu vas voir comment tu vas l'ouvrir, tu es déjà dépassé, tu veux être le dernier des mohicans et tu n'es qu'une merde ...' Les policiers crient constamment, le frappent sur la tête et sur les oreilles ce qui lui produit une douleur horrible. Il est soumis à des menaces et des pressions psychologiques.
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 6. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte		

légiste lui rend visite et après son passage les 'vrais interrogatoires' commencent avec pressions psychologiques, menaces, 'tu sais comment ça se passe, si tu collabores il ne se passe rien mais si tu ne collabores pas on te brise, si tu continues à refuser de déclarer tu vas nous obliger à te descendre à la mine, parle sinon on amène ta fiancée, tu vas voir comment tu vas l'ouvrir, tu es déjà dépassé, tu veux être le dernier des mohicans et tu n'es qu'une merde ...' Les policiers crient constamment, le frappent sur la tête et sur les oreilles ce qui lui produit une douleur horrible. Il est soumis à des menaces et des pressions psychologiques.

**Nº 8****Otxoa de Eribe Landa, José Angel**

Age	
Sexe	M
Date détention	17/01/2000
Lieu détention	Mexique (rémise)
Type detention	Incommuniquée
Corps de police	Police Nationale
Juge	JCI nº 6. A. Nationale
Situation	Prison
Dépôt plainte	Oui

Lors des interrogatoires auxquels il est soumis, les coups et la pression sont permanent ainsi que les menaces envers sa famille.



N° 9

**Gastesi, Garikoitz**

Age	19 ans	Sitôt introduit dans le véhicule pour son transfert au commissariat, ils commencent à lui donner des coups sur la tête et le visage alors que le conducteur lui donne pour sa part des coups de coudes sur la tête, cela avec des insultes et des menaces. Pendant un moment, ils font des tours en véhicule en lui disant qu'ils vont l'emmener à la montagne.
Sexe	M	
Date détention	12/04/2000	
Lieu détention	Orereta	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 6. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

Ils se précipitent au commissariat en courant, il est menotté et le jettent au sol, ils placent sur lui une chaise et alors que des policiers s'assoient dessus (six ou sept), ils lui donnent des coups de pieds, ils lui mettent un sac d'ordures sur la tête et une corbeille à papier par dessus, ils continuent à l'interroger en le frappant.

Lors d'un interrogatoire, alors qu'il est assis sur une chaise, ils lui font baisser la tête presque au niveau de la table et chaque fois qu'il répond qu'il ne sait pas, un des policiers qui se trouve derrière lui, frappe la tête sur la table. Il y a aussi une femme policière qui lui donne des baffes.

Un des policiers le menace en lui disant que lorsqu'ils seront arrivés à Madrid, ils vont lui mettre un bâton dans le cul, il ajoute qu'ils ne vont pas attendre d'être la bas et il le prend alors par le cou et le soulève du sol ce qui lui provoque une forte douleur, le tout sous les menaces et les insultes.

Pendant le trajet vers Madrid, les menaces continuent et arrivés sur place les coups, les insultes, les humiliations et les menaces sont constants.

**Nº 10****Urbieta Huitzi, Gorka**

Age	19 ans	Lors des interrogatoires auxquels il est soumis, les menaces sont constantes, on lui dit que ses amis sont entrain de déclarer contre lui et que s'il ne parle pas, ils vont lui briser le cendrier sur la tête, qu'il va se retrouver en prison et que là ils vont l'enculer, qu'ils vont le frapper contre le mur... pendant ce temps, un des policiers lui bloque le coude dans le dos.
Sexe	M	
Date détention	12/04/2000	
Lieu détention	Orereta	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI nº 6. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

Lors d'un autre interrogatoire, on le fait s'accroupir près du mur, on lui propose de collaborer.

Pour le départ pour Madrid, il faut qu'ils le traînent au sol et sans les menottes car il n'a plus aucune force. Arrivés là bas, il pense qu'il est interrogé longuement quatre fois, parfois pendant deux heures, parfois moins.

Pendant un de ces interrogatoires illégaux, il présente un état d'anxiété, les policiers prennent peur et le conduisent au centre de secours, de là il est admis aux urgences d'un hôpital.



N° 11

Urbe, Egoitz

Age	20 ans	Pendant le trajet de chez lui au commissariat, les menaces commencent 'tu vas voir, sûr que tu vas voir...' Lorsqu'il entre au commissariat cela se passe d'une façon assez brusque, ils lui font une haie d'honneur, les policiers lui crient de regarder le sol et qu'à partir de maintenant il devra regarder le sol tout le temps, ils lui donnent des coups de pieds et des coups
Sexe	M	
Date détention	12/04/2000	
Lieu détention	Oiartzun	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 6. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

sur la tête pendant qu'ils l'insultent 'il est enfin ici ce fils de pute'.

Lors des interrogatoires illégaux, ils crient constamment, ils le frappent, le menacent de le tabasser, qu'ils vont lui mettre un bâton dans le cul, de ne pas jouer à faire l'homme, qu'au début ces amis non plus ne parlaient pas, mais qu'ils ont fini par tout dire, qu'ils vont le mettre en prison... Ils crient, il entend des cris qui proviennent des salles voisines. Ils l'assoient sur une chaise et doit garder la tête courbée sur la table et si les réponses qu'il fait ne leur conviennent pas ou s'il ne répond pas assez rapidement, ils le frappent à la tête ce qui fait qu'il se cogne sur la table. Parfois, ils le font mettre debout contre le mur.

Pendant le trajet vers Madrid qui dure environ quatre heures, il doit garder la tête entre les jambes, ils ne le laissent s'appuyer nulle part, ni s'endormir. Arrivés à bas, tous les jours sont identiques, les interrogatoires, les questions, les menaces et les coups sont continus, les menaces envers la famille et les amis aussi.

Dans la cellule, on ne le laisse pas dormir et ils frappent la porte avec insistance ou ils regardent par l'œillet de la porte jusqu'à le réveiller.

**N° 12****Gurrutxaga, Oroitz**

Age	18 ans	Sitôt introduit dans le véhicule en sortant de chez lui, ils commencent à le frapper sur la tête et lui crient que sans ses parents il est moins courageux, qu'ils vont l'emmener à la montagne et que là, il parlera. En arrivant au commissariat, ils le traînent par les cheveux et l'introduisent dans un local, ils le balancent contre une immense armoire, les coups et les menaces sont
Sexe	M	
Date détention	12/04/2000	
Lieu détention	Orereta	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 6. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

incessants.

Lors des interrogatoires toujours sans avocat, chaque fois qu'il dit ne pas savoir, ils le frappent sur la tête, la menace est constante 'on va te tuer', ils lui font écouter des cris et des coups qui proviennent des locaux contigus en lui disant que s'il ne parle pas, ils vont l'envoyer à côté, 'je vais t'arracher la langue, je vais te mettre le manche à balai dans le cul, en prison les jolis garçons comme toi, on les encule...' Le temps passe et lors des interrogatoires les policiers deviennent plus nerveux et les coups plus nombreux.

Pendant tout le trajet vers Madrid, il doit rester la tête baissée, menotté, on ne le laisse pas dormir, s'il commence à somnoler on lui donne des coups de coudes. Le policier qui se trouve à son côté lui dit que s'il collabore, il lui enlève les menottes alors que celui qui se trouve devant continue à le frapper.

Arrivés à Madrid et lors d'un interrogatoire, l'un des policiers ouvre sa chemise et sort un pistolet pour qu'il le voie bien, il met le pistolet dans son pantalon. Pendant les interrogatoires, il doit rester debout contre le mur pendant des heures, au point de ne pouvoir plus tenir. Les menaces sont constantes envers sa famille 'si tu collabores, tu as ton avenir et celui de ton frère entre tes mains, ta mère doit aller mal après sa récente opération...'

Enfin, ils lui font apprendre par cœur la déclaration qu'il doit faire devant le juge et lorsqu'il nie la déclaration faite à la police, il déclare au juge qu'il l'a faite parce qu'il n'en pouvait plus.



N° 13

Lujanbio, Mikel

Age	19 ans	Dans les interrogatoires illégaux ils lui menassent en lui disant qu'il va rester 8 ans en prison, que tous les autres détenus sont en train de lui impliquer dans des actes de sabotages. Ils lui menassent de l'appliquer des électrodes et la baignoire, lui frappent la tête contre le mur à plusieurs reprises. Ce sont les femmes policières qui lui donnent les coups pendant que les hommes
Sexe	M	
Date détention	12/04/2000	
Lieu détention	Oregeta	
Type de détention	Incommunicuée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 6. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

mes lui menacent constamment et lui font peur.

Quand il est dans la cellule, ils vont le déranger constamment. on ne le laisse pas dormir.

Ils lui obligent à apprendre la déclaration qu'il doit faire par cœur. Ils lui indiquent qu'il doit faire comme si c'était la première fois que cette situation se passe. On lui menace avec des tortures au cas où il changerait la déclaration indiquée. La pression est si forte que dans la déclaration auprès du juge il confirme la déclaration faite devant la police, à cause de la peur aux représailles. Postérieurement Mikel a changé la déclaration judiciaire.



**N° 14****Ostolaza, Mikel**

Age	18 ans	Au moment de la détention, les insultes commencent 'qu'est ce que vous faites, fils de putes, vous n'êtes que des merdes, c'est comme ça que vous allez aider le Pays Basque ? 'Et il voit alors un pistolet sur sa tête. Les policiers ne s'identifient à aucun moment, il comprend qu'il s'agit de policiers autonomes puisqu'ils parlent le basque.
Sexe	M	
Date détention	17/04/2000	
Lieu détention	Hernani	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	Au commissariat, on l'oblige à

se déshabiller et ils le mettent dos au mur en lui disant de ne pas se retourner, de ne pas les regarder alors qu'ils sont cagoulés.

Il est soumis à plusieurs interrogatoires sans la présence d'avocat, les questions sont constantes, les insultes et les menaces aussi 'tu vas payer le prix fort, si tu nous dis avec qui tu étais, la peine sera partagée entre tous, sinon tu vas te payer six ans ...' Il y a des moments où il ne se rappelle de rien et d'autres moments assez confus.

Dans deux déclarations, il reconnaît ce que la police lui demande de reconnaître.

On ne lui remet pas les vêtements apportés par sa famille, on ne le laisse pas se laver avant de partir pour Madrid. Le voyage est très pénible car il est menotté dans le dos et qu'il a la tête baissée entre les jambes. Devant le juge, il dénonce le traitement subi et même s'il dit que physiquement ça n'a pas été trop dur malgré quelques coups, il dit qu'il est épuisé moralement, qu'il se sent perdu et que là oui ça été dur.

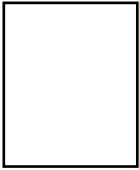


N° 15

**Velez, Karlos**

Age	16 ans
Sexe	M
Date détention	19/04/2000
Lieu détention	Hernani
Type detention	Incommuniquée
Corps de police	Ertzaintza
Juge	JCI n° 1. A. Nationale
Situation	Prison
Dépôt plainte	

Il est soumis à des interrogatoires illégaux et est soumis à des pressions psychologiques.



N° 16

Imaz, Gorka

Age	21 ans	Au moment de la détention, la police lui demande pourquoi il n'était pas chez lui quand ils y sont allés. A plusieurs reprises, il est interrogé illégalement, il est menacé 'si tu regardes derrière toi tu n'as plus que trois jours à vivre, tu vas dire ce que je veux que tu dises, ton ami est en train de passer un sale moment, tu veux en faire autant ? 'Les pressions sont très fortes pour qu'il dise ce qui leur convient 'si tu vas chez le juge bien disposé, tu seras libre, après nous te contacterons pour être
Sexe	M	
Date détention	19/04/2000	
Lieu détention	Hernani	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Liberté	
Dépôt plainte		

ensemble... 'ils lui répètent la même chose tellement de fois qu'il finit par y croire, il dit que les policiers jouent beaucoup psychologiquement avec les détenus. Lors d'un interrogatoire, il reçoit un coup de poing.

On ne le laisse pas se reposer lorsqu'il se trouve en cellule, on vient le déranger à de nombreuses reprises. Pendant deux jours, on ne lui donne rien à déjeuner et le dîner est apporté très tard, cela parce qu'il n'a pas répondu comme ils le souhaitent.

Devant le juge, il dénonce les pressions auxquelles il a été soumis.



N° 17

**Solano Salaberria, Jokin**

Age	20 ans	Les menaces commencent dès qu'il est introduit dans le véhicule de police pour être transféré au commissariat 'à partir de maintenant, je vais faire ce que je veux avec toi et tu dois t'adresser à moi en m'appelant monsieur, tu n'es qu'une merde, tu n'es qu'un fils de pute, tu ne vaux rien, je vais te briser, je vais te garder ici tout le temps que je veux, tes amis sont en train de te faire porter le chapeau dans de drôles d'affaires, tu es le seul
Sexe	M	
Date détention	26/04/2000	
Lieu détention	Goizueta	
Type de détention	Incommuniquée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

imbécile, si tu ne parles pas, tu vas mal le passer, tu vas passer plusieurs jours avec moi et je te jure sur la tête de ma mère que tu le passeras très mal'. Ils lui disent que sa sœur et son fiancé sont arrêtés eux aussi, ils lui donnent quelques détails sur la façon dont ils vont le traiter et lui disent que s'il veut l'éviter il doit déclarer ce qu'ils lui disent.

Au début, ils lui donnent des coups sur la tête, sur la nuque, contre le mur, dans le dos et ils le traînent par terre pour le déplacer d'un endroit à l'autre, ils lui déchirent même son pull en le traînant.

Il est soumis à de nombreux interrogatoires sans avocat, il ne peut pas dire combien mais il pense que trois ou quatre interrogatoires quotidiens, on le fait toujours mettre debout face au mur et dans un angle du local. Les menaces et les insultes sont constantes, ils tentent de l'humilier tout le temps 'dans vingt ans, quand tu sortiras de taule, tu l'auras ta plaque dans ton village' et autres choses dans le même style, ils crient, donnent des coups sur le mur, ils lui disent aussi qu'ils vont arrêter sa fiancée car c'est sûr, il devait lui dire tout ce qu'il faisait 'après l'avoir baisée'. Lors des interrogatoires ils le font douter, ils lui affirment que ce qu'ils disent c'est lui qui l'a dit et il ne sait plus ce qu'il a dit ou non.

Il dit au médecin légiste le traitement qu'on lui a infligé et lorsque les policiers autonomes l'interrogent à nouveau, ils lui disent 'voyons ce que tu vas raconter sur nous, il vaut mieux que tu ne dénonces rien, sinon on va te tuer, tu crois qu'on te traite mal ici ? 'Tu vas voir si tu racontes autre chose, comment on va alors te traiter'. C'est par peur des représailles que par la suite, il dira qu'il a été bien traité.

Lors de la déclaration devant le juge, l'avocat commis d'office est d'accord avec la demande d'emprisonnement du procureur.

**N° 18****Karrera, Eduardo**

Age	20 ans	Lorsqu'ils l'emmènent au commissariat de Oiartzun, ils le maintiennent couché dans le véhicule un long moment, pendant près d'une heure et demie.
Sexe	M	
Date détention	27/04/2000	Au commissariat, il est interrogé de nombreuses fois hors la présence d'un avocat, on l'oblige à rester debout contre le mur, les mains dans le dos et la tête courbée, avec interdiction de les regarder. Pendant
Lieu détention	Hernani	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Prison	tion de les regarder. Pendant
Dépôt plainte		

ces interrogatoires, les pressions psychologiques, les insultes et les menaces sont constantes, on lui dit qu'il va aller en prison pendant 15 ou 20 ans à Salto del Negro, qu'ils vont le frapper et qu'il va être mal, ils menacent aussi sa famille, sa fiancée qu'ils vont détenir. Lors des interrogatoires il fatigue beaucoup, les questions sont constantes et ce sont toujours les mêmes, ils jouent au bon et au mauvais policier. Les interrogatoires ont lieu de jour comme de nuit, on ne lui laisse pour ainsi dire pas le temps de se reposer un moment entre les interrogatoires. Alors qu'il est dans la cellule, la lumière est allumée en permanence. A plusieurs reprises, ils vont le déranger, ils frappent la porte et il doit se mettre debout contre le mur, mains dans le dos et tête baissée.

Ils lui font apprendre de mémoire la déclaration policière et devant le juge il la reprend pensant que tout irait bien pour lui comme le lui ont dit les policiers.



N° 19

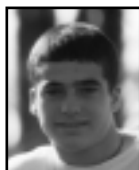
Velez, Xabier

Age	18 ans	Il est soumis à des interrogatoires illégaux sans présence d'avocat, ils l'obligent à rester debout contre le mur, les mains dans le dos et la tête courbée. Les cris sont constants, les coups sur le mur à côté de lui pour l'intimider aussi, par moments ils se calment un peu.
Sexe	M	
Date détention	17/05/2000	
Lieu détention	Hernani	
Type detention	Incommuniquée	Ils lui disent que chaque fois que l'un d'entre eux frappe la porte de la cellule, il doit se
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Liberté	mettre debout contre le mur, les mains dans le dos. On ne le laisse pas dormir parce qu'ils viennent le déranger sans cesse. Une puissante lampe reste allumée en permanence 'pour raisons de sécurité' disent ils.
Dépôt plainte		

mettre debout contre le mur, les mains dans le dos. On ne le laisse pas dormir parce qu'ils viennent le déranger sans cesse. Une puissante lampe reste allumée en permanence 'pour raisons de sécurité' disent ils.

Ils jouent à faire pression sur sa famille et en particulier sur son frère, ils frappent contre le mur en criant pour l'intimider.

Le voyage vers Madrid est très dur, il s'effectue dans une fourgonnette avec des espèces de cages à l'intérieur et on ne le laisse pas lever la tête. Il y a une caméra dans chaque compartiment et s'il lève la tête, les policiers le menacent.



N° 20

Gurrutxaga Rafael, iñaki

Age	17 ans	Sitôt sorti de chez lui en direction du commissariat, les cris et les menaces commencent 'tu mérites d'être tué, laisser ainsi tes pauvres parents, ce n'est rien pour le moment, mais tu vas voir quand nous serons arrivés, moi je suis très sympa, mais si mon ami te chope...', pendant le trajet vers le commissariat, il est menotté dans le dos et obligé de garder la tête entre les jam-
Sexe	M	
Date détention	27/04/2000	
Lieu détention	Hernani	
Type de détention	Incommunicuée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

bes. Une fois arrivé, ils le gardent plus d'une heure dans le véhicule en lui interdisant de bouger et chaque fois qu'il bouge, les policiers autonomes qui sont restés à l'extérieur du véhicule crient après lui.

Pendant les interrogatoires, au moins six ou sept, ils le font rester debout contre le mur, les menaces sont constantes 'ma patience est à bout, mon ami va arriver...' et apparaît alors un autre policier autonome très en colère, en criant, il cogne sur les murs. Les insultes, les cris et la pression psychologique aussi sont constants afin de lui faire reconnaître ce qu'ils veulent. Ils lui donnent quelques coups sur la tête, dans le dos, ils le bousculent contre le mur. Lors d'un interrogatoire, on le laisse s'asseoir sur une chaise, toujours en regardant le mur et lorsque la réponse ne convient pas aux policiers autonomes ou s'il dit ne pas savoir, ils frappent la chaise à coups de pieds.

Lors des interrogatoires, il a très chaud, il transpire abondamment et lorsqu'on le conduit dans la cellule, il a froid. Alors qu'il se trouve dans sa cellule, à plusieurs reprises, ils viennent le déranger pour le faire se mettre debout et regarder le mur, mais dans le dos et la tête courbée, sous des menaces constantes. Dans la cellule, la lumière reste allumée en permanence.

Ils lui font apprendre la déclaration policière par cœur à force de la lui répéter, après l'avoir apprise et avoir dit ce qu'ils souhaitent entendre, le traitement s'adoucit quelque peu. Lors de la déclaration devant le juge, il ratifie la déclaration policière car selon les policiers s'il agissait ainsi, ils seraient tous libérés.



N° 21

**Zuloaga Larrea, Ahiletz**

Age	22 ans	En sortant de la maison en direction du commissariat, ils lui font baisser la tête et il doit effectuer tout le trajet dans cette position. Arrivé au commissariat de Oiartzun, ils l'obligent à rester dans le véhicule un long moment, la tête entre les jambes, ils partent ensuite vers Gasteiz/Vitoria. Arrivés là, les policiers lui font une haie et il doit y passer sous leurs insultes. Ils le conduisent en
Sexe	M	
Date détention	27/04/2000	
Lieu détention	Hernani	
Type détention	Incommuniquée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

cellule et ils lui disent que si l'un d'entre eux frappe ou ouvre la porte, il doit se mettre debout face au mur, la tête courbée et les mains dans le dos. Il y a toujours deux policiers avec lui, mais il ne peut les voir puisqu'ils sont cagoulés et lorsqu'il les regarde, ils le frappent sur la tête.

Lors des interrogatoires illégaux auxquels il est soumis, il doit rester debout contre le mur, les mains dans le dos, la tête courbée et les genoux à demi fléchis. Les menaces sont constantes, les humiliations et les insultes aussi comme par exemple 'tu n'es qu'une merde, on va amener ta fiancée et nous allons te laisser voir comment elle pleure, ta mère devra se prostituer pour pouvoir venir de rendre visite, tu n'es qu'une merde, tu me dégoûtes, je ne veux même pas te voir parce j'ai envie de te tabasser, tu es dégoûtant...' Lors d'un interrogatoire, il se sent mal, les policiers lui disent qu'ils s'en fichent, que le médecin est là pour ça 'mais ne vas pas t'évanouir ici comme un pédé'.

Ils le frappent sur la tête avec le plat de la main ainsi qu'avec un journal ou quelque chose de semblable.

La nuit on ne le laisse pas dormir, ils viennent cogner la porte continuellement et il doit se mettre debout contre le mur chaque fois qu'un des policiers se rend dans la cellule, il lui est impossible de trouver le sommeil. Une nuit, ils commencent à lui crier 'tu es une sale pute, je vais te casser la gueule...' On lui apporte des sandwiches à l'omelette de thon alors qu'il leur dit que le thon lui provoque une allergie.

Lors de la présentation au juge, l'avocat commis d'office qui le représente demande son emprisonnement.





N° 22

Gorrotxategi, imanol

Age	17 ans	En sortant de chez lui, on lui attache les mains avec une corde. En l'introduisant dans le véhicule de police on lui met la capuche de son vêtement sur la tête et on le menace 'si tu lèves la tête, je te fais bouffer la lanterne'. Il fait tout le trajet ainsi attaché, la tête entre les jambes.
Sexe	M	
Date détention	27/04/2000	
Lieu détention	Hernani	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Liberté	
Dépôt plainte	Oui	Lors des interrogatoires sans avocat, il doit rester debout en regardant le mur, les mains

derrière le dos et la tête courbée. Chaque fois qu'il répond négativement à une question, il est menacé et les pressions psychologiques sont évidentes 'j'espère que tu aimes les hommes, parce que tu vas aller en prison, tu ne reverras plus tes parents, si tu ne dis pas la vérité tu seras accusé de tout ça' (ils montraient une liste de sabotages).

On ne le laisse pour ainsi dire pas dormir dans la cellule, ils frappent sans cesse contre la porte et le font mettre debout contre le mur. Pendant qu'il est en cellule, la lumière reste allumée en permanence, ils peuvent aussi la réguler de l'extérieur.

Lors de la présentation au juge, l'avocat commis d'office déclare qu'il est d'accord avec le procureur qui demande son emprisonnement.



N° 23

Villar, jon Ander

Age	17 ans	Sitôt introduit dans le véhicule, on lui dit de baisser la tête et tout le trajet vers le commissariat s'effectue dans cette position, la tête entre les jambes, il est menotté dans le dos. Devant le commissariat les menaces commencent et un policier autonome lui dit que s'il lève la tête il lui fait bouffer la lampe de poche. On le laisse un long moment dans le véhicule avec interdiction de
Sexe	M	
Date détention	27/04/2000	
Lieu détention	Hernani	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

bouger.

Il est interrogé de nombreuses fois mais il ne pourrait dire combien, lors des interrogatoires on l'oblige à rester debout. Les pressions psychologiques sont très fortes, ils ne cessent de crier, ils frappent contre les murs et ils sont très violents. Ils parviennent ainsi à l'intimider et il déclare ce qu'ils souhaitent entendre. Il apprend la déclaration faite par la police. Après avoir correctement repris cette déclaration la situation s'adoucit.

Lorsqu'il est présenté au juge, il est très fatigué psychologiquement et il n'a qu'une seule envie, que tout cela se termine. Le juge lui demande s'il est d'accord avec la déclaration de la police et comme il présente des difficultés à s'exprimer en espagnol, il lui répond qu'il ne comprend pas la question, le juge lui répond alors 'alors, si tu ne comprends pas...' Il devient nerveux et ne sachant pas ce qu'il doit dire, il décide de prendre en compte ce que lui a dit la police autonome et lorsque le procureur prononce le mot 'prison' l'avocat d'office qui l'accompagne répond que pour sa part, il est d'accord. Alors le juge lui demande comment il a été traité et il répond 'pas très bien, j'ai été menacé et j'ai subi des pressions'.

Il ne se rappelle pas tous les moments passés au commissariat.

**N° 24****Miner Canflaca, iñaki**

Age	20 ans	A la maison, au moment où sa mère s'approche pour l'embrasser, on le bouscule pour l'empêcher de s'approcher, les policiers autonomes l'empoignent avec violence.
Sexe	M	
Date détention	26/04/2000	Les menaces commencent sitôt dans le véhicule qui le conduit au commissariat, on l'oblige à garder la tête entre les jambes 'avec moi tu seras super bien, mais tu vas voir avec mon ami, tu vas voir la
Lieu détention	Hernani	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

différence, tu vas aller en prison à Salto del Negro, tu crois que ta famille va venir te voir ? On va te cogner, tu ne peux pas savoir...'

Les menaces continuent au cours des interrogatoires illégaux auxquels il est soumis, ils le font rester debout contre le mur, la tête courbée, les mains derrière le dos. On le frappe sur la tête, dans le dos et sur le cou. Pendant ce temps, les insultes sont permanentes, on lui dit qu'il n'est pas normal, que c'est le plus bête de tous et chaque fois qu'il répond qu'il ne sait pas, il reçoit un coup sur la tête.

Au commissariat, quand il dit qu'il ne va pas approuver la déclaration préparée par la police, les policiers deviennent très brusques.

Le voyage pour Madrid s'effectue dans une fourgonnette qui possède des cages très petites dans lesquelles se trouvent les détenus. On les fait voyager la tête courbée et comme à l'intérieur de ces cages, il y a des caméras, chaque fois qu'ils lèvent la tête, les policiers autonomes frappent les portes. A l'Audience Nationale quand il raconte au juge le traitement subi, ce dernier lui dit : 'voyons monsieur Miner, je ne vous croie pas, car cela est chez vous très courant'. L'avocat commis d'office déclare qu'il est d'accord avec le procureur qui réclame l'emprisonnement.



N° 25

Telleria Lujanbio, Angel

Age	23 ans	Les pressions s'exercent sitôt dans le véhicule qui le conduit au commissariat, 'regardes ce que tu as fait, tu vois le mal que tu as fait à ta mère... ?' sa mère est veuve et ils y reviennent sans cesse en disant que maintenant oui, elle est vraiment seule... Les interrogatoires sont continus, il est insulté, ils crient, il est menacé et soumis à une pression psychologique pour
Sexe	M	
Date détention	27/04/2000	
Lieu détention	Hernani	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

qu'il déclare comme ils l'entendent, tout cela se passe alors qu'il reçoit des coups sur la tête et quelques coups de pieds. Lors d'un interrogatoire, ils lui disent 'qu'ils vont l'enculer', ils l'attrapent alors, le traînent dans un local voisin, lui enlèvent son pantalon et son slip, le font mettre à quatre pattes et un policier autonome se place derrière lui, ce dernier finit par dire 'pas aujourd'hui, je n'ai pas de vaseline ni de capotes'.

On lui fait effectuer des flexions pendant les interrogatoires et quand il n'en peut plus et qu'il tombe sur le sol, on le fait se relever et recommencer et ainsi de suite jusqu'à épuisement.

Le voyage vers Madrid se passe dans une fourgonnette possédant des cages. Il doit toujours avoir la tête baissée sinon les policiers viennent frapper la porte. Devant le juge, il dénonce les pressions subies et la torture psychologique à laquelle il a été soumis.

**Nº 26****Gasamanes, jon**

Age	21 ans	Il est menotté chez lui et en descendant les escaliers, il reçoit le premier coup, ils lui cognent la tête contre le mur et ils commencent à le menacer 'ne fais pas de scandale, monte directement dans le véhicule sinon je te fracasse le crâne ici même, fils de pute, lorsqu'un de mes compagnons te pose une question, tu réponds, oui monsieur'.
Sexe	M	
Date détention	27/04/2000	
Lieu détention	Hernani	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI nº 1. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	Au commissariat, les coups et

les menaces continuent 'bien, Jon tu sais ce que j'attends de toi, tout dépend de toi si tu veux bien le passer ou non. Tu sais pourquoi tu es là ?' Il répond que non, qu'il n'a aucune raison d'être ici, le policier le frappe immédiatement.

Les interrogatoires sans avocat sont nombreux et les menaces incessantes. 'Tout le monde te charge, tu ne peux rien nier, bien Jon nous avons beaucoup de temps pour être ensemble et rappelles toi que tout le monde t'accuse, pense que ta fiancée t'attend et que c'est toi qui vas tout payer'. Il lui disent aussi que dans la salle à côté les électrodes sont prêtes et que 'soit il reconnaît tout, soit il ne sort pas d'ici'.

Le voyage vers Madrid s'effectue dans une fourgonnette avec des petits compartiments à l'intérieur, on dirait des cages et il y a des caméras, s'il lève la tête la police le menace. Après sa déclaration devant le juge, l'avocat commis d'office déclare qu'il est d'accord avec la demande d'emprisonnement formulée par le procureur.



N° 27

Kijera, unai

Age	20 ans	En descendant l'escalier de chez lui, ils l'empoignent et les menaces commencent 'tu vas pourrir dans la misère' En l'introduisant dans le véhicule, ils lui cognent la tête contre le véhicule et lui disent qu'il doit garder la tête baissée, le policier qui se trouve à son côté lui donne de coups de matraques sur la tête. Sitôt arrivés au commissariat, les menaces commencent 'tu
Sexe	M	
Date détention	26/04/2000	
Lieu détention	Hernani	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

fais le dur, mais on va voir si tu ne racontes pas ce que tu as fait, de gré ou de force, tu vas voir ce qui t'attends, tu es foutu Unai' et ils lui donnent quelques coups. Ils le conduisent dans une cellule et le font se déshabiller, on prend des photos, ils le fouillent, lui disent de s'habiller et les interrogatoires commencent le lendemain.

Pendant tous les interrogatoires 6 ou 7, toujours sans avocat, on lui pose beaucoup de questions, il est insulté, frappé et menacé 'dans ce coin tu ne seras pas le premier à te chier et te pisser dessus, tu entends ? Il vaut mieux que tu commences à tout raconter car sinon tu sais ce que nous faisons aux terroristes, non ? Tu veux connaître le sac en plastique ?' Ils le font se mettre accroupi et chaque fois qu'il bouge, ils le frappent sur les jambes. Ils lui font croire que sa famille s'en fiche de lui, qu'ils ont parlé avec son père et qu'il s'en fiche quoi qu'il arrive, qu'ils vont aussi détenir sa fiancée s'il ne collabore pas... Au cours de l'un des interrogatoires, il sent un malaise le prendre, mais il ne perd pas connaissance. Ils lui disent aussi que s'il change de version devant le juge et nie tout, la police nationale va lui faire beaucoup de mal. Par peur des représailles et parce qu'il arrive à l'Audience Nationale complètement brisé, il valide la déclaration de la police. L'avocat commis d'office est d'accord avec la demande d'emprisonnement du procureur.



N° 28

Lorenzo Quintela, iñaki

Age		Les interrogatoires sans l'assistance d'un avocat sont nombreux et parfois assez longs, ils le font rester debout, la tête courbée avec interdiction de les regarder, alors qu'ils sont cagoulés. Ils donnent des coups dans le mur avec un objet pour l'intimider.
Sexe	M	
Date détention	27/04/2000	Les menaces et les pressions sont constantes, ils lui disent que sa compagne a été détenue par la Garde Civile et font
Lieu détention	Hernani	
Type détention	Incommunicée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Prison	état de l'attitude de ce corps de police envers les détenus et en particulier envers les femmes, ils lui disent que la situation de sa compagne se trouve entre ses mains, que s'il reconnaît les faits, eux vont immédiatement demander à la Garde Civile de la mettre à la disposition de la justice, mais que, dans le cas contraire, la période d'incommunication sera prolongée... Ils insistent sur la détention de sa compagne. Les humiliations, les insultes et les vexations augmentent avec l'avancement des interrogatoires, toujours plus de cris et de menaces. A un moment, il est tellement nerveux qu'ils l'autorisent à s'asseoir au cours de l'interrogatoire. Il entend des cris provenant des locaux alentours.
Dépôt plainte	Oui	

état de l'attitude de ce corps de police envers les détenus et en particulier envers les femmes, ils lui disent que la situation de sa compagne se trouve entre ses mains, que s'il reconnaît les faits, eux vont immédiatement demander à la Garde Civile de la mettre à la disposition de la justice, mais que, dans le cas contraire, la période d'incommunication sera prolongée... Ils insistent sur la détention de sa compagne. Les humiliations, les insultes et les vexations augmentent avec l'avancement des interrogatoires, toujours plus de cris et de menaces. A un moment, il est tellement nerveux qu'ils l'autorisent à s'asseoir au cours de l'interrogatoire. Il entend des cris provenant des locaux alentours.

Devant le médecin légiste, il dénonce le traitement subi, les pressions psychologiques auxquelles il est soumis, lors de sa présentation au juge il les réitère. L'avocat d'office qui l'assiste est d'accord avec la demande d'emprisonnement du procureur.



N° 29

Aranburu, Gotzon

Age	24 ans	Les coups commencent au moment même où il est identifié, ainsi que les cris et les bousculades. Il est menacé d'être remis aux mains de la Garde Civile. Le trajet de la maison au commissariat s'effectue la tête entre les jambes et les mains menottées dans le dos. Ils lui mettent deux vestes sur la tête ce qui le fait suffoquer.
Sexe	M	
Date détention	27/04/2000	
Lieu détention	Hernani	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

Lors des interrogatoires sans avocat, il y a 7 ou 8 policiers avec lui, ils le frappent, le bousculent et le menacent constamment. Les interrogatoires sont constants et durent près de cinq heures. Au cours de l'un d'entre eux, il perd le contrôle de lui-même et se blesse volontairement contre le mur. La tension est insupportable. Il entend des cris qui proviennent d'autres locaux.

Alors qu'il est dans la cellule, on ne le laisse pas se reposer et les policiers autonomes vont constamment le déranger en criant et en le menaçant, il doit se mettre debout face au mur, chaque fois qu'ils ouvrent la porte, il ne peut dormir pendant les cinq jours d'incommunication.

Le trajet vers Madrid s'effectue dans une fourgonnette séparée en cellules à l'intérieur, pour l'y introduire, ils le bousculent. Il fait tout le voyage la tête entre les jambes et menotté. Il trouve cela très dur. En arrivant à l'Audience Nationale et alors qu'il est remis à la Police Nationale, les policiers autonomes lui disent 'maintenant pour toi, vient le meilleur'.

Le juge lui fait les mêmes demandes que la police, il nie tout, l'avocat d'office demande son emprisonnement.



**N° 30****Aira urruzola, urtzi**

Age	17 ans	Dés les premiers instants, ils commencent à le menacer 'tu vas voir ce qui t'attends ...' En le mettant dans le véhicule, ils le menottent dans le dos et lui font mettre la tête entre les jambes. Ils lui donnent quelques coups pour lui faire courber la tête le plus possible.
Sexe	M	
Date détention	27/04/2000	
Lieu détention	Hernani	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Ertzaintza	Les interrogatoires illégaux sont nombreux et toujours, il est obligé de rester contre le
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

mur, les mains dans le dos et la tête courbée, s'il bouge un tant soit peu, ils le frappent. Pendant les interrogatoires, un policier s'approche de chaque côté, les deux en criant. A un moment, il a un genre de malaise, mais les policiers le secouent et continuent l'interrogatoire. Ils le frappent à la tête et il se cogne au mur. Les menaces sont constantes, on lui dit qu'il va passer dix ans en prison, qu'ils vont rendre la vie impossible à sa famille, qu'ils vont le tuer, que s'il parvient à s'en sortir cette fois, ils vont le choper dans rue et le tabasser, qu'ils vont aussi arrêter la fille qu'il fréquentait, que sa mère sera obligée de devenir une pute pour pouvoir les visiter les deux en prison (son père est lui aussi en prison), les insultes sont constantes, ils le traitent 'de fils de pute'.

Lors de sa présentation au juge, il déclare que la police a fait pression sur lui, par peur des représailles, il ratifie ses déclarations devant le juge. L'avocat d'office est d'accord avec la demande d'emprisonnement faite par le procureur. Il ne réalise pas ce qui passe jusqu'au moment de se retrouver en cellule.

TAT



N° 31

Alonso, eneko

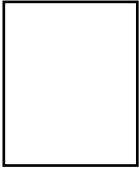
Age	21 ans	Sitôt introduit dans le véhicule, les insultes et les humiliations commencent. On lui fait mettre la tête entre les jambes et il doit maintenir cette position jusqu'au commissariat, il est menotté dans le dos.
Sexe	M	
Date détention	17/05/2000	
Lieu détention	Hernani	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	Pendant ces interrogatoires, il

est insulté, menacé et on fait pression sur lui pour qu'il reconnaisse ce qu'ils souhaitent.

A un moment, alors qu'ils commencent à menacer sa famille, il se retourne et regarde les policiers qui appellent des renforts, ils lui font une prise de judo pour l'immobiliser et le mettre à nouveau contre le mur, ils cognent sa tête contre le mur. Lors d'un autre interrogatoire, un des policiers lui crache sur le visage, mais le policier lui nettoie le visage de suite.

Lorsqu'on lui lit ses droits, il dit qu'il ne comprend pas et il demande qu'ils lui soient relus, on lui répond que s'il n'a pas compris, c'est son problème. Il est obligé de demander à manger à plusieurs reprises. Alors qu'il se trouve dans la cellule, les policiers simulent une entrée pour l'obliger à se lever et à se placer contre le mur, tête baissée et mains dans le dos.

Devant la commission judiciaire qui lui rend visite au commissariat, commission composée du juge de garde, d'un secrétaire et du médecin légiste, il dénonce les mauvais traitements subis. Suite à cette déclaration une enquête est ouverte.

**Nº 32****Zuñiga, Xabier**

Age	18 ans	Le trajet vers le commissariat s'effectue alors qu'il est menotté dans le dos et la tête courbée, sitôt arrivé là bas, les menaces et les pressions commencent contre toute sa famille, contre ses parents, on lui dit qu'il va passer huit ans en prison, les insultes sont constantes.
Sexe	M	
Date détention	17/05/2000	
Lieu détention	Hernani	
Type detention	Incommunicuée	Les interrogatoires illégaux auxquels il est soumis durent entre trois et quatre heures, les pressions psychologiques sont permanentes, il doit rester tout le temps debout, mains dans le dos et la tête baissée, il est épuisé et commence à pleurer tellement il se sent mal. Les policiers lui disent qu'ils vont faire une exception pour lui et qu'ils vont l'aider, ils utilisent la tactique du bon et du méchant et en définitive, ils parviennent à lui donner confiance et il reprend la déclaration qu'ils ont rédigée.
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Liberté	Les interrogatoires illégaux auxquels il est soumis durent entre trois et quatre heures, les pressions psychologiques sont permanentes, il doit rester tout le temps debout, mains dans le dos et la tête baissée, il est épuisé et commence à pleurer tellement il se sent mal. Les policiers lui disent qu'ils vont faire une exception pour lui et qu'ils vont l'aider, ils utilisent la tactique du bon et du méchant et en définitive, ils parviennent à lui donner confiance et il reprend la déclaration qu'ils ont rédigée.
Dépôt plainte	Oui	

les pressions psychologiques sont permanentes, il doit rester tout le temps debout, mains dans le dos et la tête baissée, il est épuisé et commence à pleurer tellement il se sent mal. Les policiers lui disent qu'ils vont faire une exception pour lui et qu'ils vont l'aider, ils utilisent la tactique du bon et du méchant et en définitive, ils parviennent à lui donner confiance et il reprend la déclaration qu'ils ont rédigée.

Lors de la visite du médecin, il dénonce le traitement reçu.

Dans sa déclaration, il reprend ce que les policiers lui ont dit à cause des pressions subies et par peur de représailles, il ratifie cette déclaration devant le juge. Le transfert vers Madrid s'effectue dans une fourgonnette divisée en cellules, il doit garder la tête courbée tout le temps et il est menotté.



N° 33

Apaolaza, iratxe

Age		Sitôt détenue, elle est conduite à Oiartzun, elle trouve le trajet très long. Arrivée là bas, ils l'obligent à demeurer dans le véhicule un long moment. Au début, trois policiers autonomes sont avec elle, ils sont très en colère et lui disent qu'ils ont été détenir une autre personne mais qu'ils se sont trompés. Lors des interrogatoires, les menaces et les pressions sont constantes. Les
Sexe	F	
Date détention	17/05/2000	
Lieu détention	Hernani	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Liberté	
Dépôt plainte	Oui	insults aussi 'tu n'es qu'un mouton'. Elle se trouve avec un couple de policiers qui la traitent 'comme si je n'étais rien'. Les pressions sont surtout destinées aux amis et à sa famille. Chaque fois qu'ils entrent dans la cellule, elle doit se mettre debout contre le mur. La lumière de la cellule reste allumée en permanence. Elle trouve le deuxième jour très dur et elle pleure tout le temps. Le trajet vers Madrid s'effectue dans un fourgon qui possède des cellules à l'intérieur, elle doit garder la tête courbée pendant tout le trajet.

insultes aussi 'tu n'es qu'un mouton'. Elle se trouve avec un couple de policiers qui la traitent 'comme si je n'étais rien'. Les pressions sont surtout destinées aux amis et à sa famille. Chaque fois qu'ils entrent dans la cellule, elle doit se mettre debout contre le mur. La lumière de la cellule reste allumée en permanence.

Elle trouve le deuxième jour très dur et elle pleure tout le temps.

Le trajet vers Madrid s'effectue dans un fourgon qui possède des cellules à l'intérieur, elle doit garder la tête courbée pendant tout le trajet.

**Nº 34****Barrenetxea, Ander**

Age		Lorsque la police se rend chez lui, il ne s'y trouve pas, il se présente donc le lendemain au commissariat de la police autonome accompagné d'un avocat, il y est détenu. On lui fait baisser pantalon et slip pour le fouiller.
Sexe	M	
Date détention	17/05/2000	
Lieu détention	Oiartzun	
Type detention	Incommunicuée	Il est soumis à de nombreux interrogatoires sans avocat, les cris sont permanents, les menaces de se retrouver en prison et celles destinées à sa
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI nº 1. A. Nationale	
Situation	Liberté	
Dépôt plainte		

famille aussi, on le menace d'être emprisonné. Lors de son premier interrogatoire, ils l'obligent à rester debout contre le mur dans un angle du local, par la suite on le laisse s'asseoir mais toujours en regardant le mur. Ils commencent à crier, puis arrêtent, puis recommencent 'maintenant tu vas avoir du boulot, tu vas aller en prison, jusqu'à présent tu n'as rien fait'.

Il ne peut pas se reposer à cause du bruit provenant de l'extérieur et à plusieurs reprises, on vient cogner sur la porte de la cellule.

Il refuse de signer la déclaration de la police, on lui dit alors qu'il est accusé d'un délit de terrorisme, l'avocat dit à la police qu'elle doit préciser l'accusation. A ce moment, la police fait sortir l'avocat d'office et après discussion, ils reviennent dans le local.

Le transfert vers Madrid s'effectue dans une fourgonnette possédant de petites cellules à l'intérieur. Il doit effectuer tout le trajet la tête baissée.



N° 35

**Apezetxea, jokin**

Age	17 ans	Lors des interrogatoires qui se déroulent sans avocat, les pressions psychologiques et les menaces de se retrouver en prison ou de le frapper sont constantes. Pendant les interrogatoires, il doit rester debout contre le mur, les questions sont constantes, les menaces, les mensonges aussi, ils s'en prennent aussi à sa famille, il n'est pas frappé mais psychologiquement cela lui
Sexe	M	
Date détention	17/05/2000	
Lieu détention	Hernani	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Liberté	
Dépôt plainte	Oui	

semble très dur car les questions sont incessantes et c'est toujours les mêmes... Le voyage vers Madrid se fait dans une fourgonnette, il est assis sur un siège en tôle d'où il glisse sans cesse. La police ne lui prête aucune attention pendant tout le trajet.

**Nº 36****Aranburu Goikoetxea, Aritz**

Age	26 ans
Sexe	M
Date détention	26/05/2000
Lieu détention	E. français
Type detention	Incommunicuée
Corps de police	Police française
Juge	
Situation	Prison
Dépôt plainte	

Devant le juge, il dénonce les mauvais traitements dont il a été victime lors de son arrestation, il a été traîné au sol sur une quinzaine de mètres, il a été blessé aux genoux et aux poignets.

TAT



N° 37

Geresta Azurmendi, Ander

Age	21 ans	Devant le juge, il dénonce le traitement subi. Il est frappé sur le visage. Lors de sa comparution il a un œil enflé, il a aussi été frappé sur la poitrine
Sexe	M	
Date détention	26/05/2000	
Lieu détention	E. français	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Police française	
Juge		
Situation	Prison	
Dépôt plainte		

TAT



**Nº 38****Iñigo, iker**

Age	16 ans
Sexe	M
Date détention	31/05/2000
Lieu détention	Atarrabia
Type detention	Incommunicuée
Corps de police	Police Nationale
Juge	JCI nº 6. A. Nationale
Situation	Prison
Dépôt plainte	

Devant le juge, il dénonce les coups, les mauvais traitements, les menaces et les interrogatoires qu'il a subi.



N° 39

**Goñi, Sergio**

Age	22 ans	Lors de sa comparution devant le juge, il dénonce les interrogatoires illégaux auxquels il a été soumis.
Sexe	M	
Date détention	31/05/2000	
Lieu détention	Atarrabia	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 6. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte		



N° 40

Domezain Artola, Aitor

Age		Au moment de la détention, un des policiers lui place une mitraillette sur la poitrine. Les menaces commencent pendant le trajet de chez lui au commissariat, arrivé là, ils lui disent 'tu vas en baver'. Le trajet s'effectue alors qu'il doit garder la tête entre les jambes et avec la capuche de son vêtement sur la tête. Sitôt arrivé au commissariat, les interrogatoires sans avocat
Sexe	M	
Date détention	14/06/2000	
Lieu détention	Donostia	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 3. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

commencent. Les coups et les menaces aussi, en particulier menaces destinées à sa famille 'on va leur faire la vie impossible, ils vont suivre sa sœur et la jeter de sa moto, quant à sa grand-mère qui a un grand âge, ils lui font faire une peur bleue, que lui, ils vont l'emmener à la montagne, le déshabiller et l'attacher à un arbre et que la oui, il commencera à parler...'. Pendant les interrogatoires, il est obligé de rester debout contre le mur, ils lui cognent la tête contre une armoire qui se trouve là à plusieurs reprises. Ils le saisissent par la tête et le font se courber et un policier lui donne des coups de genoux sur les testicules et les cuisses.

Il est transporté au commissariat à Madrid où les coups et les menaces continuent.

Il se sent faible tout le temps et se sent bizarre, il pense qu'il a été drogué par la boisson puisque pendant les trois jours d'incommunication il n'a rien mangé.



N° 41

**Astigarraga, Joxean**

Age		En sortant de sa maison, ils commencent à lui flanquer des coups de pieds et des coups divers, pendant le trajet, dans le véhicule, les menaces commencent 'ils vont le conduire à la montagne et vont lui foutre une balle dans la tête', on lui dit que son petit frère est lui aussi détenu mais que s'il reconnaît ce qu'ils veulent, ils vont le libérer, que ses parents vont très mal...
Sexe	M	
Date détention	14/06/2000	
Lieu détention	Donostia	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 3. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

Arrivé au commissariat à Madrid, ils disent qu'à partir de maintenant, ça va aller mal pour lui, trois policiers se placent derrière lui et commencent à lui donner des coups sur la tête pendant qu'un autre l'interroge et lui dit qu'il va le frapper sur tout le corps mais sans laisser de marques.

Il entend les cris d'autres détenus et ils lui disent que pour eux ça va plus mal que pour lui, mais que son tour viendra. Pendant deux jours, les coups n'arrêtent pas. Lorsqu'il reconnaît ce qu'ils veulent le traitement s'adoucit.

Il dit au juge qu'il a réalisé la déclaration policière sous la torture et les menaces. Le juge commence alors à crier et lui demande s'ils lui ont aussi demandé de la mémoriser.

**N° 42****Rodriguez Aldanondo, Lartaun**

Age		Les menaces démarrent en sortant de chez lui ' tu vas voir quand on va se retrouver seuls...' Pendant le trajet vers le commissariat, les policiers sont visiblement en colère (il pense que c'est parce qu'il a refusé de signer le procès verbal de perquisition), ils lui tirent les cheveux en criant pour qu'il courbe la tête et le menacent de l'emmener à la montagne et de lui balancer
Sexe	M	
Date détention	14/06/2000	
Lieu détention	Donostia	
Type detention	Incommunicée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 3. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

deux balles.

Arrivé au commissariat, les interrogatoires commencent sans avocat, il est frappé sur le visage, ils lui donnent des baffes, ils l'obligent à rester agenouillé alors qu'un policier monte sur lui, ils le font rester à croupetons et quand il est épuisé, ils le jettent par terre et lui font reprendre la position précédente. Ils l'obligent à effectuer des flexions, un policier place son pied sur ses testicules et un stylo dans l'anus, ils l'insultent 'tu es un pédé et je suis sûr que ça te plaît'. Ils le menacent de lui faire la baignoire et il entend un robinet couler.

Pendant le trajet pour Madrid qui ne dure pas loin de quatre heures, il est obligé de garder la tête courbée, là bas au commissariat, les mêmes menaces continuent, les coups aussi. Ils lui font apprendre la déclaration policière de mémoire.

Auprès du médecin légiste qui lui rend visite, il dénonce le traitement auquel il est soumis.

Il déclare au juge que la déclaration policière a été réalisée sous la torture et la contrainte, qu'il a été obligé de l'apprendre par cœur et la juge lui dit ironiquement qu'il a une sacrée mémoire pour apprendre tout ça par cœur.



N° 43

**Abanda Pagola, Aitor**

Age	24 ans	Dans sa maison le traitement est correct, cela change sur le chemin du commissariat, il est menotté dans le dos et la tête courbée, les menaces commencent 'c'est maintenant que tu vas comprendre, ces trois jours vont te paraître interminables, si tu lèves la tête tu vas voir fils de pute...' Il est soumis à de nombreux interrogatoires sans avocat, ils le font rester de longues heures debout, ils crient, le frappent, les menaces sont constantes ... pour le changer de local, ils le traînent presque.
Sexe	M	
Date détention	14/06/2000	
Lieu détention	Donostia	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 3. A. Nationale	
Situation	Liberté	
Dépôt plainte	Oui	

res debout, ils crient, le frappent, les menaces sont constantes ... pour le changer de local, ils le traînent presque.

Le transfert à Madrid s'effectue avec la tête courbée, on ne le laisse s'appuyer sur rien. Arrivé au commissariat de Madrid, les mauvais traitements continuent. A un moment, alors qu'ils viennent le chercher dans la cellule pour un interrogatoire, ils le trouvent appuyé au mur victime d'un malaise, ils doivent appeler le médecin.

Devant le juge, il dit qu'il a réalisé sa déclaration sous de fortes menaces et sous la torture et la juge haussant le ton lui dit 'tu as inventé tout ça ?' Pendant son audition, il a un malaise et il faut que le service d'urgence médicale intervienne.

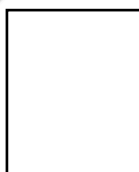
**Nº 44****Mendizabal, Garikoitz**

Age	21 ans	Dés les premiers instants, les policiers lui disent qu'il doit garder la tête baissée et il effectue le trajet jusqu'au commissariat la tête entre les jambes, l'un des policiers le frappe à la tête pour qu'il la courbe davantage. Les menaces commencent, ils 'vont ouvrir la portière et le balancer, ils diront qu'ils ont eu un accident'. Arrivé au commissariat, le meilleur est à venir puisque
Sexe	M	
Date détention	14/06/2000	
Lieu détention	Donostia	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI nº 3. A. Nationale	
Situation	Liberté	
Dépôt plainte	Oui	

'ils ont fait parler des gens avec les morts et qu'un sale incendiaire comme lui, il ne va pas leur coûter grand chose pour le faire parler, ils disent qu'ils vont détenir sa fiancée et qu'ils vont la violer, que la nuit ils vont aller dans sa cellule et qu'ils vont lui défoncer le cul parce qu'il n'est pas mal du tout', ils le menacent aussi de la baignoire. Lors d'un interrogatoire, ils lui montrent des câbles électriques. Un des policiers lui dit qu'il connaît une nouvelle méthode de torture, elle consiste à pincer les testicules avec deux doigts, ça ne laisse aucune trace, et celui qui a le plus duré, sans s'évanouir, a tenu trois minutes.

Il est soumis à de nombreux interrogatoires sans avocat, ils le font rester debout, accroupi et ils lui disent que s'il tombe, ils vont lui éclater la tête. Les interrogatoires sont parfois très difficiles, parfois ils le sont moins.

Une nuit alors qu'il se trouve dans la cellule, un policier apparaît et l'oblige à se lever et à se mettre au milieu de la cellule en regardant le mur, il l'oblige à faire des petits sauts sur place, cela se répète 7 ou 8 fois.



N° 45

Iruretagoiena Mujika, Gorka

Age	20 ans	Pendant le trajet vers le commissariat, ils le couchent sur le plancher du véhicule et le piétinent, ils commencent à lui donner des coups sur tout le corps, ils le menacent de ce qui va se passer au commissariat.
Sexe	M	
Date détention	14/06/2000	Au cours des interrogatoires sans avocat, les menaces sont constantes contre lui-même et contre sa famille et sa fiancée 'pour le moment ce n'est rien,
Lieu détention	Donostia	
Type detention	Incommuniquée	le difficile commence à Madrid, tu vas voir là bas, nous allons violer ta fiancée, pour nous c'est facile et ne t'énerves pas, pour nous c'est facile de te faire chier, si cette fois tu t'en sors, on va ruiner ta famille, on va les faire licencier de leurs emplois...' Ils le frappent, le jettent par terre et alors qu'il est étendu, ils continuent à le frapper. S'il répond qu'il ne sait pas aux questions posées, ils le frappent encore plus. Il a une blessure à un doigt, il s'agit d'une coupure profonde, la chair est à vif et pendant les interrogatoires, ils pressent sur la blessure au point qu'il perd presque connaissance.
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 3. A. Nationale	
Situation	Liberté	Le trajet jusqu'à Madrid s'effectue alors qu'il est menotté, le copilote a son siège complètement reculé et il n'a même pas de place derrière, ils lui placent son pull sur la tête et le blouson fermé jusqu'en haut, il doit garder la tête entre les jambes.
Dépôt plainte	Oui	

le difficile commence à Madrid, tu vas voir là bas, nous allons violer ta fiancée, pour nous c'est facile et ne t'énerves pas, pour nous c'est facile de te faire chier, si cette fois tu t'en sors, on va ruiner ta famille, on va les faire licencier de leurs emplois...' Ils le frappent, le jettent par terre et alors qu'il est étendu, ils continuent à le frapper. S'il répond qu'il ne sait pas aux questions posées, ils le frappent encore plus. Il a une blessure à un doigt, il s'agit d'une coupure profonde, la chair est à vif et pendant les interrogatoires, ils pressent sur la blessure au point qu'il perd presque connaissance.

Le trajet jusqu'à Madrid s'effectue alors qu'il est menotté, le copilote a son siège complètement reculé et il n'a même pas de place derrière, ils lui placent son pull sur la tête et le blouson fermé jusqu'en haut, il doit garder la tête entre les jambes.

Ils lui font apprendre la déclaration policière mais, il refuse de la signer, le traitement s'aggrave, les policiers entrent dans la cellule pour le menacer et lui donner des coups de pieds, ils lui font jurer que devant le juge il va déclarer ce qu'ils lui dictent.



**Nº 46****Sádaba García, Javier**

Age	25 ans	Pendant son transport au commissariat, il est frappé, les coups continuent au commissariat.
Sexe	M	
Date détention	04/07/2000	
Lieu détention	Girona	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge		
Situation	Prison	
Dépôt plainte		

TAT



N° 47

**Gartzia Urbietia, Gaizka**

Age	22 ans	Arrivé au commissariat, ils lui
Sexe	M	font ôter tous ses vêtements, il
Date détention	05/07/2000	ne garde que son slip pour
Lieu détention	Oiartzun	être fouillé.
Type detention	Communiquée	Il fait l'objet de nombreux
Corps de police	Ertzaintza	interrogatoires illégaux, ils l'o-
Juge	JCI n° 5. A. Nationale	bligent à rester debout contre
Situation	Liberté	le mur, les mains derrière le
Dépôt plainte	Oui	dos et la tête baissée pendant
		longtemps, ils crient, ils l'in-
		sultent, ils le menacent, ils
		frappent sur la table, sur le
		mur à côté de lui, tout cela

pour l'intimider. Les menaces sont constantes 'tu vas rester 17 ans en prison, tous tes collègues vont baiser ta fiancée et toi, en prison, tu seras avec un arabe qui va t'enculer, ta fiancée et tes amis vont t'oublier, tu sais bien comment ça se passe, si tu ne dis pas la vérité, on ne va pas se fatiguer, on va te coller une sale affaire sur le dos...' Ils le frappent à plusieurs reprises sur la tête.

Alors qu'ils le maintiennent contre le mur, un malaise le prend, mais il ne tombe pas. Cela est dû au fait qu'il est obligé de rester contre le mur blanc, la chaleur est intense à cause des spots de forte puissance. Chaque fois qu'il s'appuie au mur à cause de la fatigue, ils crient pour le rappeler à l'ordre et lui faire reprendre la même posture.

En trois jours on lui donne deux fois à manger et rien à boire.

**Nº 48****Martinez Pérez, Leire**

Age	22 ans	Arrivée à l'aéroport, le médecin qui l'examine constate une insuffisance cardiaque et une tachycardie, il faut dire ici que Leire souffre d'asthme. Cela fait changer de figure les policiers qui la surveillent, elle n'est cependant pas hospitalisée, on ne la laisse même pas se reposer un moment pour que son cœur retrouve un rythme normal, pendant un jour et demi elle est soumise à
Sexe	F	
Date détention	26/07/2000	
Lieu détention	Mexique (rémise)	
Type de détention	Incommunicuée	
Corps de police	police Nationale	
Juge	JCI n° 3. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

des interrogatoires illégaux, à des menaces et à des mauvais traitements d'ordre physiques qui consistent à la garder debout sous de puissantes lampes, ils cherchent à l'épuiser, les menaces de passer à l'étape supérieure sont constantes, il s'agira alors 'd'une thérapie forte qu'elle ne va pas supporter longtemps'. Les interrogatoires sont très longs et ils ne lui laissent pour ainsi dire pas le temps de se reposer, les menaces contre sa famille sont constantes, son emprisonnement est imminent, prison d'où 'certainement elle ne sortira pas vivante' Chaque fois qu'elle tombe à terre, ils lui donnent un verre d'eau avec des pastilles de valériane pour qu'elle se calme.

TAT



N° 49

Pla, David

Age	28 ans	Au moment de la détention, on lui met un pistolet sur la tête et ils lui disent que s'il bouge, ils lui flanquent deux balles.
Sexe	M	
Date détention	27/07/2000	
Lieu détention	Saragosse	Au commissariat les interrogatoires sont constants, les menaces s'adressent à sa fiancée, il est aussi menacé de différentes sortes de tortures comme le sac en plastique et les électrodes. Il lui disent, qu'ils vont les faire disparaître
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 3. A. Nationale	
Situation	prison	
Dépôt plainte	Oui	

lui et son compagnon car personne ne sait où ils sont. Un des policiers lui dit qu'à sa sortie de prison, il va le tuer, que si on lui donnait carte blanche, il le tuerait de suite. Ils le frappent continuellement sur la tête, les oreilles, sur les reins, sur les testicules, à l'estomac. Ils lui disent aussi que sur le chemin de Madrid, il y a beaucoup de coins discrets pour parler tranquillement. Au cours du trajet, ils font mine de s'arrêter.

Pendant les interrogatoires pour parvenir à son exténuation physique on l'oblige à rester debout des heures durant, il doit tout le temps garder les bras en croix, un pied levé, parfois on l'oblige à s'accroupir les bras en croix, jusqu'à l'exténuation et jusqu'à tomber à terre, ils le font alors se relever à coups de pieds. Ils le frappent sur la tête chaque fois qu'il ne répond pas à leurs questions. Le système pour parvenir à son épuisement physique est toujours identique lors des interrogatoires.

Ils lui proposent de collaborer avec eux, un des policiers lui propose des millions.

Il dénonce ces mauvais traitements au médecin légiste.

**Nº 50****Lorente, Aitor**

Age	28 ans	Lors des interrogatoires illégaux auxquels il est soumis, il reçoit d'innombrables coups sur la tête, sur les oreilles ce qui est très douloureux, sur les organes génitaux et des coups de poings dans la poitrine. Ils lui introduisent deux doigts dans les oreilles, il lui semble alors que les veines vont exploser et cela lui provoque une douleur horrible. Ils l'obligent à effectuer des flexions et
Sexe	M	
Date détention	27/07/2000	
Lieu détention	Saragosse	
Type de détention	Incommunicuée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI nº 3. A. Nationale	
Situation	prison	
Dépôt plainte	Oui	

autres exercices physiques dans le but de l'épuiser physiquement.

Le premier jour, il perd connaissance lors d'un interrogatoire, il ressent un fourmillement dans le bras puis des lancements et une douleur dans la poitrine, il a des difficultés à respirer. Ils appellent l'unité mobile des pompiers qui lui pratiquent un électrocardiogramme, ils prennent son pouls et sa tension. Il leur dit qu'il a un souffle au cœur et les pompiers lui répondent 'ce n'est rien, tu vas bien, d'ailleurs ici ils te soignent bien, non'.

Lors des interrogatoires on l'oblige à se déshabiller et à effectuer des flexions, ils lui disent alors 'quel lamentable spectacle' d'un ton humiliant et vexant. Ils le font mettre à croupetons et marcher dans cette position. Lors d'un interrogatoire, ils lui placent deux objets métalliques dans le dos alors qu'un des policiers dit qu'il ne manque plus que le courant.

Les menaces sont constantes 'si tu ne parles pas, tu vas découvrir une zone dans la montagne où là tu vas tout raconter, à Madrid on va tellement te tabasser, plus que tu ne pourras le raconter et enfin ils vont te foutre le poing dans le cul...' Pendant le trajet vers Madrid, ils ne le laissent pas dormir à cause des coups qu'ils lui donnent sur la tête.

Il dénonce auprès du médecin légiste qui lui rend visite, au commissariat et à l'Audience Nationale, les mauvais traitements et les menaces dont il a été victime, celui-ci lui répond 'bof, ils ne t'ont pas frappé très fort, tu n'as que quelques marques'.

TAT



Nº 51

Gomez, Oier

Age	17 ans	Au moment de sa détention la police autonome crie : 'à lui, il faut lui foutre le feu, la Garde Civile arrive et il faut le leur laisser'.
Sexe	M	
Date détention	09/08/2000	Pendant les trois jours passés au commissariat, il est interrogé deux fois sans la présence d'un avocat, on fait pression sur lui pour qu'il reconnaisse ce qu'ils souhaitent. Les policiers lui jouent la scène du bon et du mauvais et alors que
Lieu détention	Gasteiz	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge		
Situation	Prison	le mauvais le menace de l'emmener à Madrid et qu'il va se retrouver en prison où 'les Arabes vont l'enculer', le bon policier lui dit que s'il déclare au commissariat, ils ne vont pas l'emmener à Madrid et qu'il sera entendu par un juge à Gasteiz/Vitoria. Les policiers autonomes sont vêtus de blouses blanches et portent des gants en latex comme ceux qu'utilisent les médecins, ils sont cagoulés. Pendant qu'il est dans sa cellule, il entend de façon distincte les policiers dire entre eux si la baignoire est prête et que quand ils vont le laisser aux mains de la Garde Civile, il va voir... à plusieurs reprises, les policiers viennent le déranger dans sa cellule, ils ne le laissent pas dormir. A chaque relève, les nouveaux policiers s'approchent de sa cellule, certains se contentent d'y jeter un œil, les autres font des commentaires
Dépôt plainte		

le mauvais le menace de l'emmener à Madrid et qu'il va se retrouver en prison où 'les Arabes vont l'enculer', le bon policier lui dit que s'il déclare au commissariat, ils ne vont pas l'emmener à Madrid et qu'il sera entendu par un juge à Gasteiz/Vitoria. Les policiers autonomes sont vêtus de blouses blanches et portent des gants en latex comme ceux qu'utilisent les médecins, ils sont cagoulés. Pendant qu'il est dans sa cellule, il entend de façon distincte les policiers dire entre eux si la baignoire est prête et que quand ils vont le laisser aux mains de la Garde Civile, il va voir... à plusieurs reprises, les policiers viennent le déranger dans sa cellule, ils ne le laissent pas dormir. A chaque relève, les nouveaux policiers s'approchent de sa cellule, certains se contentent d'y jeter un œil, les autres font des commentaires

Dans la cellule, la nuit ils mettent l'air conditionné au plus froid et pendant la journée et lors des interrogatoires au plus chaud, ce qui lui provoque des maux de têtes et de la fièvre.

Pendant les trois jours que dure son incommunication, il ne voit aucun médecin légiste.

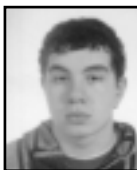


N° 52

Aiestaran, Aritz

Age	16 ans	Il reste deux jours emprisonné le temps que la police fasse sa déclaration, il est ensuite libéré après versement d'une caution.
Sexe	M	
Date détention	11/08/2000	La détention est assez brusque car il est détenu dans un bar et comme dans la zone il y a des incidents, ils se servent de lui comme bouclier pour sortir.
Lieu détention	Donostia	
Type de détention	Communiquée	Arrivé au commissariat, ils le font se déshabiller pour le fouiller, ils lui font lever une
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	J.I.n° 5. Donostia	jambe pour regarder son anus, mais ils ne le touchent pas. Ils le menacent de le mettre aux mains du juge Garzon 'qui va bien t'avoir', ils ajoutent qu'en prison ils 'vont lui foutre le cul comme ça', et ils font un geste avec les mains. Ils menacent aussi sa famille. Les policiers lui disent de regarder en permanence le sol et de ne pas les regarder, à une occasion il lève la tête et ils le frappent.
Situation	Liberté	
Dépôt plainte		Lorsqu'il est dans sa cellule, les policiers viennent crier qu'ils vont le tuer, qu'il a été dupé et que c'est un fils de pute, ils ne le laissent pas se reposer. La lumière est allumée en permanence. La première nuit on ne lui donne aucune couverture, il a froid. Chaque fois qu'il sort de la cellule pour aller aux toilettes ou pour interrogatoire, ils le bousculent.

Il demande être examiné par un médecin et ils lui demandent pourquoi, l'un des policiers lui dit qu'il viendra plus tard, le médecin ne passera jamais. Avant d'être présenté au juge, on ne le laisse pas se laver et on ne lui donne pas les vêtements apportés par sa famille.



N° 53

**García, jordi**

Age	21 ans	Il est détenu dans un bar, et comme il y a des incidents alentours, la police fait de lui un bouclier pour sortir, il est menotté la matraque sur le dos. Sitôt parvenu au commissariat on l'oblige à regarder le sol. La première nuit, il est introduit dans une cellule et un des policiers lui dit de se mettre debout face au mur et ils l'obligent à garder cette position
Sexe	M	
Date détention	10/09/2000	
Lieu détention	Donostia	
Type detention	Communiquée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	Jl n° 5. Donostia	
Situation	Prison	
Dépôt plainte		

toute la nuit, c'est à dire pendant près de dix heures. Ils viennent vérifier s'il garde bien la posture indiquée et si ce n'est pas le cas, ils l'insultent.

Lors des interrogatoires illégaux, il fait l'objet de menaces constantes, il va se retrouver en prison, ils vont détenir sa fiancée et sa sœur. Ils menacent de le fusiller, s'il ne collabore pas et s'il ne déclare pas ce qu'ils souhaitent.

A plusieurs reprises, il reçoit des coups avec le plat de la main sur la partie arrière de la tête lorsqu'il ne répond pas comme le souhaite la police, à plusieurs reprises, il est insulté et humilié.

Pendant qu'il est en cellule il a très chaud, mais pendant les interrogatoires il fait froid et il grelotte.

Lors de la déclaration au juge, il dénonce le traitement reçu. L'avocat demande au juge s'il a l'intention d'ouvrir une enquête, il répond que non que pour cela il faut déposer une plainte.



**Nº 54****Atxabal, Asier**

Age	25 ans
Sexe	M
Date détention	12/08/2000
Lieu détention	bilbo
Type detention	Incommunicuée
Corps de police	ertzaintza
Juge	
Situation	Liberté
Dépôt plainte	

Il est interrogé sans avocat, au cours de ces interrogatoires, les pressions psychologiques sont constantes.

TAT



N° 55

**Karro, jon**

Age	21 ans	Il subit quatre interrogatoires sans avocat, il est menacé d'être emprisonné, la Garde Civile va le torturer à l'Audience Nationale, il aura 40 ans quand il va sortir de prison, les pressions psychologiques et les insultes 'quel combattant de merde' sont constantes.
Sexe	M	
Date détention	12/08/2000	
Lieu détention	Bilbo	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge		
Situation	Liberté	
Dépôt plainte	Oui	

s'il baisse les bras, ils vont lui 'foutre un plomb'. Pendant qu'il est en cellule, la lumière reste allumée et il ne peut dormir.

Il dénonce au médecin légiste le traitement subi.

TAT

**Nº 56****Amaro, Oskar**

Age	24 ans	Il subit 4 interrogatoires, les premiers sont les plus longs. Il est l'objet de continuelles pressions et menaces, envers sa famille, concernant son travail...
Sexe	M	
Date détention	12/08/2000	Lors d'un interrogatoire, il devient très nerveux et il dit à l'un des policiers autonomes qui l'interroge, qu'il n'a rien à déclarer et de le ramener en cellule, mais les questions continuent. Il devient de plus en plus nerveux, à un moment il s'approche d'un policier et ils le jettent au sol en le frappant sur la tempe. Il est transporté à l'hôpital où on lui injecte un tranquillisant. Les interrogatoires sont alors plus tranquilles.
Lieu détention	Bilbo	
Type détention	Incommunicuée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge		
Situation	Liberté	
Dépôt plainte	Oui	

plus nerveux, à un moment il s'approche d'un policier et ils le jettent au sol en le frappant sur la tempe. Il est transporté à l'hôpital où on lui injecte un tranquillisant. Les interrogatoires sont alors plus tranquilles.

TAT



N° 57

**Zestau Aranibar, Eneko**

Age	21 ans	Dés que les policiers municipaux quittent le commissariat de la Police Nationale, ils le prennent par les cheveux et le traînent dans un local sous les insultes et les menaces. Les interrogatoires sont constants, toujours sans avocat, il est insulté, ils le frappent à la tête avec un annuaire de téléphones ou quelque chose de semblable, mais aussi avec les mains. Ils lui placent des
Sexe	M	
Date détention	15/08/2000	
Lieu détention	iruñea	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 6. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

sacs d'ordures sur la tête pour l'empêcher de respirer, il les déchire d'abord avec les mains et après avec les dents parce qu'on lui tient les mains. On lui fait ce coup environ six fois.

Ils lui donnent des coups sur les testicules, ils lui placent un pistolet sur la tête et un policier dit 'je le tue ici même'. Lors d'un des interrogatoires on lui lie les mains, le dos et les jambes à une chaise, ils lui baissent son pantalon et son slip et lui placent quelque chose dans les poils du pubis, ils lui disent que ce sont des électrodes et qu'ils vont les mettre en marche. Lui ne peut rien voir puisqu'ils lui masquent les yeux avec du papier hygiénique.

A un autre moment, ils éteignent la lumière et ils le placent debout contre le mur et le font rester dans cette position pendant de longues heures, les questions continuent. Il dénonce les mauvais traitements qu'il a subi au médecin légiste qui vient l'examiner.

TAT

**Nº 58****Resano Aranibar, Xabier**

Age	18 ans	Les insultes sont constantes 'fils de pute, je chie sur ta pute de mère'. Ils le frappent sur la tête constamment. L'un des policiers fait semblant de sortir son arme pendant qu'il lui dit qu'il va le tuer. Plus tard, ils lui placent un couteau dans le nez et lui disent qu'ils vont le tuer.
Sexe	M	
Date détention	15/08/2000	Les menaces sont constantes, ils vont le tuer, ils vont violer sa fiancée, ils vont lui appliquer des électrodes, lui faire la baignoire, ils vont abattre les cloisons avec sa tête utilisée comme bétail, ils lui disent que ses cheveux vont tomber, qu'il va aller en prison...
Lieu détention	iruñea	
Type detention	Incommunicée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 6. A. Nationale	
Situation	Prison	L'un des policiers ouvre la porte de la cellule et lui dit qu'il peut s'évader, mais que s'il le tente, il lui balance deux balles, qu'il possède deux pistolets, et qu'il peut lui en mettre un dans ses mains pour dire qu'il s'est produit un échange de coups de feu.
Dépôt plainte	Oui	

quer des électrodes, lui faire la baignoire, ils vont abattre les cloisons avec sa tête utilisée comme bétail, ils lui disent que ses cheveux vont tomber, qu'il va aller en prison...

L'un des policiers ouvre la porte de la cellule et lui dit qu'il peut s'évader, mais que s'il le tente, il lui balance deux balles, qu'il possède deux pistolets, et qu'il peut lui en mettre un dans ses mains pour dire qu'il s'est produit un échange de coups de feu.



N° 59

**Beloki Ortuzar, Ibon**

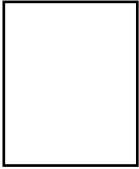
Age	27 ans	Sitôt intervenue la détention, les menaces commencent, 'un cri de plus et je te tue fils de pute, ne me regardes pas ou je te tue'.
Sexe	M	
Date détention	21/08/2000	Les interrogatoires auxquels il est soumis, peut être dix ou douze, sont différents en fonction des policiers qui interviennent, les uns jouent le rôle du bon et lui disent qu'ils sont là pour l'aider, les autres sont les mauvais et font pression
Lieu détention	Durango	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Liberté	sur lui, ils le menacent et l'insultent constamment.
Dépôt plainte	Oui	

sur lui, ils le menacent et l'insultent constamment.

Les interrogatoires se déroulent toujours sans avocat et les pressions sont très fortes et permanentes, il souffre tellement que se trouvant dans la cellule, il pense à se blesser volontairement en se frappant la tête contre le mur pour que cessent les interrogatoires et que tout finisse. Ils le menacent, l'insultent et crient après lui tout le temps. Il dit qu'il ne pouvait pas imaginer que des personnes puissent engendrer tant de souffrances dans ce monde.

Pendant son séjour, on ne le laisse pas dormir car ils viennent toujours le déranger dans sa cellule.

Il est épileptique mais arrête de prendre ses médicaments parce qu'il ne mange rien les trois premiers jours par crainte de se voir administrer une drogue quelconque dans ses aliments ou sa boisson.



N° 60

Garitaonaindia Ansuategi, Iker

Age	32 ans	Les interrogatoires sans avocat sont constants. Ils le menacent de la prison et lui disent que 'quand il en sortira après 20 ans, ni ta fille ne te reconnaîtra et ta fiancée va se mettre avec un autre, elle ne viendra pas te voir en prison...' ils lui disent aussi qu'ils vont détenir sa compagne et sa fille d'un mois. Quand ils viennent le détenir chez lui ils les emmènent aussi et les gardent au
Sexe	M	
Date détention	19/08/2000	
Lieu détention	Arrasate	
Type détention	Incommunicuée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Liberté	
Dépôt plainte		

commissariat quelques heures, au cours des interrogatoires on lui dit qu'elles sont détenues par la Garde Civile et font semblant de parler avec la Garde Civile par téléphone, ils disent 'd'arrêter avec Ester Unzueta, celui ci va parler' il peut les entendre.

Pendant sa détention, ils ne le laissent pas dormir à cause des constants interrogatoires.



N° 61

**Simón Cebrián, Montse**

Age	32 ans	Il reste seulement un jour au commissariat, car il est transporté à l'hôpital pour une appendicite mais ce jour là, ils l'interrogent sans relâche et ne le laissent pas se reposer. Au cours de cet interrogatoire qui dure pendant des heures, les menaces, les insultes, les humiliations et les vexations sont incessantes. A l'hôpital, il est surveillé en permanence par plusieurs
Sexe	F	
Date détention	21/08/2000	
Lieu détention	Lasarte	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Ertzaintza	
Juge	JCI n° 1. A. Nationale	
Situation	Liberté	
Dépôt plainte		

policiers et le traitement varie en fonction des policiers, beaucoup de nuits on ne le laisse pas dormir, ils allument la lumière, il ne peut pas se reposer. Après sa sortie de l'hôpital et avant d'être conduit auprès du juge, ils le transportent d'abord à la prison de Langraitz, puis à celle de Soto del Real.



**Nº 62****Urteaga Ardoia, Gorka**

Age	18 ans	Les menaces commencent sitôt introduit dans le véhicule pour le conduire à Madrid, ils lui disent qu'ils vont le balancer du véhicule en marche. Arrivé à Madrid, les interrogatoires sans avocat sont incessants. Dès le début, ils lui occultent les yeux pour l'empêcher de voir. Lors de l'un de ces interrogatoires, ils lui mettent un pistolet entre les mains en lui disant que s'il
Sexe	M	
Date détention	20/09/2000	
Lieu détention	Bakaiku	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Guardia Civil	
Juge	JCI nº 2. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

ne s'accuse pas, ils vont l'accuser d'appartenance à un groupe armé car ils ont maintenant ses empreintes, ils le menacent de différentes méthodes de tortures comme le sac en plastique... Ils lui baissent le pantalon et le slip et le menacent de lui appliquer des électrodes. Ils lui disent aussi que si devant le juge, il dénonce les mauvais traitements, ils reviendront alors au commissariat.

Lors des interrogatoires les coups sont constants, surtout sur la tête

Pendant qu'il est en cellule, on le fait rester debout contre le mur pendant environ une heure et demie. Auparavant déjà, on lui a fait garder cette position pendant environ deux heures.



N° 63

**Urteaga Ardoia, iñaki**

Age	24 ans	On lui applique le sac en plastique à deux reprises, il reçoit des coups sur la tête et il est constamment menacé d'une accusation plus grave s'il ne reconnaît pas être en relation avec les faits incriminés.
Sexe	M	
Date détention	20/09/2000	
Lieu détention	Bakaiku	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Guardia Civil	Ses avocats vont déposer une plainte pour les mauvais traitements subis.
Juge	JCI n° 2. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte		

**Nº 64****Pascual, Amaia**

Age	30 ans	Les menaces commencent sitôt la détention intervenue. On la conduit dans un terrain vague où ils restent un moment pour lui faire peur. Lors des interrogatoires sans avocat, les menaces sont constantes, elle va être emprisonnée, les menaces s'adressent aussi à sa famille. Ils la frappent sur la tête chaque fois qu'elle ne répond pas comme ils souhaitent, ils lui tirent les
Sexe	F	
Date détention	26/09/2000	
Lieu détention	Orereta	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI nº 6. A. Nationale	
Situation	Libre	
Dépôt plainte	Oui	

cheveux. Ils la font mettre debout puis assise, puis debout et ainsi de suite jusqu'à épuisement.

Lors d'un interrogatoire après avoir subi des vexations elle perd connaissance, elle ne peut plus respirer, elle sent qu'elle s'asphyxie et s'évanouit, quand elle se récupère au bout d'un moment, elle se retrouve dans sa cellule. Il semble qu'après cela les policiers s'inquiètent et ils la laissent en paix.

Lors de son transfert vers Madrid, ils arrêtent le véhicule pour changer de conducteur car selon le chauffeur, les autres policiers ne la frappent pas assez.

TAT



N° 65

Trecet, Juan

Age		Lors des interrogatoires toujours sans avocat, les menaces de détenir sa mère et sa sœur sont constantes, ils le menacent aussi d'emprisonnement et lui disent que sa compagne est-elle aussi détenue et que ce qui peut lui arriver est entre ses mains. Ses avocats déposeront une plainte pour le traitement infligé.
Sexe	M	
Date détention	26/09/2000	
Lieu détention	Lezo	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 6. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

TAT



Nº 66

Solana, Jon Igor

Age	25 ans	Au moment de la détention, ils le frappent sur la tête avec un pistolet, pour l'introduire dans le véhicule, ils lui cognent la tête contre le véhicule.
Sexe	M	
Date détention	16/10/2000	Les interrogatoires sans avocat sont constants, dès le début les coups, les coups de pied, les coups de poings surtout sur le visage et la tête, sont constants.
Lieu détention	Sevilla	
Type détention	Incommunicuée	Lors du premier interrogatoire, ils ne lui demandent presque rien, les questions sont toutes
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI nº 3. A. Nationale	emmêlées et il n'a même pas le temps de répondre, ils le frappent brutalement, il commence à saigner du nez et de l'oreille gauche, on dirait que les réponses ne les intéressent pas. Il tombe par terre, les coups continuent. Les policiers tentent de le mettre debout mais n'y parviennent pas car il n'arrive pas à rester debout.
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	Lors des interrogatoires suivants, les coups sur le visage, la tête, les testicules 'dans tes couilles tu n'auras plus d'enfants' disent deux policiers, les coups de pieds sont incessants. Ils lui disent que s'il reconnaît ce qu'ils souhaitent, ils vont le conduire à l'hôpital, il vient un moment où il ne peut plus parler parce qu'il a la langue et la bouche enflées. Alors qu'il est étendu au sol suite aux coups reçus, ils tentent de lui écraser les testicules avec un pied de la table, ils n'y parviennent pas vu le poids de la table.

emmêlées et il n'a même pas le temps de répondre, ils le frappent brutalement, il commence à saigner du nez et de l'oreille gauche, on dirait que les réponses ne les intéressent pas. Il tombe par terre, les coups continuent. Les policiers tentent de le mettre debout mais n'y parviennent pas car il n'arrive pas à rester debout.

Lors des interrogatoires suivants, les coups sur le visage, la tête, les testicules 'dans tes couilles tu n'auras plus d'enfants' disent deux policiers, les coups de pieds sont incessants. Ils lui disent que s'il reconnaît ce qu'ils souhaitent, ils vont le conduire à l'hôpital, il vient un moment où il ne peut plus parler parce qu'il a la langue et la bouche enflées. Alors qu'il est étendu au sol suite aux coups reçus, ils tentent de lui écraser les testicules avec un pied de la table, ils n'y parviennent pas vu le poids de la table.

Les insultes, les humiliations, les vexations et les menaces contre sa famille sont constantes, il est menacé d'être remis dans la rue et d'y être abattu.

Ils le font se déshabiller et lui disent de se cacher les yeux avec son propre T Short et lui font mettre les bras en croix, ils le frappent et le pincet juste au-dessus de la clavicule. Alors qu'il est nu, l'un des policiers lui étreint les testicules petit à petit accroissant la douleur, c'est le plus douloureux du traitement qu'on lui a appliqué. Il a les vêtements remplis de sang et même s'il refuse de se changer et de mettre les vêtements qu'on lui a apporté, ils l'obligent à le faire 'de gré ou de force' disent ils.

Dans la cellule, un policier vient lui porter à manger et un autre policier commence alors à crier après son collègue en lui demandant s'il va aussi lui payer la caution.

TAT



N° 67

Iragi, Harriet

Age	24 ans	Il est déjà blessé à un bras lorsque la police vient l'arrêter, immédiatement ils s'en prennent à son bras, ils le frappent sur la blessure, appuient dessus.
Sexe	M	
Date détention	16/10/2000	Au lieu de le conduire à l'hôpital, il est conduit au commissariat, ils commencent à l'interroger sans avocat et comme il le déclare par la suite, il semble que les réponses ne les intéressent pas. Ils
Lieu détention	Sevilla	
Type detention	Incommuniquée	frappent en posant la question mais n'attendent pas la réponse. Presque tous les coups sont destinés à son bras. Les menaces sont constantes, on lui dit qu'il y
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 3. A. Nationale	cinq jours qui l'attendent, l'un des policiers lui dit que, si lui il l'aurait détenu, il l'aurait vidé le chargeur de son pistolet dans la tête, ils lui disent qu'ils vont le
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	tuer. Quand il n'en peut plus, ils lui jettent de l'eau glacée pour qu'il se secoue un peu. Ils attendent quatre heures avant de le conduire à l'hôpital et lorsqu'ils

l'y conduisent, il est très mal, il tremble, il a très froid.

On lui fait un scanner de la tête. Le médecin voyant qu'il gémit de douleur décide de l'opérer du bras, deux jours plus tard il sort, il est ramené au commissariat où les interrogatoires reprennent, les soins dont il a besoin ne lui sont pas prodigués. Lors des interrogatoires, les menaces, les humiliations, les insultes et les coups sont incessants.

TAT

**Nº 68****Muñoa, Ibon**

Age	40 ans	Les menaces démarrent sitôt la détention et pendant tout le trajet vers Madrid, ils lui disent de se préparer à ce qui l'attend arrivé là bas. Pendant son incommunication, les interrogatoires sans avocat se succèdent, il reçoit des coups sur la tête, le visage, sur le front, ils lui tirent les cheveux et lui torquent les testicules.
Sexe	M	
Date détention	18/10/2000	
Lieu détention	Eibar	
Type de détention	Incommunicuée	
Corps de police	Police Nationale	On l'oblige à se déshabiller à plusieurs reprises et à se mettre
Juge	JCI nº 3. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

tre à genoux, ils le frappent dans cette position, surtout sur les testicules, ils lui tirent aussi les cheveux. A un moment, alors qu'il est déshabillé, on l'oblige à se mettre accroupi et dans cette position on continue à le frapper sur la tête, on lui tire les cheveux, on lui comprime les testicules. Les coups sont si forts qu'à un moment, les policiers doivent arrêter car ils ont mal aux mains.

Les menaces sont continues, ils vont détenir sa compagne, ses parents, ils le menacent de le soumettre à différentes tortures, la baignoire, le sac en plastique... A plusieurs reprises, ils lui disent de manger afin de reprendre des forces pour ce qui l'attend.

Pendant qu'il est en cellule, la lumière est allumée en permanence et l'air conditionné est au plus froid, il entend beaucoup de bruit provenant de l'extérieur.

TAT



N° 69

**Zuluaga, Mikel**

Age		La détention est assez violente et plusieurs personnes sont alors blessées en particulier sa compagne. Il est menotté et ils le jettent dans le fourgon qui le transporte au commissariat de Indautxu. Là, un policier s'approche de lui pour lui dire que la dernière fois c'est lui qui lui a appliqué les électrodes et par la suite lors de son premier interrogatoire, ils lui rappellent à plusieurs reprises
Sexe	M	
Date détention	01/11/2000	
Lieu détention	Bilbo	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 5. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte		

son dernier passage au commissariat où il a été brutalement torturé. Ils utilisent cette tactique pour créer un état psychologique pour aggraver sa crainte.

Il était lucide mais physiquement il était épuisé, il décide de se blesser volontairement. Le médecin légiste entre alors dans sa cellule et lui donne quelques pastilles pour le calmer puis il lui fait une injection, à un moment il apparaît avec un sac en plastique noir, la dernière fois qu'ils l'ont détenu celui qui prétendait être le médecin lui a pratiqué la torture appelée sac en plastique. Il refuse donc l'injection et le médecin revient avec six policiers qui l'attrapent avec violence et lui tordent les testicules et autres parties du corps, l'injection est faite dans ses conditions. Il continue à se blesser volontairement au point qu'on le laisse quelques instants avec sa compagne.

Lors de sa présentation au juge il a la tête enflée et couverte de coups.

TAT



**Nº 70****Garro, Nerea**

Age	26 ans	Pendant son incommunica- tion dans les locaux de la poli- ce, les interrogatoires sont constants comme les mena- ces, les humiliations 'espèce de déchet, bâtarde de merde...', on lui tire les che- veux et on la frappe. On la frappe avec le plat de la main surtout sur le visage et sur la tête, on lui donne des coups de poings sur l'estomac et sur les côtes.
Sexe	F	
Date détention	07/11/2000	
Lieu détention	Madrid	
Type détention	Incommunicuée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI nº 6. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

Ils menacent de la violer et même si au début elle ne les croie pas, elle finit par penser que cela peut se produire. Les menaces de la torturer sont constantes. Comme elle ne peut trouver le sommeil, elle finit par se sentir comme perdue, c'est une lutte constante entre la fatigue et le sommeil provoquant une sensation d'irréel.

Lors d'un interrogatoire, ils lui mettent les doigts juste au-dessus de la clavicule, cela lui provoque une violente douleur.

TAT



N° 71

Urretabizkaia, Asier

Age	25 ans	Les menaces et les insultes commencent sitôt détenu. Lors des interrogatoires, les vexations sont incessantes, on menace de le tuer et de le torturer de différentes façons... la baignoire, le sac en plastique 'on va te torturer, on va te faire la baignoire, le sac en plastique et après si tu veux, tu pourras nous dénoncer' lui disent ils. Les coups aussi sont constants, on lui donne des
Sexe	M	
Date détention	07/11/2000	
Lieu détention	Madrid	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 6. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

coups de poings, des coups de coudes, sur l'estomac, la poitrine, les testicules, la tête et le visage.

A plusieurs reprises, ils le font se déshabiller et alors l'un des policiers le saisit à un point précis sous les testicules et l'anus ce qui lui provoque une violente douleur. Ils le font rester longtemps les bras en croix en lui faisant lever un pied, il est toujours déshabillé. Ils le font s'accroupir et lui font passer les bras sous les jambes, ils le font avancer dans cette façon.

A plusieurs reprises, ils lui demandent s'il n'a pas entendu comment pleure sa belle sœur à cause de lui.



Nº 72

Goñi, Victor

Age	33 ans	Les insultes, les humiliations, les menaces et les coups commencent sitôt la détention intervenue. Ils le menacent que sa fiancée, qui a été détenue avec lui, va être emprisonnée par sa faute, même s'ils savent qu'elle n'a rien fait. Ils le menacent de le conduire dans un terrain vague où ils vont lui foutre une balle s'il refuse de parler.
Sexe	M	
Date détention	07/11/2000	
Lieu détention	Madrid	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI nº 6. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	Pendant les interrogatoires, les

coups de genoux, les baffes, les coups de poings dans le dos et les côtes sont permanents, on lui étrangle le cou et on lui tire les cheveux. Presque tous les coups au-dessus de la ceinture, sont portés avec le plat de la main.

A plusieurs reprises, on le fait se déshabiller complètement pendant qu'ils continuent à le frapper sur tout le corps, ils lui pincent à un endroit sous les testicules, proche de l'anus ce qui provoque une très intense douleur. Ils compriment aussi un autre endroit près du menton, là aussi c'est très douloureux. Ils le font mettre les bras en croix et lever un pied, il doit garder cette position jusqu'à la limite de sa résistance. Lorsqu'il tombe épuisé, ils l'obligent à se relever et à reprendre la position. Ils l'obligent aussi à s'accroupir pieds écartés pendant qu'ils le frappent avec le dessus du pied sur les testicules, sur la tête et dans le dos alors qu'il est toujours nu.

Il reçoit des coups assénés avec le plat de la main sur les oreilles, les menaces lui sont destinées mais aussi à sa compagne, sa famille et à ses amis. Les menaces de mort sont constantes comme de lui tirer une balle dans les testicules et dans la tête, l'exhibition des armes est permanente. Parfois ils éteignent la lumière ainsi il ne voit pas les coups venir.



N° 73

**Martinez de Osaba, igor**

Age	28 ans	Les menaces et les premiers coups interviennent au moment de la détention. Pendant la durée de son incommunication, les interrogatoires sans avocat sont constants, il reçoit des coups violents sur la tête, le visage, la poitrine, l'estomac et les testicules, on lui donne des coups de pied sur les muscles des cuisses et on lui tire violemment les cheveux au point de
Sexe	M	
Date détention	10/11/2000	
Lieu détention	Bilbo	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge		
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

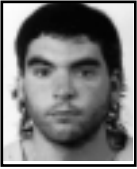
le faire tomber à terre. Les menaces de pratiquer d'autres tortures sont constantes.

Lors d'un interrogatoire, on l'oblige à se mettre à genoux et un policier lui dit qu'ils vont jouer à la roulette russe. Il commence à faire tourner le barillet de son pistolet et chaque fois que celui ci s'arrête, ils placent le canon sur la tempe et appuient sur la gâchette. Ils répètent cela à plusieurs reprises.

Ils lui montrent la fenêtre par laquelle selon les policiers, ils ont jeté Xabier Kalpasoro, ils menacent de faire la même chose avec lui et lui passent la moitié du corps par l'ouverture pour le garder quelques instants ainsi.

A un autre moment, ils le couchent sur une table regardant le plafond, la moitié du corps en suspens, il a les mains menottées dans le dos. Ils le frappent sur la tête, les testicules et l'estomac. Il commence à sentir tout son corps se nouer, il perd la sensibilité dans les extrémités. Il ne peut rester debout, il est sorti de la salle d'interrogatoire en le traînant au sol. Il perd connaissance et lorsqu'il récupère, il se retrouve menotté sur une civière dans une ambulance en direction de l'hôpital. Un autre détenu le voit alors qu'il se trouve au commissariat, il est effrayé de voir dans quel état il se trouve.

Le trajet du commissariat à l'Audience Nationale, il le fait couché sur le plancher du fourgon de police avec la botte d'un des policiers sur la tête.



Nº 74

Muerza Santos, Iñigo

Age		Les coups commencent au moment des interrogatoires toujours sans avocat, les coups atteignent, la tête, le visage, les testicules. A un moment, sous les coups il est projeté au sol, les coups et les coups de pied continuent. Au commissariat de Indautxu, il subit 5 ou 6 interrogatoires, on le menace de lui pratiquer la baignoire, les électrodes, le casque de moto, le sac en plastique...
Sexe	M	
Date détention	10/11/2000	
Lieu détention	Bilbo	
Type detention	Incommunicuée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge		
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

Arrivé à Madrid, les interrogatoires sont de trois types, toujours sans avocat, l'un où les tortures psychologiques prédominent en particulier contre sa famille, un autre où les coups sur tout le corps alors qu'il est nu, sont prédominants ainsi que les humiliations et vexations de tout type et d'autres interrogatoires où l'on cherche son épuisement physique en lui faisant prendre différentes positions (accroupi, les bras en croix, debout avec un pied en l'air) et ce jusqu'à exténuation. A une occasion, on l'oblige à réaliser des exercices physiques sous de puissantes lampes, alors qu'il meurt de soif on ne lui donne pas à boire. Cette nuit là, ils ferment la porte qui sépare le coin lavabo du reste de la cellule Ces interrogatoires se déroulent le matin ou l'après midi et parfois même la nuit.

La dernière nuit est la plus dure parce qu'il est frappé sans répit, sur la tête, sur les organes génitaux, ils tentent aussi de l'asphyxier en lui bouchant le nez et la bouche avec les mains ou avec un foulard alors que pendant ce temps, par moments, un autre policier lui palpe le cœur.



N° 75

**Karrera, Asier**

Age	28 ans	Sitôt introduit dans le véhicule pour être transféré au commissariat de Indautxu, les coups commencent surtout sur la tête, l'estomac et les testicules. Une fois arrivé, ils le conduisent dans un local où 5 policiers le tabassent, les coups sont généralisés mais ils se concentrent surtout sur la tête et sur les oreilles, on lui cogne la tête contre le sol, on lui tire les cheveux...
Sexe	M	
Date détention	19/11/2000	
Lieu détention	Bilbo	
Type detention	Incommuniquée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge		
Situation	Prison	
Dépôt plainte		

On l'oblige à rester dans le couloir d'où il peut entendre sa compagne qui est détenue dans le local voisin, il entend des pleurs, des cris et des coups qui en proviennent. Lorsqu'ils l'emmènent pour les perquisitions, ils le soumettent à un interrogatoire très dur, il est menacé constamment on lui dit qu'il va finir comme Geresta, Basajaun, par le biais d'un téléphone mobile on lui fait entendre les plaintes et les pleurs d'une fille, ils lui disent qu'il s'agit de sa compagne, qu'ils sont en train de la violer, ils lui décrivent la scène, ils jouent avec leurs pistolets alors qu'ils lui disent qu'ils vont lui foutre un plomb...

Arrivé au commissariat de Madrid, pendant trois jours, on lui interdit de dormir et les pressions psychologiques concernant sa compagne sont incessantes. Un jour, il entend sa propre voix alors qu'il parle avec la fille qui se trouve dans la cellule voisine (à ce moment il pense qu'il s'agit vraiment de sa compagne), il entend comment elle lui dit de rester tranquille, que tout va bien (il en vient à penser qu'il perd la raison).

La pression psychologique est si forte qu'il déclare par la suite 'j'étais plus tranquille quand ils me torturaient physiquement'.

La dernière nuit au commissariat, ils le conduisent dans une cellule entre deux policiers qui sont ivres et qui le tabassent une nouvelle fois.

Pour le trajet vers l'Audience Nationale, il se trouve étendu sur le sol du fourgon de police. L'un des policiers le menace avec son pistolet alors qu'ils ouvrent la portière en lui disant qu'ils vont le balancer.



N° 76

Eziolaza, Roberto

Age	28 ans	Sitôt la détention les coups et les menaces démarrent. Lors des interrogatoires, les claques, les coups de pieds, de poings et les coups sur la tête sont constants comme les insultes et les humiliations ainsi que les menaces du type 'à Madrid, même les plus coriaces parlent', 'nous allons détenir ton père et ta fiancée et à Madrid on peut même la violer' ou 'nous allons défoncer la
Sexe	M	
Date détention	19/11/2000	
Lieu détention	Gasteiz	
Type de détention	Incommunicuée	
Corps de police	Police Nationale	
Juge	JCI n° 6. A. Nationale	
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	

porte chez tes parents, nous avons tout préparé'.

On le fait se déshabiller et il entend les policiers dire qu'ils doivent trouver quelque chose à lui introduire dans l'anus. Aussitôt, ils lui passent un objet froid sur l'anus à plusieurs reprises. Ils continuent à le frapper sur les testicules et le cul. Ils l'obligent à regarder le mur et lui placent un sac en plastique sur la tête et ils le conduisent ainsi à l'asphyxie plusieurs fois, il faut dire qu'il souffre d'asthme ce qui aggrave l'effet du sac en plastique. Ils lui crachent au visage à plusieurs reprises.

Il fait le trajet vers Madrid menotté dans le dos, ils ne le laissent dormir à aucun moment. Les menaces et les coups sont continus. A un moment, il ne sent plus ses mains, ni l'un de ses avant bras et l'un des policiers dit alors 'je demande aux dieux, qu'il meure ici même'.

Arrivé au commissariat à Madrid, les coups continuent, les humiliations et les vexations aussi, on l'oblige à se déshabiller à plusieurs reprises, on l'oblige à garder des positions exténuantes pendant des heures, on lui demande qu'elle méthode de tortures il préfère, baignoire, électrodes ou être écrabouillé par la table sur le mur, ils sortent un pistolet et lui demandent s'il a déjà joué à la roulette russe...

Ses avocats porteront plainte pour ces faits.

TAT



Nº 77

Beaumont, Iñaki

Age	24 ans	Sitôt détenu, ils le jettent au sol et lui frappent la tête contre le sol. Pendant qu'il est introduit dans le fourgon de police, ils continuent à le frapper sur la tête.
Sexe	M	
Date détention	24/11/2000	Arrivé au commissariat, ils le conduisent dans un local où ils lui cognent la tête contre le mur, ils le jettent à terre et le soulèvent par les cheveux, ils lui donnent des coups de pieds et le bousculent. Ils lui
Lieu détention	Iruñea	
Type detention	Incommuniquée	font le sac en plastique avec un plastique qui sert à protéger les écrans d'ordinateur, cela 20 ou 30 fois alors que l'un des policiers lui prend le pouls au poignet. Les menaces de le conduire à la montagne et de lui flanquer une balle 'parce que personne ne sait qu'il est ici' sont constantes.
Corps de police	Police Nationale	
Juge		Ils le frappent sur la colonne vertébrale avec un objet qu'il ne peut voir puisqu'on lui masque les yeux, il est ainsi blessé à quatre endroits dans le dos puis il est frappé sur la tête, enfin on lui place l'objet dans le cou, ce qui l'asphyxie. Ils le frappent avec insistance sur la tête jusqu'à ce qu'un policier dise 'je n'en peux plus, j'ai trop mal à la main', il prend alors un annuaire et continue à le frapper au point de déchirer l'annuaire.
Situation	Prison	
Dépôt plainte	Oui	Avec une espèce de tournevis, ils le blessent dans l'oreille gauche en l'introduisant jusqu'à ressentir des lancements terribles et qu'il commence à saigner.





# METHODES DE TORTURE



Dans 17 cas, les coups sont généralisés, estomac, côtes, poitrine, jambes... coups de poings, coups de pied ou avec divers objets.

Dans deux cas, les détenus(es) sont attachés sur une table, le corps a moitié suspendu. Pendant qu'un policier tire les cheveux vers le bas, les autres frappent sur la poitrine et l'estomac de la victime.

Concernant l'analyse des méthodes de tortures ou des mauvais traitements utilisés référés par le TAT, selon les déclarations des victimes elles-mêmes, ceux-ci sont les suivantes:

La Police Nationale est le corps de police qui frappe le plus fréquemment les détenus(es), elle le fait à 28 reprises sur la tête, 17 fois les coups sont généralisés, 14 fois les coups sont portés sur les organes génitaux et 5 fois indifféremment.

Les coups:

Il s'agit de la torture physique la plus souvent dénoncée par les détenus (es), 50 d'entre eux (4 femmes et 46 hommes) déclarent avoir reçu des coups pendant leur séjour au commissariat.

Agression sexuelle:

Dans la majorité des cas (40), il s'agit de coups sur la tête, donnés la plus part d'eux avec la main, même si on compte des coups portés avec un annuaire ou autre instrument.

15 détenus(es) relatent qu'ils sont obligés de se déshabiller (1 femme et 14 hommes), alors qu'ils sont nus, les humiliations, les vexations sexuelles et menaces de viol sont en général préférées par la Police Nationale. 5 détenus(es) déclarent qu'ils ont été l'objet de simulation de viol. Il faut souligner un des cas où la Police Autonome basque baisse au détenu son pantalon et son slip et lui fait se mettre à quatre pattes alors qu'un policier se place derrière lui. À un moment le policier dira: 'pas maintenant, je n'ai pas de vaseline ni de capotes'.

Dans 14 cas, on constate des coups portés sur les testicules avec les mains, les poings et coups de pied.



### Exténuation physique:

Les méthodes d'exténuation physique sont rapportées par la majorité des détenus(es). Dans 31 cas, il s'agit de rester debout pendant de longues heures, dans 39 cas, il faut garder une position anormale, accroupi, les bras en croix, debout avec un pied levé et les bras en croix, assis la tête entre les jambes et l'obligation d'exercices physiques violents est rapportée dans 4 cas, flexions, abdominaux essentiellement, jusqu'à épuisement.



régler l'intensité depuis l'extérieur de la cellule, à des moments l'intensité est plus ou moins forte. Il s'agit ici d'une pratique généralisée pour les détenus(es) par la Police Autonome basque.

### Asphyxie, le sac en plastique:

Cette technique est presque exclusivement utilisée par la Police Nationale, une fois elle est employée par la Garde Civile, elle consiste à placer sur la tête du détenu un sac en plastique, serré autour du cou jusqu'à la perte de connaissance.

### Privation d'alimentation:

2 détenus hommes nous relatent qu'ils ont été privés d'alimentation pendant leur séjour au commissariat, dans un cas, il s'agit de la Police Nationale dans l'autre cas de la Police Autonome basque.

### Tirailée de cheveux:

12 détenus(es) nous déclarent avoir subi ces tiraillements de cheveux, 10 hommes et 2 femmes.

### Réveil forcé:

9 détenus(es) nous racontent qu'à aucun moment, on ne les a laissé dormir, soit parce les interrogatoires sont constants ou parce qu'une fois dans leur cellule, on vient sans cesse les déranger pour les réveiller. Deux des détenus(es) nous disent qu'il s'agit alors d'une lutte constante entre le sommeil, la fatigue et la peur accumulée ce qui les conduit à une vision irréaliste.

### Agression par la lumière:

26 personnes déclarent que, pendant leur séjour en cellule, la lumière reste allumée en permanence, généralement il s'agit d'une lampe dont on peut

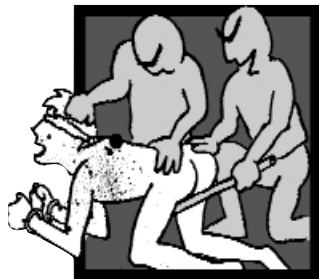




### Privation de la vision:

4 détenus(es) nous déclarent qu'on leur a empêché de voir. On leur couvre les yeux avec leurs propres vêtements ou du papier hygiénique, la personne demeure ainsi sans défense.

Presque toutes les personnes détenues par la P o l i c e Autonome basque déclarent que même si on ne leur met rien pour les empêcher de voir, ils doivent garder la tête courbée et ne pas regarder les policiers qui les interrogent, sinon ils crient et les détenus(es) sont frappés.



être licenciés, briser la famille, détenir des membres de la famille ou le compagnon, la compagne, leur faire la même chose qu'à eux-mêmes et faire assister les détenus(es) aux séances...

Les menaces d'exécution sont relatées dans 10 cas (2 femmes et 8 hommes). Menaces d'être soumis à des tortures plus sévères, elles sont reprises par 19 personnes, nous allons passer à la seconde étape et tu ne vas pas le supporter, nous allons te torturer, il s'agit en général du sac en plastique, de la baignoire et des électrodes, on montre alors des câbles ou on leur fait entendre l'eau qui coule.

Les menaces d'autres types sont aussi fréquentes concernant leur emprisonnement et ce qu'on va leur faire s'ils ne déclarent pas ce que souhaite la police...

### Simulacre d'exécution:

#### Menaces:

Ce type de torture psychologique s'accroît et en particulier, la Police Autonome basque l'utilise plus que la torture physique.

La majorité des détenus(es) raconte avoir fait l'objet de menaces. Les menaces concernant la famille sont relatées dans 38 cas, les parents vont

Trois détenus(es) déclarent avoir été soumis à des simulacres d'exécution par armes à feu. A l'un on lui dit qu'ils vont jouer à la roulette russe, ils l'obligent à se mettre accroupi, ils font rouler le barillet et font mine de tirer sur lui, cela se reproduit à plusieurs reprises. A un autre moment, on le passe à moitié par une fenêtre en le menaçant de le y jeter.



Deux autres détenus(es) déclarent qu'on leur met le pistolet sur la tempe.

Dans un des cas, un policier qui participe aux interrogatoires prend lui-même peur.

Voir/entendre des tortures:

Deux détenus(es) déclarent avoir entendu les cris d'autres détenus(es). L'un déclare comment il a vu un des détenus(es) dans un état lamentable, ensuite il peut entendre comment on traîne quelque chose dans les cellules.

Insultes, humiliations:

18 détenus(es) déclarent avoir été soumis à cette torture psychologique, ils se sont sentis complètement humiliés et vexés par les insultes, les agressions verbales... Ils sont aussi contraints à prendre des postures vexantes. Le corps de police qui utilise le plus fréquemment ces pratiques est la Police Autonome basque.

Cris:

44 détenus(es) racontent que pendant leur séjour, ils sont soumis à des interrogatoires constants, les cris insupportables sont permanents, on compte 4 femmes et 40 hommes. Cette torture psychologique est le plus fréquemment utilisée par la Police Autonome basque (28 fois) et par la Police Nationale (16 fois).



**METHODES DE  
TORTURE SELON LE CORPS  
DE POLICE**

# GUARDIA CIVIL

Elle procède en peu de détentions mais comme d'habitude elle se distingue dans les cas dont elle s'occupe. La Garde Civile met de cagoules ou occulte les yeux des détenus dès le premier moment, empêchant la victime de pouvoir ainsi reconnaître ceux qui conduisent les interrogatoires. Les méthodes les plus utilisées sont le sac en plastique et les coups, en particulier sur la tête et les oreilles, les menaces de mort sont une constante. Connaissant la peur qu'ils suscitent, ils utilisent la menace de ramener les détenus dans leurs locaux après avoir été entendus par le juge dans le cas où les déclarations ne correspondant pas à leurs souhaits ou dans le cas où ils auraient dénoncé des mauvais traitements.

répétés surtout sur la tête chaque fois que la réponse ne leur convient pas où si l'on dit ne pas savoir. Les détenus sont obligés de rester de longues heures debout dans la salle d'interrogatoire comme dans la cellule.

## Caserne de Pampelune

Les coups et les menaces démarrent sitôt la détention, ils menacent de pratiquer différentes méthodes de tortures, sac en plastique, électrodes, baignoire... Les menaces se poursuivent tout le long du séjour dans leurs locaux 'si tu ne declares pas comme il faut chez le juge ou si tu dénonces des mauvais traitements, tu vas revenir ici...' A certaines occasions, le sac en plastique est effectivement appliqué.

On empêche le détenu de voir en lui bouchant les yeux. Les coups sont





# POLICE NATIONALE

C'est le corps de police qui pendant l'année 2000 utilise les méthodes les plus sauvages, faisant un usage intensif de la torture brutale. Les méthodes les plus employées par la Police Nationale sont les coups généralisés mais en particulier sur la tête, les oreilles et les testicules, les tabassages, les menaces de mort et d'application de tortures plus graves (baignoire, électrodes, viols...), simulacres d'exécution (roulette russe, suspendre le détenu à la fenêtre sous la menace d'y être précipité, ouverture de la porte du véhicule et menace d'y être jeté du véhicule en marche, asphyxie par le sac en plastique)... Sitôt la détention, les coups et les menaces commencent, on utilise des sessions de tortures, soit uniquement avec des coups, soit d'autres méthodes sans autre intérêt que celui de persuader le détenu que toutes les séances se dérouleront de cette façon. La Police Nationale c'est celle qui fait preuve de la plus grande brutalité envers les détenus.

Analysant les cas en fonction des centres de détention, on pourrait les classer de la façon suivante.

## Commissariat de Pampelune

Sitôt parvenus là, les détenus sont introduits dans un local et contraints de rester debout contre le mur. Les coups sur la tête avec la main ou un

annuaire téléphonique interviennent à partir de ce moment, on cogne la tête des détenus contre le mur, sur le sol, ils reçoivent des coups de pieds. L'un des détenus est frappé sur la colonne vertébrale avec un objet métallique produisant quatre blessures importantes dans le dos. On lui introduit une espèce de tournevis dans l'oreille au point de provoquer un saignement. Les menaces sont habituelles pendant les séances de tortures, elles s'adressent également à la famille, à la fiancée, à la compagne...

On crache sur un des détenus à plusieurs reprises, l'un des policiers l'oblige à avaler un crachat.

Dans ce commissariat, le sac en plastique a été pratiqué sur deux détenus. A une occasion, on fait mine de sortir un pistolet alors qu'un autre pistolet est placé sur la tête du détenu. On place un couteau dans le nez d'un détenu en le tirant vers le haut, les menaces pendant ce temps sont continues. Un détenu est attaché des pieds, par la poitrine et des mains sur une chaise, on lui baisse son pantalon et son slip et on lui place quelque chose sur les testicules, on lui dit qu'on va lui appliquer des électrodes. Il ne peut voir ce qui se passe, car il a les yeux bandés.

## Commissariat de Amara



Les interrogatoires commencent sitôt arrivé au commissariat, les coups et les menaces ont déjà commencé après la détention.

Les détenus sont obligés de rester debout dans un angle du local et ils sont frappés sur la tête, on leur cogne la tête contre le mur...Parfois, on les fait s'asseoir à peu de distance d'une table, on leur cogne la tête sur cette dernière. Les détenus sont parfois contraints de rester pendant de longues heures debout, contre le mur, accroupis ou debout les jambes légèrement fléchies. Un des détenus est obligé de faire des flexions alors qu'on lui met un pied sur les testicules et un stylo dans l'anus pendant qu'un des policiers l'humilie dans cette situation.

Les menaces concernant la famille, la compagne, les amis sont constantes. Les menaces d'appliquer différentes méthodes de torture aussi. À une occasion, l'un des détenus est menacé de lui appliquer la baignoire et il entend couler de l'eau dans la salle qui se trouve à côté.

Préfecture Supérieure de la Police à Saragosse

Les menaces démarrent au moment même de la détention, les mauvais traitements interviennent dès l'identification. Les coups sont appliqués sur la tête, les testicules... les menaces s'a-

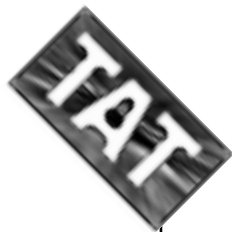
dressent à la famille, à la compagne, elles concernant aussi le transfert vers Madrid et ce qui les attend une fois là bas. Parfois on menace de les faire disparaître.

On utilise diverses méthodes pour faire perdre le sens de l'orientation au détenu. Ils ne peuvent à aucun moment regarder les policiers et ils sont obligés de garder la tête courbée en permanence. Lors des interrogatoires, les détenus sont obligés de rester debout contre le mur, les mains au dos ou à garder des positions exténuantes : debout contre le mur, debout les bras en croix, accroupis, accroupis les bras en croix, debout, un pied levé et les bras en croix... Chaque fois que le détenu tombe, il est relevé par les coups. Et ainsi de suite jusqu'à son exténuation. Les interrogatoires durent pendant des heures.

Les menaces et les coups pendant le transfert vers Madrid se poursuivent, le détenu n'est pas autorisé à dormir un seul instant.

Préfecture Supérieure de la Police à Séville

Les coups démarrent sitôt parvenu au commissariat. Dans un premier temps, les policiers n'attendent pas de réponse aux questions posées, ils se contentent d'effrayer les détenus, dans ce but,



les coups sont incessants, l'interrogatoire insignifiant. Les coups sont assésés sur tout le corps, sur la tête, les testicules... y compris sur le bras blessé d'un détenu. Dans l'un des cas, le détenu victime des mauvais traitements reste étendu au sol dans un état de semi-inconscience, les policiers s'en vont pendant un moment et lorsqu'ils reviennent le détenu est toujours allongé au sol. Un autre détenu est frappé alors qu'il est étendu sur le sol, ils veulent lui écraser les testicules avec le pied d'une table, ils n'y parviennent pas la table étant trop lourde.

Ils jouent le rôle du bon et méchant policier. On fait se déshabiller les détenus sous les coups permanents, ils sont pincés en particulier sur la clavicule et saisis par les testicules, ils commencent à serrer de plus en plus fort, cela produit une douleur intense. Les menaces envers la famille se succèdent, les menaces évoquent d'autres méthodes de tortures et les vexations sexuelles verbales sont fréquentes.

#### Commissariat de Indautxu

Les coups démarrent pendant le transfert vers le commissariat, ils continuent arrivé sur place. Les détenus sont placés dans un local et ils sont jetés au sol où ils sont frappés sur tout le corps, la tête, les testicules... On allonge deux des détenus sur une

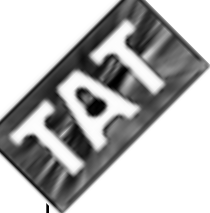
table, la moitié du corps suspendu et pendant que quelques policiers les frappent sur les testicules, d'autres leur tirent les cheveux.

L'un des détenus déclare que la première nuit, les policiers ne lui demandent presque rien, ils se contentent seulement de le frapper sur la tête, le visage, l'estomac, les testicules... A un autre moment, on l'oblige à se mettre à genoux et ils lui disent qu'ils vont jouer à la roulette russe et ils font rouler le barillet et lorsqu'il s'arrête, ils lui placent le pistolet à la tempe et tirent. Cela se répète à plusieurs reprises.

Les menaces envers la famille, la compagne, les amis sont constantes, on menace le détenu d'autres formes de tortures. A une détenue, ils crient qu'il vont passer à la phase suivante et qu'elle ne le supportera pas, que le mieux pour elle c'est de se jeter par la fenêtre qu'ils ouvrent alors en lui disant que ce ne sera pas la première fois et que pour eux, ce n'est pas un problème. Un des détenus est lui, a moitié suspendu par la fenêtre pendant quelques minutes.

#### Direction Générale de la Sécurité à Madrid

Les coups, les humiliations et les vexations commencent sitôt arrivé dans cet endroit. Les détenus sont obligés de res-



ter de longues heures debout contre le mur et aussi dans différentes positions pour provoquer leur épuisement physique, debout les bras en croix, debout un pied levé, les bras en croix, accroupi les bras en croix, accroupi obligé de 'marcher' dans cette position... Parfois dans le local, il y a des lampes de forte puissance qui provoquent beaucoup de chaleur. Pour accélérer leur épuisement, les détenus sont privés de sommeil par des bruits que les policiers provoquent où en faisant irruption dans les cellules pour les réveiller. Parfois les interrogatoires s'enchaînent sans aucun temps de repos.

A de nombreuses reprises, les détenus sont obligés de se déshabiller et obligés à maintenir différentes positions. Un détenu est obligé à se coucher sur le sol sur lequel un policier vient de cracher. Alors qu'ils se trouvent nus, on leur comprime les testicules pour provoquer une intense douleur. Les menaces et les cris sont permanents. Une détenue est menacée de viol tellement de fois, qu'elle finit par y croire.

Les cellules sont divisées en deux parties, à l'entrée il y a un lavabo où la grande majorité des détenus profite pour boire, vient ensuite une partie avec une séparation de barreaux qui reste ouverte, sauf dans un cas, où le détenu a été obligé de rester debout pendant des heures sous de puissantes lampes sans boire, lorsque ce déte-

nu est conduit dans sa cellule, la porte du lavabo est fermée pendant toute la nuit.



# ERTZAINZA

Parmi les méthodes utilisées par la Police Autonome basque pour 'diriger' les interrogatoires, les plus employées sont les mauvais traitements psychologiques, ceux qui ne laissent pas de traces. Il s'agit de véritables experts dans la matière. Les moyens utilisés sont toujours les mêmes: menace de mort ou de pratiquer d'autres types de tortures plus dures, agressions sexuelles, y compris simulacre de viol, obligation de pratiquer des exercices physiques et de garder des positions exténuantes, coups sur la tête, vexations, insultes, humiliations...

## Commissariat de Txurdinaga

Les interrogatoires sont permanents sans aucun temps de repos entre eux, sans sommeil. Les menaces sont constantes ainsi que les cris, les insultes et les humiliations. Ils jouent le rôle du bon et du méchant policier, les bons parlent la langue basque avec douceur et les mauvais poussent des cris et menacent constamment.

## Commissariat de l'Antiguo, Saint Sébastien

Dans certains cas, les détenus sont obligés de se déshabiller. Ils réalisent alors une inspection de tout le corps du détenu. Les détenus sont obligés de rester la tête courbée pendant tous les interrogatoires sans regarder les poli-

ciers à aucun moment. Il est fréquent que les détenus soient contraints de rester debout face au mur pendant la nuit après l'interrogatoire alors qu'ils sont à leur cellule.

## Commissariat d'Oiartzun

Les détenus sont maintenus à l'intérieur du véhicule de police devant le commissariat pendant une longue période avec les mains menottées au dos et la tête entre les jambes, cela est enregistré sur vidéo.

Chaque fois que l'on vient les chercher dans leur cellule pour être interrogés, les policiers font beaucoup de bruit et frappent la porte pour que le détenu se mette debout contre le mur, mains dans le dos et tête baissée.

Pendant les interrogatoires, les détenus sont obligés de demeurer debout face au mur, les mains dans le dos et tête baissée. Parfois, on les oblige à garder les jambes légèrement fléchies ainsi qu'à effectuer des flexions. Les cris sont constants, les menaces s'adressent surtout à la famille, au compagnon, à la compagne, les amis et font référence à leur propre emprisonnement. Les coups, frappés contre les murs, les bousculades contre le mur, les coups de pieds sont aussi fréquents.



Un détenu ne reçoit rien à manger et à plusieurs reprises.

Lorsque les détenus demandent à aller aux toilettes, aucun policier ne vient et lorsqu'on les conduit enfin aux toilettes et qu'ils sont en train de faire leurs nécessités, les policiers les obligent à garder la tête courbée pendant qu'ils les observent.

Les cellules sont très petites, entièrement carrelées, il y a un endroit surélevé, lui aussi carrelé, où se trouvent une natte et une couverture. La porte en fer possède un œilleton à travers lequel la nuit les policiers viennent crier et les empêcher de dormir. Certaines cellules possèdent une fenêtre sur l'extérieur, mais elle est occultée par une ferraille qui laisse à peine entrer le jour.

#### Commissariat de Lakua

Le plus étonnant ici c'est que les policiers autonomes sont vêtus de blouses blanches comme celle des médecins, ils ont des gants en latex et des bonnets lors des interrogatoires. Ils sont toujours à deux faisant les rôles du bon et du méchant, l'un qui interroge, celui qui fait le bon et l'autre, le méchant, qui menace en permanence, qui crie, qui frappe la table quand il se fâche.

Pendant la nuit, dans les cellules, ils mettent l'air conditionné au plus froid et le jour au plus chaud, c'est presque insupportable. Ces variations de température provoquent de violents maux de têtes.

#### Commissariat d'Arkaute

Les détenus qui sont passés par ici déclarent qu'ils sont obligés, pendant les interrogatoires, de rester debout contre le mur, la tête courbée, les mains au dos, les cris et les menaces sont constants. On oblige les détenus à apprendre la déclaration qu'ils ont faite, par la suite le traitement s'adoucit. Parfois, il est arrivé que des détenus, après avoir fait cette déclaration, soient conduits dans leur cellule pour ne plus en ressortir du tout, pendant la durée de leur séjour.

Le transfert vers Madrid s'effectue dans des fourgons qui sont cloisonnés en cellules. Les détenus sont obligés de voyager la tête courbée tout le temps, il y a des caméras, la police peut les surveiller et si l'un des détenus lève la tête, la police intervient en les menaçant et en criant.



METHODE	TOTAL	F	H	GUARDIA CIVIL	POLICE NATIONALE	ERTZAINZA
<b>COUPS</b>						
A la tête	49	3	46	2	32	15
Généralisés	18	0	18	0	18	0
Aux génitaux	14	0	14	0	14	0
Autre localisation	11	2	9	0	6	5
<b>Exténuation</b>						
Rester debout	36	2	34	1	13	22
Position anormale	41	2	39	0	20	21
Exercices physiques	4	0	4	0	3	1
<b>ASPHYXIE</b>	6	0	6	1	5	0
<b>TIRAILLEE DE CHEVEUX</b>	12	2	10	0	10	2
<b>AGRESSION LUMIÈRE</b>	26	3	23	0	6	20
<b>PRIVATION D'ALIMENTATION</b>	2	0	2	0	1	1
<b>AGRESSION SEXUELLE</b>						
Verbal	9	3	6	0	7	2
Déshabiller	19	1	18	1	10	8
Violation	0	0	0	0	0	0
Simulation ou menace de violation	5	1	4	0	4	1
<b>STRESS CLIMA</b>	6	1	5	0	3	3
<b>RÉVEIL FORCÉ</b>	10	2	8	0	4	6
<b>PRIVATION DE LA VISION</b>	6	0	6	1	5	0
<b>INTERROGATOIRE CONSTANT</b>						
<b>MENACES</b>						
Exécution	19	0	19	0	16	3
Famille	47	5	42	0	26	23
Torture	21	3	18	1	19	1
Autres	44	3	41	1	17	26
<b>SIMULATION EXECUTION</b>	3	0	3	0	3	0
<b>VOIR/ENTENDRE TORTURES</b>	7	1	6	0	5	2
<b>HUMILIATIONS</b>	21	2	19	0	11	10
<b>CRIS</b>	44	5	39	0	16	28





# **PLAINTES JUDICIAIRES**

**Nº 1****IZARO LOPEZ BIDAGUREN**

Date de la plainte	25 février 2000
Court	J. Instrucción nº 6 Bilbo
Nº Dossier	DP 550/00
Situation	13 novembre 2000, dépôt recours et appel de la décision en première instance, le 29 novembre le recours est rejeté mais l'appel est admis.

**Nº 2****JON URRETABIZKAIA SAUQUILLO**

Date de la plainte	25 février 2000
Court	J. Instrucción nº 7 Bilbo
Nº Dossier	DP 733/00
Situation	20 décembre 2000, recours contre le non lieu et le classement provisoire du dossier en première instance.

**Nº 3****JULEN URIARTE ITURRIAGA**

Date de la plainte	7 mars 2000
Court	J. Instrucción nº 3 Bilbo
Nº Dossier	DP703/00
Situation	Premier juin 2000, recours et appel de la décision de classement en première instance. Le 3 juillet, le Tribunal rejette le recours et accepte l'appel. Le 18 septembre 2000 la date d'examen du recours est fixée au 25 octobre 2000.

Nº 4	GUILLERMO MERINO BILBAO
Date de la plainte	25 février 2000
Court	J. Instrucción nº 4 Bilbo
Nº Dossier	DP 525/00
Situation	Archivée le 20 juillet, notifié à l'intéressé le 15 novembre 2000, pas de recours puisque l'avocat ne peut représenter le plaignant, le Tribunal décide de classer la plainte, le délai de recours étant épuisé pour problèmes de communication, le plaignant se trouvant emprisonné.

Nº 5	MIKEL ARRIETA LLOPIS
Date de la plainte	8 septembre 2000
Court	J. Instrucción nº 1 Donostia
Nº Dossier	DP 2586/00
	Rejeté à Madrid, Juge d'Instruction N° 10, D.P. 5143/00

Nº 6	GARIKOITZ GASTESI
Date de la plainte	25 may 2000
Court	J. Instrucción nº 1 Donostia
Nº Dossier	DP 1266/00
Situation	Archivée. Recours et appel de la décision de classement en première instance. En attente d'examen.

Nº7	GORKA URBIETA HUIZI
Date de la plainte	25 may 2000
Court	J. Instrucción nº 2 Donostia
Nº Dossier	DP 1258/00
Situation	Archivée. Recours et appel de la décision en première instance. Transmis au Ministère Fiscal pour information sur le recours.

Nº 8	EGOITZ URBE
Date de la plainte	25 may 2000
Court	J. Instrucción nº 2 Donostia
Nº Dossier	DP 1259/00
Situation	Archivée. Recours et appel de la décision de classement en première instance. Transmis au Ministère Fiscal pour information sur le recours.

Nº 9	OROITZ GURRUTXAGA
Date de la plainte	25 may 2000
Court	J. Instrucción nº 2 Donostia
Nº Dossier	DP 1260/00
Situation	Archivée. Recours et appel de la décision de classement en première instance. Transmis au Ministère Fiscal pour information concernant le recours.

Nº 10		MIKEL OSTOLAZA
Date de la plainte	7 novembre 2000	
Court	J. Instrucción nº 3 Donostia	
Nº Dossier	DP 2687/00	
Situation	Le Tribunal demande à la Police Autonome de l'informer sur les conditions de détention au commissariat. Demande à l'Audience Nationale de prendre connaissance des enquêtes dirigées contre Ostolaza.	

Nº 11		JOKIN SOLANO SALABERRIA
Date de la plainte	7 novembre 2000	
Court	J. Instrucción nº 4 Donostia	
Nº Dossier	DP 3089/00	
	Rien à signaler depuis le dépôt de la plainte.	

Nº 12		IÑAKI GURRUTXAGA RAFAEL
Date de la plainte	7 novembre 2000	
Court	J. Instrucción nº 4 Donostia	
Nº Dossier	3095/00	
Situation	Il existe seulement un arrêt ordonnant l'ouverture d'une enquête.	

Nº 13

AHILETZ ZULOAGA LARREA

Date de la plainte	7 novembre 2000
Court	J. Instrucción nº 4 Donostia
Nº Dossier	DP 3086/00
Situation	Il existe seulement un arrêt ordonnant l'ouverture d'une enquête

Nº 14

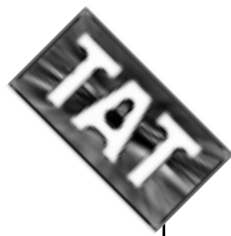
IMANOL GORROTXATEGI

Date de la plainte	7 novembre 2000
Court	J. Instrucción nº 4 Donostia
Nº Dossier	DP 3092/00
Situation	Rien à signaler depuis le dépôt de la plainte.

Nº 15

JON ANDER MARTIN VILLAR

Date de la plainte	7 novembre 2000
Court	J. Instrucción nº 4 Donostia
Nº Dossier	DP 3088/00
Situation	Rien à signaler depuis le dépôt de la plainte.



Nº 16 IÑAKI MINER CANFLACA	
Date de la plainte	7 novembre 2000
Court	J. Instrucción nº 4 Donostia
Nº Dossier	DP 3099/00
Situation	Il existe seulement un arrêt ordonnant l'ouverture d'une enquête

Nº 17 ANGEL TELLERIA LUJANBIO	
Date de la plainte	7 novembre 2000
Court	J. Instrucción nº 4 Donostia
Nº Dossier	DP 3093/00
	Rien à signaler depuis le dépôt de la plainte.

Nº 18 JON GASAMANES	
Date de la plainte	7 novembre 2000
Court	J. Instrucción nº 4 Donostia
Nº Dossier	DP 3091/00
Situation	Il existe seulement un arrêt ordonnant l'ouverture d'une enquête



Nº 19

UNAI KIJERA

Date de la plainte	7 novembre 2000
Court	J. Instrucción nº 4 Donostia
Nº Dossier	DP 3087/00
Situation	Rien à signaler depuis le dépôt de la plainte.

Nº 20

IÑAKI LORENZO QUINTELA

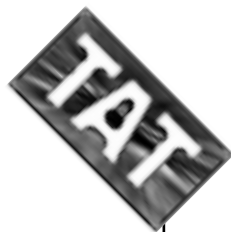
Date de la plainte	7 novembre 2000
Court	J. Instrucción nº 4 Donostia
Nº Dossier	DP 3096/00
Situation	Rien à signaler depuis le dépôt de la plainte.

Nº 21

GOTZON ARANBURU

Date de la plainte	7 novembre 2000
Court	J. Instrucción nº 4 Donostia
Nº Dossier	DP 3085/00
Situation	Il existe seulement un arrêt ordonnant l'ouverture d'une enquête





Nº 22		URTZI AIRA URRUZOLA
Date de la plainte	7 novembre 2000	
Court	J. Instrucción nº 4 Donostia	
Nº Dossier	DP 3090/00	
Situation	Il existe seulement un arrêt ordonnant l'ouverture d'une enquête	

Nº 23		ENEKO ALONSO
Date de la plainte	7 novembre 2000	
Court	J. Instrucción nº 2 Donostia	
Nº Dossier	DP 1196/00	
	Le 6 octobre non-lieu et classement provisoire. Le 26 octobre, recours et appel de cette décision. Le 9 novembre le recours est admis. Le 23 novembre Eneko Alonso est cité à comparaître en qualité de victime.	

Nº 24		XABIER ZUÑIGA
Date de la plainte	7 novembre 2000	
Court	J. Instrucción nº 2 Donostia	
Nº Dossier	DP 2720/00	
Situation	Le 15 janvier 2001, la plainte est classée. Recours et appel de cette décision en date du 18 janvier.	

**Nº 25****IRATXE APAOLAZA**

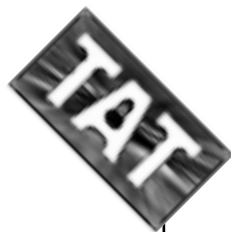
Date de la plainte	7 novembre 2000
Court	J. Instrucción nº 3 Donostia
Nº Dossier	DP 2680/00
Situation	Rien à signaler depuis le dépôt de la plainte.

**Nº 26****JOKIN APEZETXEA**

Date de la plainte	7 novembre 2000
Court	J. Instrucción nº 2 Donostia
Nº Dossier	DP 2721/00
Situation	Résolution du Tribunal demandant à l'Audience Nationale les rapports médicaux et les déclarations faites par Jokin Apezetxea.

**Nº 27****IKER IÑIGO**

Date de la plainte	31 aout 2000
Court	J. Instrucción nº 1 Iruñea
Nº Dossier	DP. PA. 5307/00
Situation	Le 15 septembre 2000, le Tribunal décide de demander à la Police Nationale de s'informer sur ce qui s'est passé durant la détention.



Nº 28		AITOR DOMEZAIN ARTOLA
Date de la plainte	24 octobre 2000	
Court	J. Instrucción nº 1 Donostia	
Nº Dossier	DP 3086/00	
Situation	Rien à signaler depuis le dépôt de la plainte.	

Nº 29		JOXAN ASTIGARRAGA
Date de la plainte	3 octobre 2000	
Court	J. Instrucción nº 1 Donostia	
Nº Dossier	DP 2914/00	
	Non-lieu et classement provisoire en date du 10 novembre 2000. Le recours et l'appel de cette décision sont acceptés le 18 décembre 2000.	

Nº 30		LARTAUN RODRIGUEZ ALDANONDO
Date de la plainte	8 septembre 2000	
Court	J. Instrucción nº 1 Iruñea	
Nº Dossier	DP 3086/00	
Situation	Rien à signaler depuis le dépôt de la plainte.	

Nº 31	AITOR ABANDA PAGOLA
Date de la plainte	8 sepetembre 2000
Court	J. instrucción nº 5 Donostia
Nº Dossier	
Situation	Rien à signaler depuis le dépôt de la plainte.

Nº 32	GARIKOITZ MENDIZABAL
Date de la plainte	8 sepetembre 2000
Court	J. instrucción nº 5 Donostia
Nº Dossier	DP 2472/00
Situation	Rien à signaler depuis le dépôt de la plainte.

Nº 33	GORKA IRURETAGOiena MUJICA
Date de la plainte	7 novembre 2000
Court	J. instrucción nº 1 Donostia
Nº Dossier	DP 3184/00
Situation	Plainte et comparution le 12 décembre 2000.

**N° 34****GAIZKA GARCIA URBIETA**

Date de la plainte	22 setpetembre 2000
Court	J. instrucción nº 4 Donostia
N° Dossier	DP 1756/00
Situation	Dépôt de plainte. Transmis au Ministère Fiscal pour information le 3 novembre 2000.

**N° 35****LEIRE MARTINEZ PEREZ**

Date de la plainte	8 setpetembre 2000
Court	J. Instrucción nº 2 Durango
N° Dossier	DP 0963/00
	Rejet à Madrid, Juge d'Instruction N° 16, N° D.P. 5674/00

**N° 36****AITOR LORENTE**

Date de la plainte	6 setpetembre 2000
Court	J. Instrucción nº 1 Bilbo
N° Dossier	DP 2501/00
Situation	Rejet à Saragosse, Juge d'Instruction N° 5 D.P. 3768/00. Rapport du Ministère Fiscal le 29 septembre 2000. Archivée le 15 décembre 2000. Recours en attente.

**Nº 37****JON KARRO**

Date de la plainte	29 septembre 2000
Court	J. Instrucción nº 9 Bilbo
Nº Dossier	DP 2768/00
Situation	Non-lieu et classement provisoire par arrêt du 11 janvier 2001. Recours et appel de cette décision en date du 18 janvier 2001.

**Nº 38****OSAKAR AMARO**

Date de la plainte	29 septembre 2000
Court	J. Instrucción nº 7 Bilbo
Nº Dossier	DP 2886/00
Situation	Non-lieu et classement provisoire par arrêt en date du 26 décembre 2000. Recours et appel en date du 28 décembre 2000.

**Nº 39****ENEKO ZESTAU ARANIBAR**

Date de la plainte	8 septembre 2000
Court	J. Instrucción nº 1 Iruñea
Nº Dossier	DP 5369/00
Situation	Rien à signaler depuis le dépôt de plainte.

N° 40

IBON BELOKI ORTUZAR

Date de la plainte	23 novembre 2000
Court	J. Instrucción nº 3 Durango
N° Dossier	DP 1038/00
Situation	Rejet à Bilbao le 29 novembre 2000, Juge d'Instruction N° 4, D.P. 2819/00

N° 41

AMAIA PASCUAL

Date de la plainte	23 novembre 2000
Court	J. Instrucción nº 1 Donostia
N° Dossier	DP 3280/00
	Rejet à Madrid le 29 novembre 2000.

N° 42

JUAN TRECET SASTRE

Date de la plainte	22 décembre 2000
Court	J. Instrucción nº 1 Donostia
N° Dossier	DP 2883/00
Situation	Rejet à Madrid le 9 janvier 2001, Tribunal Central d'instruction N° 6, D.P. 191/99.

**Nº 43****JON IGOR SOLANA**

Date de la plainte	21 décembre 2000
Court	J. Instrucción nº 7 Bilbo
Nº Dossier	DP 3562/00
Situation	Rejet à Séville le 21 décembre 2000.

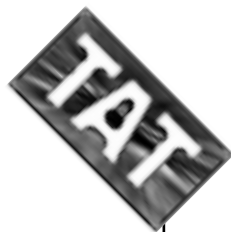
**Nº 44****HARRIET IRAGI**

Date de la plainte	22 décembre 2000
Court	J. Instrucción nº 8 Bilbo
Nº Dossier	3345/00
Situation	Rejet à Séville le 22 décembre 2000.

**Nº 45****IBON MUÑOA**

Date de la plainte	15 décembre 2000
Court	J. Instrucción nº 3 Donostia
Nº Dossier	DP 135/01
Situation	Rien à signaler depuis le dépôt de la plainte.





Nº 46		NEREA GARRO
Date de la plainte	29 décembre 2000	
Court	J. Instrucción nº 2 Donostia	
Nº Dossier	DP 5/01	
Situation	Rejet à Madrid le 4 janvier 2001.	

Nº 47		ASIER URRETABIZKAIA
Date de la plainte	29 décembre 2000	
Court	J. Instrucción nº 2 Donostia	
Nº Dossier	DP 4/01	
	Rejet à Madrid le 4 janvier 2001, Juge d'Instruction Nº 6, D.P. 3940/00.	

Nº 48		VICTOR GOÑI
Date de la plainte	28 décembre 2000	
Court	J. instrucción nº 3 Gasteiz	
Nº Dossier	DP 3305/00	
Situation	Rejet, Doyen Juge d'Instruction de Bilbao le 30 décembre 2000.	



Nº 49

IÑAKI BEAUMONT

Date de la plainte	19 décembre 2000
Court	J. Instrucción nº 3 Iruñea
Nº Dossier	
Situation	

Nº 50

IGOR MARTINEZ DE OSABA

Date de la plainte	28 décembre 2000
Court	J. Instrucción nº 3 Gasteiz
Nº Dossier	DP 3290/00
Situation	Rejet Doyen Juge d'Instruction de Madrid, le 28 décembre 2000.

# EFFETS PSYCHOLOGIQUES

*Subir la torture, le passage par le commissariat, les menaces, les agressions sont des agents stressants qui peuvent être une expérience traumatique dévastatrice, cela peut représenter une sérieuse menace pour la sécurité et l'intégrité physique des personnes chères. Si toutes les personnes soumises à cette situation ne développent pas le même type de troubles, beaucoup présentent une série de symptômes dans les premiers moments. On les voit confus et changeants, déprimés, anxieux, coléreux, désespérés... ces troubles sont très variables.*

**A**u bout de quelques jours, les troubles disparaissent, il s'agit de réactions à un stress exceptionnel. Les symptômes dépendent de la caractéristique de la situation vécue, de la personnalité du sujet, s'il existe des moments de vulnérabilité etc.... une série de facteurs qui prédispose à l'apparition des symptômes.

**P**arfois on réagit tardivement à ces événements de nature stressante et les symptômes se manifestent avec le temps.

**A**u cours de l'année 2000, nous avons suivi 40 personnes qui sont passées par le commissariat. On les a rencontrées personnellement, en plus de raconter le témoignage de leur détention, nous avons recueilli des éléments sur l'impact que celle-ci leur a supposé sur le plan émotionnel.

**L**es conséquences observées sont rassemblées en trois groupes, symptômes d'Anxiété, symptômes de Dépression et symptômes Post traumatiques.

**S**ur ces 40 personnes au bout d'un mois, nous en avons rencontré une seconde fois 20 d'entre elles, pour les mêmes questions que la première fois.

**L**es résultats sont les suivants :

Comme on peut voir dans le tableau I, dans le premier groupe (40 cas), on trouve des symptômes d'Anxiété dans 15 cas (37,5%). Les symptômes de Dépression sont présents dans 16 cas (40%). Les symptômes Post traumatiques se retrouvent dans 23 cas (57,5% du total). Dans 9 cas seulement, on ne trouve ni symptômes d'anxiété ni de dépression.

**TABLEAU 1**  
N = 40

	N° CAS	%
Anxiété	15	37,5%
Dépression	16	40%
Pas de Symptômes	9	22,5%
Post Traumatiques	23	57,5%



Lors du second suivi un mois après, concernant 20 cas, on trouve 6 personnes qui présentent des symptômes d'anxiété (30%), 7 cas qui présentent des symptômes de dépression (35%) et 14 qui présentent des symptômes post traumatiques, tableau II.

**TABLEAU 2**  
N = 20

	à la libération		1 mois après	
	N°CASOS	%	N°CASOS	%
Anxiété	12	60%	6	30%
Dépression	10	50%	7	35%
Pas de Symptômes	3	15%	3	15%
Post Traumatiques	17	85%	14	70%

Plus concrètement, l'évolution des cas qui présentent des symptômes sont ceux que l'on retrouve dans le tableau III.

**TABLEAU 3**  
N = 20

	Augmentation		Diminution		Ne varient pas	
	Nbre de cas	%	Nbre de cas	%	Nbre de cas	%
Anxiété	2	10%	7	35%	5	25%
Dépression	4	20%	7	35%	3	15%
Post Traumatiques	1	5%	7	35%	9	45%

Concernant l'anxiété, le nombre de cas ont augmenté en quantité dans deux cas (10%). Ils ont diminué à 7 occasions (35%) et se sont maintenus dans cinq cas (25%).

Concernant la dépression, les symptômes ont augmenté dans 4 cas (20%), ils ont diminué dans 7 cas (35%). Dans trois, ils restent inchangés (15%).

Concernant les symptômes post traumatiques, ils augmentent dans un cas (5%), ils diminuent dans 7 (35%) et se maintiennent dans 9 cas (45%).

Les symptômes d'anxiété les plus fréquents sont : les sursauts brusques, sans raison apparente, avoir peur, agitation intérieure, impossibilité à rester tranquille, se sentir tendu ou bloqué, maux de tête, migraines etc....

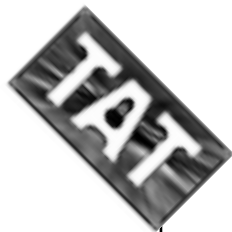
Au bout d'un mois, les réponses sont identiques à celles du mois précédent, certains s'y ajoutent comme avoir peur, la nervosité ou l'inquiétude.

Dans le groupe correspondant aux symptômes de Dépression, les réponses les plus fréquentes sont : le manque d'énergie ou ralentissement, tout suppose un effort, insomnie, sentiment de désespoir, nostalgie et préoccupation excessive envers les choses.

Au bout d'un mois, les symptômes comme le manque d'énergie, désespérance concernant l'avenir, la nostalgie et la préoccupation excessive demeurent.

Les symptômes Post traumatiques observés sont variés et fluctuants dès la pensée concernant les événements en relation avec la détention, sensation de revivre la situation, sentiment d'isolement ou refus des autres, difficultés de concentration, se sentir en alerte, irritabilité ou explosions de colère, éviter de parler du sujet, incapacité à se rappeler certains épisodes de la détention, sensation de ne pas avoir d'avenir, réactions soudaines physiques ou émotionnelles en se remémorant la détention, sentiments de culpabilité, désespoir...

Au bout d'un mois, on constate l'apparition d'un autre type de symptômes comme chercher la raison de ce qui est arrivé, sentir que les autres ne le comprennent pas, se sentir craintif, cela avec les symptômes déjà évoqués comme le désespoir, réactions physiques et émotionnelles en évoquant la détention, irritabilité, souvenirs et pensées récurrentes...



## CONCLUSIONS:

- Chez la majorité des personnes rencontrées on constate des symptômes d'anxiété et/ou de dépression et/ou des symptômes post traumatiques mêlés. Ces symptômes varient avec le temps.
- La tendance générale est à la diminution des symptômes d'anxiété et de dépression de 60 % à 30% et de 50 % à 35 % au bout d'un mois.
- Dans le cas de l'anxiété, des formes de manifestation diverses apparaissent.
- Les symptômes post traumatiques se manifestent de différentes formes et diminuent de 85 % à 70 %.
- Le pourcentage des personnes qui ont présenté des symptômes se maintient au fil du temps.





**Réfugiés basques expulsés par la France vers  
l'Espagne**

**Remis illégalement aux mains des forces de  
sécurité espagnoles**

**Torturés par les forces de sécurité espagnoles**

**Détenus dans les prisons espagnoles.**

**Janvier 2001**

**Auteur: Didier Rouget**

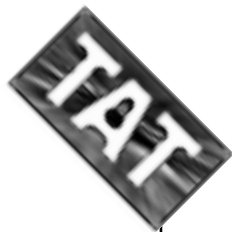


Au cours des dernières années, le Gouvernement français a livré aux forces de sécurité espagnoles de nombreux réfugiés basques après leur arrestation et leur détention en France. En effet, de nombreux citoyens basques se réfugient sur le territoire français pour fuir la répression, et notamment la torture et les mauvais traitements graves, qu'ils subissent de la part des forces de sécurité espagnoles. En France, parmi tous ces réfugiés, nombre d'entre eux ont été arrêtés et condamnés à des peines de prison pour "association de malfaiteurs" du fait de leur appartenance ou de leurs liens supposés avec les organisations indépendantistes Basques. Alors qu'aucune demande d'extradition n'a été effectuée par les autorités espagnoles, ces personnes, à la fin de leur peine en France et à leur libération, font l'objet d'une reconduite forcée vers l'Etat espagnol et sont remises aux mains des forces de sécurité espagnoles.

La personne concernée est remise au poste-frontière directement aux mains des forces de sécurité espagnoles (Guardia Civil ou Police Nationale). Après cette remise, la personne sera privée de liberté et détenue au secret pendant la garde à vue qui peut dans les affaires de terrorisme être prolongée jusqu'à cinq jours et pendant laquelle la personne détenue risque de subir des mauvais traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme. De plus, après leur détention par les forces de sécurité, ces personnes sont présentées à l'autorité judiciaire espagnole pour être inculpées, détenues, puis jugées en Espagne.

La pratique de la remise directe par les autorités françaises des militants indépendantistes basques aux forces de sécurité espagnoles est utilisée par les gouvernements français et espagnol, car il s'agit d'une procédure très rapide permettant d'éviter que la personne ne puisse présenter un éventuel recours devant les juridictions françaises avant l'exécution de la mesure, notamment quand la décision d'éloignement vers l'Espagne est notifiée dans des délais extrêmement brefs juste avant d'être exécutée (1). Cette pratique est d'autant plus efficace et facile lorsque la personne est détenue en France dans une prison ou un commissariat où elle peut donc être totalement isolée de tout contact familial ou personnel ou avec son avocat.

Cette pratique permet de plus d'éviter le contrôle des autorités judiciaires françaises sur les demandes espagnoles d'extradition et donc de supprimer une garantie juridictionnelle essentielle. En utilisant la procédure de remise concertée aux autorités espagnoles, les autorités françaises ont pour but d'échapper



aux contraintes qu'impose la procédure d'extradition et de priver l'intéressé des garanties que lui offre en droit interne cette procédure, et notamment des droits fondamentaux tels que l'exigence d'une procédure publique et contradictoire, l'assistance d'un avocat de son choix et d'un interprète. En effet, il apparaît possible qu'une demande d'extradition de l'intéressé pourrait être refusée, car fondée sur des accusations contestables, notamment parce qu'elles sont basées sur des aveux obtenus sous la torture en Espagne ou sur les mêmes faits pour lesquels il a été déjà condamné et incarcéré en France.

Par exemple, Josu Urrutikoetxea a été expulsé le 5 mai 1996 par la France vers l'Espagne et remis aux autorités espagnoles. Depuis mai 1996, il a été emprisonné à Madrid et poursuivi pour les mêmes faits et pour le même dossier pour lesquels pour lesquels, d'une part, il avait déjà été condamné en France à dix années d'emprisonnement (2). D'autre part, le 16 octobre 1990, une procédure d'extradition avait été engagée par l'Espagne à son encontre, qui fut ensuite abandonnée du fait des insuffisances du dossier présenté par l'Audiencia Nacional espagnole. En l'espèce, l'utilisation de la procédure d'expulsion a permis aux autorités françaises et espagnoles de contourner ce refus d'extradition. Toujours sur la base du même dossier fourni par les autorités françaises, le Ministère public espagnol a requis, en septembre 1999, une condamnation de 31 années d'emprisonnement contre Josu Urrutikoetxea, malgré le fait que ce dernier a été élu député en octobre 1998 et conseiller municipal en juin 1999 et malgré le fait que, le 26 mai 1999, le Tribunal administratif de Toulouse a déclaré sa remise illégale, ainsi que la décision fixant l'Espagne comme pays de destination(3).

De plus, l'exécution de la mesure d'éloignement vers l'Espagne et de la remise aux autorités espagnoles a un caractère irréversible, car même si la juridiction française annule cette décision dans un certain délai, les autorités espagnoles n'ont pas à se conformer à la décision d'une juridiction étrangère et peuvent donc priver de liberté l'intéressé, en vertu de l'adage "Male captus, Bene detentus"(4). Ainsi, sur ce fondement, l'Audiencia Nacional de Madrid a condamné en 1998 Josu Arkauz Arana à 83 années de prison, malgré l'illégalité de sa remise par les autorités françaises.

Cette procédure de remise aux forces de sécurité espagnoles à fin de détention a été revendiquée et expliquée par le Ministre français de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, dans une interview accordée au journal madrilène ABC (page

11), le 14 juillet 1996. A propos de l'expulsion vers l'Espagne des ressortissants basques réfugiés ou détenus en France, il déclare : *"El Gobierno Francés actual entregará a España a todas las personas reclamadas por la Justicia española que no tengan procedimientos legales en curso en Francia"* (Le Gouvernement français actuel livrera à l'Espagne ["entregará a España"]. Toutes les personnes (membres ou sympathisants de l'ETA) réclamées par la Justice espagnole). Cette pratique illégale a été perpétuée de façon systématique par les Ministres français de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement et Daniel Vaillant.

Une pratique illégale condamnée par les tribunaux français

La pratique de la remise directe par les autorités françaises des militants indépendantistes basques aux forces de sécurité espagnoles est une "extradition déguisée" comme l'avait sanctionnée la Cour européenne des Droits de l'Homme par son arrêt Bozano contre France du 18 décembre 1986. La décision de remise aux forces de sécurité espagnoles viole de plus l'article 27 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, qui dispose que "un étranger ne peut être éloigné à destination d'un pays s'il établit que sa vie ou sa liberté y sont menacées ou qu'il y est exposé à des traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950".

Il s'agit d'une pratique déclarée illégale par de nombreux jugements de tribunaux administratifs français :

- Dans un jugement du 7 juillet 1995, le Tribunal administratif de Paris constate à propos de la décision de remise aux forces de sécurité espagnoles de José Domingo AIZPURUA AIZPURU, "qu'aucune décision d'extradition n'ayant été prise à l'encontre de l'intéressé, cette décision est dépourvue de base légale; que par suite, M. Aizpurua Aizpuru est fondé à en demander l'annulation".

- Le jugement du 4 février 1999 rendu par le Tribunal administratif de Pau, dans l'affaire Josu ARKAUZ ARANA, annule la décision de remise de l'intéressé par la France aux autorités espagnoles pour les motifs suivants : "Considérant que dans le cadre de la procédure d'expulsion qu'elle a utilisée, il n'appartenait pas à l'administration française de procéder à la remise de M. Arkauz Arana aux autorités espagnoles; qu'il ressort des pièces du dossier, et notamment du procès-verbal de l'Audiencia Nacional du tribunal central d'instruction de Madrid, en date



du 14 février 1997, que les autorités françaises ont remis le requérant aux autorités espagnoles à la Junquera (poste-frontière); que, par suite, cette décision informelle est entachée d'excès de pouvoir et ne peut qu'être annulée".

- Par son jugement du 26 mai 1999, le Tribunal administratif de Toulouse annule la remise, le 8 décembre 1995, de Mikel ZARRABE entre les mains des forces de sécurité espagnoles pour les motifs suivants : "Considérant que si un arrêt d'expulsion, qui constitue une simple mesure de police administrative, autorise l'administration à reconduire l'étranger concerné à la frontière du pays dont il a la nationalité, il ne peut légalement permettre la remise entre les mains de la police dudit pays, une telle procédure relevant des dispositions de la loi du 10 mars 1927 relative à l'extradition des étrangers; que, dans ces conditions, M. ZARRABE est fondé à soutenir que la décision implicite de remise entre les mains de la police espagnole est dépourvue de base légale et par suite à en demander l'annulation".

- S'agissant de Josu URRUTIKOETXEA, le jugement du 26 mai 1999 du Tribunal administratif de Toulouse, annule la "décision ministérielle en date du 3 mai 1996 désignant l'Espagne comme pays de renvoi et la décision de remise de l'intéressé aux autorités espagnoles".

- Le 1er juillet 1999, le Tribunal administratif de Versailles annule la remise de Pilar MONDRAGON ZABALA pour les motifs suivants : "Considérant qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 10 mars 1927 relative à l'extradition des étrangers : "Le gouvernement français peut livrer, sur leur demande, aux gouvernements étrangers tout individu qui, étant l'objet d'une poursuite intentée au nom de l'Etat requérant ou d'une condamnation prononcée par ses tribunaux, est trouvé sur le territoire de la République"; qu'il est constant que le gouvernement espagnol n'a fait aucune demande au gouvernement français tendant à ce qu'il lui livre Mme MONDRAGON ZABALA; qu'il suit de là, que la décision attaquée doit être annulée".

- Par son jugement du 1er juillet 1999, le Tribunal administratif de Versailles annule la remise de Maria GOMEZ GORROTXATEGI pour les mêmes motifs.

- Le 8 novembre 1999, le Tribunal administratif de Versailles annule la remise de Mari Luz BELLA BRINGAS.

- Le 24 mai 2000, le Préfet de l'Essonne ordonnait l'expulsion vers l'Espagne de Alberto LOPEZ DE LA CALLE GAUNA qui devait être libéré de prison le 7 juillet 2000 et expulsé ensuite. Le 4 juillet 2000, la Cour européenne des Droits de l'Homme demandait au Gouvernement français de ne pas l'expulser vers l'Espagne. Puis, le Tribunal administratif de Versailles ordonnait, le 6 juillet 2000, la suspension de l'expulsion. Par un jugement du 26 septembre 2000, le Tribunal administratif de Versailles annule cette décision dans les termes suivants :

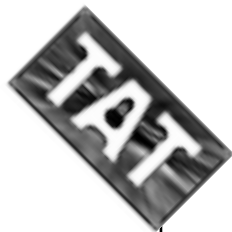
"Considérant qu'aux termes de l'article 27 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : Un étranger ne peut être éloigné à destination d'un pays s'il établit que sa vie ou sa liberté y sont menacées ou qu'il est exposé à des traitements contraires à l'article 3 de la Convention".

Considérant qu'en admettant même que les dispositions qui interdisent l'expulsion à destination d'un pays où il est établi que la liberté de la personne expulsée est menacée ne puissent recevoir une application littérale, la destination du pays dont la personne expulsée a la nationalité ne serait régulièrement intervenir, dans le cas où cette personne devrait y être remise aux autorités, dès lors que les dispositions précitées doivent être appréciées au regard des principes du droit international relatifs à l'extradition qui réservent à cette procédure la remise aux autorités d'un Etat d'un ressortissant qui y fait l'objet de poursuites judiciaires.

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que M. LOPEZ DE LACALLE GAUNA fait l'objet de poursuites en Espagne, que le préfet ne conteste pas que la destination de l'Espagne s'accompagnera d'une remise aux autorités espagnoles; que dès lors M. LOPEZ DE LACALLE GAUNA est fondé à soutenir que l'arrêté fixant l'Espagne comme pays de destination, qui comporte les effets d'une extradition, doit être regardé comme étant irrégulièrement intervenu dans le cadre d'une expulsion;"

- Par un jugement du 24 octobre 2000, le Tribunal administratif de Melun annule la décision en date du 9 octobre 1998 par laquelle le Préfet du Val-de-Marne a ordonné l'expulsion de Inaki LOPEZ de BERGARA ASTOLA vers l'Espagne.

- Enfin, dans une série de six jugements du 20 juin 1997 (n° 9615356/4 ARRUTI AGIRRE; n° 9615349/4 HERNANDEZ LAMASAS; n° 9615347/4 LOPEZ GALARZA; n° 9615350/4 PORTU ESPINA; n° 9615348/4 SEGURA BURGOS;



n° 9615353/4 PAGOAGA GALLASTEGI), le Tribunal administratif de Paris annule les arrêtés du 8 juin 1996 du ministre de l'intérieur désignant l'Espagne comme pays de renvoi pour les motifs suivants : "Considérant que l'arrêté du 8 juin 1996 par lequel l'Espagne a été désignée comme pays de renvoi constitue une mesure de police qui doit être motivée en application de l'article 1er de la loi du 11 juillet 1979; qu'ainsi, en vertu de l'article 8 du décret du 28 novembre 1983, il ne pouvait légalement intervenir qu'après que M.ARRUTI AGIRRE ait été mis à même de présenter des observations écrites; que les articles 23 à 26 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relatifs à la procédure d'expulsion ne comportent pas de dispositions destinées à permettre à l'étranger qui a fait l'objet d'un arrêté d'expulsion de présenter des observations concernant le pays de renvoi qui, en application de l'article 27 ter de la même ordonnance, doit faire l'objet d'une décision distincte de la mesure d'expulsion. Considérant que le ministre de l'intérieur ne fait état d'aucune circonstance de fait susceptible de justifier l'inapplication des dispositions de l'article 8 du décret du 28 novembre 1983 et qu'il n'est pas contesté que les dites dispositions n'ont pas été respectées en l'espèce; que, par suite, M.ARRUTI AGIRRE est fondé à soutenir que l'arrêté attaqué est entaché d'un vice de procédure et à demander, pour ce motif, son annulation".



En outre, il convient d'ajouter que, dans le cadre de la procédure d'expulsion, à de très nombreuses reprises, les commissions d'expulsion ont rendu un avis défavorable à l'expulsion de militants basques vers l'Espagne.

De plus, l'utilisation multiple de cette procédure à l'encontre de ressortissants basques a provoqué les protestations de leurs conseils, de nombreuses organisations humanitaires et de personnalités (Amnesty International, Organisation Mondiale Contre la Torture, Association pour la Prévention de la Torture, Ligue des Droits de l'Homme, Association des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, Agir ensemble pour les Droits de l'Homme, Observatoire International des Prisons, Syndicat de la Magistrature, Syndicat des Avocats de France, le Parti Communiste Français, Dominique Voynet, Porte-parole des Verts, aujourd'hui Ministre du gouvernement français, Monseigneur Gaillot, évêque, ).

**Torturés par les forces de sécurité espagnoles**

Selon l'article 27 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, confirme que "un étran-

ger ne peut être éloigné à destination d'un pays s'il établit qu'il y est exposé à des traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950". De plus, il est établi par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme et du Comité des droits de l'Homme qu'un Etat ne peut éloigner une personne vers un autre Etat où elle risque de subir la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Or, en contradiction formelle avec cette interdiction, les autorités françaises ont remis aux forces de sécurité espagnoles des ressortissants basques qui ont été torturés, et notamment :

- Le 3 novembre 1986, Pablo VIVANCO RUIZ, atteint de poliomyélite depuis son plus jeune âge fut livré par les autorités françaises à la police espagnole qui le tortura.

- Le 10 juillet 1993, Manuel José CHAVARRI LOPATEGI, livré par la France à la police espagnole, fut torturé pendant sa garde à vue.

- José Domingo AIZPURUA AIZPURU a été expulsé en juin 1994 du territoire français, remis aux mains des forces de sécurité espagnoles et torturé par elles. Au cours de cette détention, José Domingo Aizpurua Aizpuru a été l'une des personnes rencontrées par les membres de la délégation du Comité européen pour la Prévention de la Torture (CPT) qui a réalisé une visite du 10 au 14 juin 1994 en Espagne.

- Le 8 décembre 1995, Mikel ZARRABE a été remis par la police française à la Garde Civile espagnole qui lui a fait subir de nombreux coups pendant son interrogatoire.

- Teodoro MEABE DERTEANO a été remis de force le 17 mars 1996 par la France aux mains de la Guardia Civil qui l'a torturé.

- Le 8 juin 1996, Luis IRURETAGOIANA était à son tour remis par les autorités françaises à la Guardia Civil. Il a subi pendant trois jours des séances ininterrompues de torture (chocs électriques, coups, sac de plastique sur la tête) et a été détenu au secret pendant plus d'un mois.





- Le 13 janvier 1997, Josu ARKAUZ ARANA remis par les autorités françaises à la Guardia Civil. Il a subi pendant trois jours des séances ininterrompues de torture (coups, sac de plastique sur la tête, privation de sommeil). Il fut aussi visité par le CPT à l'issue de sa garde à vue.

- Le 13 avril 1999, Maria Luz BELLA BRINGAS a été livrée par la police française à la Police espagnole au poste-frontière de La Junquera. Deux jours plus tard lors de sa présentation au juge, elle dénonça avoir été maltraitée et avoir reçu de nombreux coups sur la tête. Il y a treize ans, Mari Luz Bella Bringas s'était réfugiée en France parce qu'elle avait déjà subi la torture en Espagne, pendant 10 jours consécutifs, et notamment plusieurs fois par jour le supplice de la baignoire.

Il est important de souligner que c'est en parfaite connaissance de cause que ces personnes ont été remises par la France aux forces de sécurité espagnoles. Ceci constitue une circonstance aggravante. En effet, la pratique de torture et de mauvais traitements par les forces de sécurité espagnoles et la tolérance officielle des autorités espagnoles sont corroborées par de nombreux rapports d'organismes internationaux concernant l'Espagne : les constatations et recommandations du Comité des Droits de l'Homme et du Comité contre la torture des Nations Unies; les rapports du Comité européen pour la prévention de la torture relatifs aux visites réalisées en Espagne, qui ont été publiés le 4 mars 1996; les rapports de Messieurs Kooijmans et Rodley, rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur la torture; les rapports d'Amnesty International (5) , de l'Association pour la Prévention de la Torture, de l'Observatoire International des Prisons<sup>o</sup> Ainsi, lors de l'examen du rapport présenté par l'Espagne en vertu de l'article 40 du Pacte, le Comité des Droits de l'Homme s'est dit, le 3 avril 1996, préoccupé par les nombreux rapports qu'il a reçus concernant des mauvais traitements et tortures subies par des personnes soupçonnées d'actes terroristes et exercés par les membres des forces de sécurité. Le Comité constate que ces enquêtes concernant ces faits ne sont pas menées correctement, que lorsque des membres des forces de sécurité sont reconnus coupables de ces faits et condamnés à des peines de prison, ils sont très souvent graciés ou rapidement remis en liberté ou que simplement ils n'effectuent pas leur peine (6) .

La France condamnée par le Comité des Nations Unies contre la Torture

A l'occasion de l'examen par le Comité des Nations Unies contre la Torture du deuxième rapport périodique présenté par la France, le 6 mai 1998, le



Comité se déclare sérieusement préoccupé par la pratique des remises de police à la police d'un autre pays (l'Espagne), alors même qu'une juridiction française avait déclaré illégales de telles pratiques et après qu'elle les eut déclarées illégales; ce qui est en porte à faux avec les obligations de l'Etat partie résultant des dispositions de l'article 3 de la Convention. Le Comité recommande à l'Etat parti d'être plus attentif aux dispositions de l'article 3 de la Convention qui s'appliquent indistinctement à l'expulsion, au refoulement, comme à l'extradition (7).

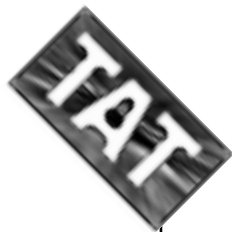
Par une décision prise le 9 novembre 1999 et rendue publique le 1er décembre 1999, le Comité des Nations Unies contre la Torture a constaté qu'en expulsant Josu Arkauz Arana le 13 janvier 1997 vers l'Espagne et en le remettant aux mains de la Guardia Civil espagnole, la France avait violé l'article 3 de la Convention des Nations Unies contre la torture. A cet égard, le Comité rappelle que de nombreux organes internationaux de protection des droits de l'Homme ont constaté que la pratique des tortures et des mauvais traitements par les forces de sécurité espagnoles sur les ressortissants basques soupçonnés ou accusés d'appartenir aux mouvements indépendantistes était fréquente et que ces personnes se trouvent dans une situation particulière de vulnérabilité notamment pendant la garde à vue. Du fait du grave préjudice qu'il a subi, Josu Arkauz Arana a engagé auprès du Gouvernement français une procédure d'indemnisation.

Josu Arkauz Arana a été visité, le 17 janvier 1997, par une délégation du Comité européen pour la prévention de la torture (CPT). A cet égard, il est important de souligner que le rapport établi par le CPT suite à cette visite a été publié le 13 avril 2000. Dans son rapport, le CPT a constaté que les allégations de mauvais traitements formulées par Josu Arkauz Arana sont crédibles.

Suite à sa condamnation, le 12 juin 1998, par l'Audiencia Nacional espagnole à 83 années d'emprisonnement, Josu Arkauz Arana a formé un recours auprès du Tribunal Constitutionnel espagnol. En effet, il a notamment été condamné sur la base des aveux obtenus sous la torture pendant sa garde à vue par la Guardia Civil; de plus, il est actuellement emprisonné suite à une procédure irrégulière violant les règles de l'extradition; enfin, l'Audiencia Nacional est un tribunal d'exception dont les décisions sont in susceptibles d'appel.

### Détenus dans les prisons espagnoles

Les personnes expulsées par la France et incarcérées en Espagne sont soumises dans les prisons espagnoles à la politique de dispersion qui est une poli-



tique d'État dirigée par le ministère espagnol de la Justice et de l'Intérieur, mise en oeuvre par les autorités pénitentiaires espagnoles qui vise les prisonniers politiques basques dans le but de briser leur volonté et leur résistance. Cette politique dont l'effet est prolongé pendant les nombreuses années de détention combine de longues périodes d'isolement total avec des changements très fréquents d'établissements pénitentiaires ou de cellules, dans des prisons très éloignées du milieu familial ou d'insertion du détenu. Comme le souligne le Comité des Droits de l'Homme, il règne dans les prisons espagnoles de mauvaises conditions de détention qui privent les détenus des droits reconnus par l'article 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (8) .

Les intéressés n'ont pas bénéficié d'un recours effectif contre les décisions d'éloignement vers l'Espagne.

Aux termes de l'article 13 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, "toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale". Or, les expulsions des Basques sont exécutées immédiatement après leur notification, alors que le décret du 11 mai 1994 impose un délai de mise à exécution de 15 jours ou 1 mois.

De plus, les décisions de renvoi vers l'Espagne et de remise aux forces de sécurité espagnoles qui sont des décisions administratives distinctes de l'arrêt d'expulsion sont exécutées d'office sans être notifiées à l'intéressé qui est donc l'impossibilité matérielle de les déférer au juge avant leur exécution. Enfin, le recours formé devant la juridiction administrative contre la décision de transfert forcé vers l'Espagne et de remise aux forces de sécurité espagnoles n'a pas d'effet suspensif.

1.- *Le plus souvent, la décision est notifiée quelques heures avant son exécution, alors qu'en application du décret du 11 mars 1994, l'intéressé, ressortissant communautaire, doit disposer d'un délai minimum de quinze jours pour quitter le territoire français après la notification de l'arrêté d'expulsion.*

2.- *Réfugié en France, il avait été arrêté à Bayonne le 11 janvier 1989.*

3.- *Le 14 janvier 2000, le Tribunal Suprême espagnol, constatant que les poursuites et la détention en Espagne étaient fondées sur le même dossier pour lequel Josu avait été condamné en France, a ordonné, en application du principe "Non bis in idem", la libération immédiate de cette personne.*

4.- *Male captus, Bene detentus ou Male captus, Bene judicatus (Même mal arrêté, il est toujours bien jugé). Cet adage qui n'a pas de fondement en Droit International permet aux Etats de justifier toutes les arrestations arbitraires : extraditions déguisées, remises concertées, enlèvements*

5.- *Dans son rapport 1999, Amnesty International constate la persistance de tortures et de mauvais traitements en Espagne à l'égard des militants indépendantistes basques.*

6.- *CCPR/C/79/Add. 61, 3 avril 1996, paragraphe 10. En 1999, trois Gardes civils condamnés par tortures ont été amnistiés et, l'un d'entre eux, promu par le Gouvernement espagnol.*

7.- *CCPR/C/79/Add. 61, 3 avril 1996, paragraphe 13. L'article 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques stipule : "1. Toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine".*

# MESURES POUR L'ERRADICATION DE LA TORTURE

Huit points pour éradiquer la torture.

*Nous considérons qu'il est arrivé le moment de faire quelque chose. Les conséquences de la torture sur les personnes sont irréparables et le nombre scandaleux de citoyens basques qui ont été torturés durant ces 40 dernières années et les incroyables vexations qu'ils ont connues nous obligent aussi bien aux victimes comme à la classe politique et à la société en général, à entamer, le plus vite possible, les mécanismes nécessaires pour mettre fin à cette horreur.*



Nous ne pouvons rester les bras croisés ou faire la sourde oreille face à ce grave problème 'sous prétexte que je ne l'ai pas lu dans le journal' ou 'je ne savais rien de ces pratiques'. Malheureusement, nous savons qu'ignorer ce problème nous rend complices de ces abominables pratiques.

Notre silence ne sert qu'à couvrir ces pratiques. Nous voulons ici, en tant que victimes apporter notre grain de sable pour obtenir l'éradication de la torture.

Pour y parvenir nous considérons indispensable:

1.- Dérogation de la législation anti terroriste et plus concrètement dans ses articles 520 bis et 527 de la Loi de Procédure Criminelle qui permettent l'incommunication du détenu jusqu'à 5 jours. Période au cours de laquelle se produisent les mauvais traitements et où personne ne garantit l'intégrité physique et psychologique des détenus.

Elimination du premier et du second paragraphe de l'Article 520 bis qui permettent la prolongation du délai de la détention de 3 à 5 jours et l'incommunication du détenu.

Le texte de l'actuel article 520 bis est le suivant:

*1. Toute personne détenue comme pré-*

*sumée coupable d'un délit décrit dans l'article 384 bis, sera mis à la disposition du juge compétent dans les 72 heures suivant la détention. La détention pourra cependant être prolongée du temps nécessaire à l'enquête avec une limite de 48 heures, si la demande de prolongation est effectuée pendant les premières 48 heures de la détention, elle sera autorisée par le juge dans un délai de 24 heures après la demande. L'autorisation de prolongation comme son refus ne seront pas motivés.*

*2. Quand il s'agit d'une personne détenue pour les motifs signalés ci dessus, la police peut demander au juge de décréter l'incommunication, il devra se prononcer par résolution motivée dans les 24 heures. L'incommunication demandée, le détenu est incommunicué sans préjudice pour son droit à la défense comme prévu dans les articles 520 et 527 jusqu'à ce que le juge ait dicté la décision pertinente.*

Elimination de l'article 527 comme étant celui qui spécifie les contenus et les conséquences de cette incommunication et qui élimine les droits suivants du détenu:

- Droit à l'assistance d'un avocat de confiance, désigné par le détenu.
- Droit de prévenir sa famille ou la personne de son choix de sa détention et du lieu où il est détenu à tout moment.



- Droit à rencontrer en privé son avocat après une démarche à laquelle il a assisté.

- Droit à être informé sans délais des raisons de son arrestation.

- Droit à garder le silence et à ne pas déclarer pendant la durée de la détention.

Le texte actuel de l'article 527 est le suivant:

*Le détenu ou le prisonnier, alors qu'il est incommunicué ne pourra jouir des droits repris dans le présent chapitre à l'exception de ce que prévoit l'article 520 et les suivantes modifications:*

a) Dans tous les cas son avocat sera désigné d'office.

b) Il n'aura pas droit à la communication prévue dans l'alinéa d/ du numéro 2.

c) Il n'aura pas droit non plus à l'entretien avec son avocat comme prévu dans l'alinéa c/ du numéro 6.

Elimination dans l'article 553, du paragraphe qui exempte la police de l'autorisation judiciaire pour la détention de personnes et la perquisition de domiciles ou de lieux, lorsqu'elles sont destinées à des personnes responsables d'actions prévues dans l'article 384. Concrètement depuis

(...) dans des cas exceptionnels ou d'urgence nécessité (...) jusqu'à la fin

de l'article.

Le texte actuel de l'article 553 est le suivant:

*Les agents de police pourront procéder, de leur propre autorité, à l'immédiate détention des personnes lorsqu'il existe un mandat d'arrêt, quand elles seront surprises en flagrant délit, quand un délinquant poursuivi par les agents de l'autorité se cache ou se réfugie dans une maison ou dans des cas exceptionnels et d'urgence nécessité quand il s'agit de responsables présumés d'actions prévues par l'article 384 bis, quel que soit le lieu ou le domicile ou ils se cachent où se réfugieront comme la perquisition des lieux cités et des effets et instruments qu'ils y trouveront et pourraient être en relation avec le délit poursuivi.*

*De la perquisition effectuée et, comme prévu dans le paragraphe antérieur, il sera fait communication immédiate au juge compétent avec indication des raisons qui l'ont motivée et des résultats obtenus en particulier concernant les détentions qui auraient été pratiquées. De la même façon, on indiquera les personnes qui sont intervenues et les incidents qui se sont produits.*

2.- Droit des citoyens basques à être jugés par les tribunaux naturels et non à l'Audience Nationale espagnole qui, comme nous l'avons vu, ne prend pas

en compte les plaintes continues pour mauvais traitements et prend en compte les déclarations obtenues par la torture.

Elimination de l'Audience Nationale espagnole comme tribunal spécial ayant à connaître de l'instruction et de la poursuite des délits comme il est dit dans l'article 384 bis pour son caractère d'héritier du Tribunal d'Ordre Public du franquisme, pour les innombrables preuves de son activité évidemment politisée et donc contraire aux principes qui doivent régir un état démocratique et de droit et pour rompre le principe fondamental, intentionnellement reconnu de compétence territoriale.

Cela se concrétiserait par la dérogation de la Disposition Transitoire approuvée dans la Loi Organique 4/1998 du 25 mai de la réforme de la Loi de Procédure Criminelle et à la reconnaissance du principe fondamental de compétence territoriale qui permettrait au juge naturel d'avoir à connaître de ces thèmes.

Le texte de cette Disposition Transitoire est le suivant

*Les Tribunaux centraux d'Instruction et l'Audience Nationale continueront à connaître l'instruction et la procédure des délits commis par des personnes intégrées dans des groupes armés ou en relation avec des éléments terroristes ou rebelles quand la*

*commission du délit contribue à leur activité et pour ceux qui de n'importe qu'elle manière collaborent dans l'action de groupes d'individus.*

3.- Annulation de la possibilité de prolonger la détention.

4.- Assurer que tous les détenus soient visités par deux médecins légistes, l'un dépendant du tribunal naturel correspondant et l'autre, désigné par la famille du détenu.

5.- Poursuite et suivi réel des plaintes pour tortures et mauvais traitements.

6.- Déclarer non valides les déclarations policières ou judiciaires des détenus qui ont dénoncé des tortures et exiger de nouvelles enquêtes auprès du juge naturel avec la possibilité pour le détenu d'être assisté à tout moment par un avocat de confiance.

7.- Doter les locaux policiers de caméras vidéo afin de surveiller le traitement du détenu et en préservant ses espaces d'intimité.

8.- Assurer que chaque fois que se produit une détention, une commission judiciaire composée par le juge titulaire, son greffier et un officier se déplace vers le centre de détention où sera réalisée une autre instruction des droits du détenu et demandera au détenu s'il veut déclarer au commissariat ou devant le juge.



# DECLARATIONS INTERNATIONALES AUTOUR DE LA TORTURE À L'ÉTAT ESPAGNOL

*Concernant la torture et les mauvais traitements sur le plan international, en plus des dispositions légales obligatoires établies par différents Traités et Conventions (Pacte International des Droits Civils et Politiques, Convention européenne pour la Protection des Droits Humains...) d'autres instances, institutions et organisations régionales ou internationales se font l'écho de l'existence et de la persistance du phénomène de la torture, encouragée principalement par le régime de l'incommunication.*

Ces organisations qui examinent ce problème avec des procédures et divers instruments, toujours à la lumière des dispositions signalées dans les Conventions et Protocoles cités, en viennent à la conclusion évidente de la constante et systématique pratique de la torture lors des obscures périodes d'incommunication et analysent les différents éléments légaux, administratifs et judiciaires qui favorisent la torture et son impunité.

Concernant le Comité européen pour la Prévention de la Torture (CPT), dépendant du Conseil de l'Europe qui est sans doute l'organisme qui a réalisé les rapports les plus précis, on peut souligner ce qui suit concernant les rapports publiés à ce jour concernant l'Etat espagnol:

Dans son premier rapport daté d'avril 1991, le CPT considère que *'il est prématuré de conclure que la torture a été éradiquée dans l'Etat espagnol'*.

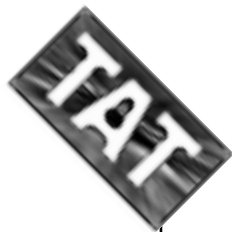
Dans le second rapport, établi en avril 1994, le CPT en vient à constater *'la zone de risques'* de tortures et à déclarer *'qu'il faut ici réitérer le commentaire déjà fait dans son premier rapport disant qu'il est prématuré de dire que le phénomène de la torture et des mauvais traitements sévères a été éradiqué dans l'Etat espagnol'*.

La troisième visite a lieu du 10

au 14 juin 1994, suite à des détentions de la Garde Civile à Gipuzkoa. En plus des visites périodiques, le CPT peut procéder à toute visite exigée selon les circonstances, car selon le CPT *'... les allégations de juin 94 offrent l'opportunité de vérifier le risque de torture et de mauvais traitements qui peuvent se produire'*.

Dans le paragraphe 33 de ce troisième rapport, on revient sur les conclusions du juge d'instruction sur la possible existence de tortures: *Dans l'arrêt en date du 21 juillet 1997 § 27, le juge du Tribunal Central d'Instruction n° 5 établit: 'il n'y a pas eu mauvais traitements ou tortures infligés à aucun des détenus dans cette procédure'. Au vu de l'information détenue par le CPT, ce dernier ne partage pas cette certitude. Il considère que l'information est suffisante pour légitimer la préoccupation qu'au moins, certaines personnes détenues entre le 2 et le 7 juin, et la forme dont elles ont été traitées pendant leur surveillance par la Garde Civile.*

Dans le rapport réalisé le 17 et 18 janvier 1997, le CPT se voit dans l'obligation *'... de réitérer le commentaire déjà signalé qu'il est prématuré de conclure que le phénomène de la torture et des mauvais traitements a été éradiqué'. Il poursuit: '...le CPT a continué à recevoir des allégations de*



*mauvais traitements pratiqués par la Garde Civile sur des personnes en relation avec des organisations armées.* Au début de 1997, le CPT écrit un rapport concernant Jésus Arcauz Arana. On y trouve une analyse des méthodes utilisées par la Garde Civile lors des interrogatoires, *méthodes qui ne laissent pas toutes des traces ou des signes externes, car l'inexistence de signes de violence ne peut être considérée pour conclure que le traitement a été correct.*

Dans le rapport établi entre le 22 novembre et le 4 décembre 1998, le CPT relate *'...l'existence de témoignages où l'on parle de coups sur différentes parties du corps et dans certains cas, de formes plus sérieuses de mauvais traitements psychiques, y compris des agressions sexuelles sur des femmes détenues et d'asphyxie par l'utilisation du sac en plastique. Dans certains cas, les rapports incluent des certificats médicaux relatant les souffrances et les circonstances concordantes avec les témoignages des victimes'.*

Il faut savoir que pour ces deux derniers rapports, le Gouvernement espagnol n'a pas autorisé leur publication jusqu'en avril 2000, violant ainsi le principe de transparence et de bonne volonté qui inspire la mise en pratique des traités et conventions.

Par ailleurs, le CPT formule toujours des recommandations exigeant des mécanismes pour mettre fin à cette situation et éviter l'existence des mauvais traitements et des tortures. Systématiquement, l'État espagnol ne respecte pas les recommandations et évite y compris de répondre ponctuellement aux demandes d'information formulées par le CPT.

Parmi les recommandations les plus souvent formulées par le CPT, on trouve la demande qu'un avocat assiste et informe à tout moment le détenu, la possibilité de communiquer à sa famille ou à des personnes de sa confiance l'endroit où il se trouve ainsi qu'à l'assistance d'un médecin de sa confiance.

Le CPT considère comme clef essentielle de la garantie légale pour que les mauvais traitements ne se produisent pas, de réduire la période maximum d'incommunication à 48 heures.

Il propose par ailleurs de créer des systèmes d'inspection des centres de détention pour contribuer à la protection contre les mauvais traitements par des mécanismes indépendants et impartiaux. On trouve ici le rôle des autorités judiciaires face aux témoignages de tortures il recommande *'que le juge doit engager la procédure nécessaire pour enquêter sur ces*

*témoignages. Par ailleurs, le ministère fiscal devrait également engager les actions légales nécessaires pour défendre les droits des citoyens pour 'motu proprio' et à la demande des parties".*

Pour en terminer avec la pré-occupation du CPT, on peut se référer à cet extrait: *'la persistance de ces allégations concernant les mauvais traitements dans les centres de détention fait que les Autorités espagnoles doivent montrer une précaution particulière sur ce thème'.*

Concernant les observations du CAT (Comité contre la Torture), dépendant des Nations Unies dans son analyse concernant l'application de la Convention contre la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, datant du 27 novembre 1997, ce dernier conclut que *'des procédures engagées pour plaintes de tortures sont souvent d'une durée complètement incompatible avec les principes requis dans l'article 13 de la Convention'* mettant en doute la volonté réelle des autorités espagnoles pour poursuivre les délits de tortures. Il y est ajouté que: *'les sentences émises contre des officiers publics, accusés d'actes de torture supposent fréquemment des peines symboliques qui ne comptent même pas de peine de prison et semblent démontrer un*

*grade important d'indulgence qui prive la peine de son caractère dissuasif et de l'exemple exemplaire qu'elle devrait avoir; ce qui est par ailleurs un obstacle à l'objectif de base qui est l'élimination de la pratique de la torture'.* Concernant les mécanismes pour résoudre cette situation, le CAT propose *'d'éliminer les instances dans lesquelles se déroule la détention sous incommunication et les restrictions des droits des détenus, pour qu'ils soient assistés de l'avocat de leur confiance'.*

Dans les conclusions de l'examen que le Comité des Droits Humains des Nations Unies a fait à l'Etat espagnol sur *"l'accomplissement de la Convention Internationale des Droits Civils et Politiques en date du 3 avril 1996, celui ci apprécie avec préoccupation que les autorités judiciaires ne mènent pas à bien systématiquement des enquêtes face aux dénonciations de tortures et de mauvais traitements et surtout lorsque des membres des forces de sécurité sont coupables de ces faits et condamnés à des peines de privation de liberté et sont souvent graciés et rapidement libérés ou que tout simplement qu'ils n'accomplissent pas leur peines. Ceux qui ont commis ces faits sont rarement suspendus de leurs fonctions pour une certaine durée".*



Le Comité fait aussi part de sa préoccupation parce que souvent *'les preuves obtenues sous la contrainte ne sont pas systématiquement refusées par les tribunaux'*.

Le Comité conclut et recommande que *'les dispositions législatives qui établissent que les accusés d'appartenance ou de collaboration avec un groupe armé ne puissent pas choisir leur avocat soient éliminées'*. Il demande à l'Etat d'abandonner l'usage de la détention incommunicuée et l'invite à réduire la durée de la détention préventive.

Le Rapporteur Spécial pour la question de la Torture, garant des droits humains violés par l'usage des mauvais traitements, mentionne la situation exceptionnelle de l'Etat espagnol. Monsieur Peter Kooijmans signale dans son rapport de 1993: *'c'est l'impunité en effet qui fait que la torture soit attractive et viable. Trop souvent, le rapporteur reçoit des informations que certaines personnes... ont été cagoulées ou à qui on a bandé les yeux, avant d'être interrogées pour qu'elles ne puissent pas identifier les poseurs de questions, que ces personnes ont été maintenues en incommunication pendant une période considérable, qu'elles n'ont pas eu la possibilité d'avoir un avocat ou un médecin de confiance, que*

*leurs parents n'ont pas été informés du lieu de détention, que les tribunaux ont admis et accepté des déclarations et des confessions même lorsque l'accusé a déclaré devant le tribunal, qu'elles ont été obtenues sous la torture, que des plaintes ont été déposées auprès de l'autorité qui a toléré et encouragé les pratiques de tortures, que les plaintes n'ont pas été instruites et qu'en conséquence les responsables des actes interdits restent impunis et les victimes de tels actes sont privées d'un recours effectif et d'une réparation adaptée'*. Le Rapporteur poursuit *'que les Gouvernements doivent se rendre compte qu'ils ne peuvent pas continuer à condamner la torture sur le plan international, alors qu'ils l'acceptent sur le plan national'*, il rappelle aux juges qu'ils *'ont la compétence pour ordonner la libération des détenus qui ont été soumis à des conditions de violations flagrantes des normes, qu'ils ont la compétence pour ne pas accepter les témoignages qui ne sont pas spontanés, qu'ils ont compétence pour faire que la torture ne soit pas rémunératrice et manque donc d'attractivité, qu'ils doivent donc utiliser leur pouvoir'*.

Plus récemment, l'actuel rapporteur pour la torture, Monsieur Nigel Rodley présente le rapport de l'an 2000 devant la Commission des Droits

Humains dépendant du Conseil Economique et Social des Nations Unies et concernant l'Etat espagnol, ce rapport contient les témoignages de tortures de détenus basques intervenus l'année précédente, il se base sur les mêmes éléments que son prédécesseur.

D'autres Organisations Non Gouvernementales comme par exemple Amnesty International confirment l'existence de mauvais traitements, de tortures grâce à l'impunité offerte par l'incommunication. Ainsi dans ses commentaires concernant le quatrième rapport du Gouvernement espagnol d'avril 1996 concernant l'approbation systématique d'incommunication par les autorités judiciaires, ce rapport déclare: *'l'unique motif pour justifier la détention en régime d'incommuni-cation vient des liens présumés de l'individu avec ETA, sans autres preuves ou argument supplémentaire'*. Amnesty International en vient à la conclusion que *'la prolongation de détention en régime d'incommuni-cation est de fait accordée de façon automatique et suggère les déficiences du contrôle judiciaire'*.

Dans son dernier rapport daté de 1999, Amnesty International fait référence *'aux articles de la Procédure Criminelle qui étendent le délai de détention en régime incom-*

*muniqué et qui refusent l'assistance effective de l'avocat'*. Selon Amnesty International *'il ne fait pas de doute que la détention en régime incom-muniqué encourage la torture et les mauvais traitements'*.

Lors de la présentation de sa campagne au niveau mondial pour l'éradication de la torture en novembre 2000, Amnesty International indique que *'en Espagne des tortures sont commises sur des détenus proches de ETA et d'autres collectifs'*. Elle ajoute que l'Ensemble des Règles Minimales pour le Traitement des Reclus des Nations Unies engage l'Etat espagnol.

En conclusion, nous pouvons faire une évaluation des décisions et des recommandations les plus importantes prises par des institutions et organismes internationaux les plus connus sur ce thème. Mais nous pouvons par ailleurs avoir une idée de la quantité des points que ces organisations doivent encore analyser et qui nous donnent une image des irrégularités commises concernant le respect des droits humains dans les centres de détention et le manque de garanties offertes par le système espagnol pour éviter leur violation systématique.

# L'IMPUNITÉ, UN AUTRE SOUTIEN DE LA TORTURE

*Le 1er décembre 2000, le gouvernement espagnol accorde une mesure de grâce à quatorze agents des Forces de Sécurité espagnoles condamnés par des délits de torture. Par cette décision il boucle le cercle de l'impunité qu'il accorde à l'utilisation systématique de la torture. Utilisation systématique non pas seulement par la fréquence avec laquelle elle intervient, mais parce que devenue habituelle par le tissage juridique, politique et médiatique qui permet que la torture soit pratiquée sous une impunité absolue arrivant même, par dessus le marché, à accorder des prix honorifiques et des promotions aux agents qui la pratiquent.*

Il s'agit d'un système légal par lequel le Parlement cache la législation spéciale antiterroriste (fameuses lois antiterroristes) et l'incorpore dans les lois ordinaires. Le Parlement laisse la voie libre aux corps de police pour qu'ils détiennent et appliquent la législation antiterroriste (incommunication), sans condition préalable et attribue de la sorte une autorité totale aux juges de l'Audience Nationale en la matière. Ces lois autorisent ces incommunications et accordent leur prolongement sans demander aucune explication, ni justifier de raisons pour cela.

Dans cet espace d'incommunication et de prolongement de la détention, personne en dehors des détenus, des policiers et des fonctionnaires de l'Audience Nationale ne sait ce qui s'y passe. Bien sûr, il s'agit d'espaces policiers secrets où la pratique de la torture, dans les cas de détention politique, est habituelle.

On torture en ne laissant pas de traces. Le sac en plastique, la baignoire, les coups avec le plat de la main, les menaces, les vexations sexuelles, les humiliations, les simulacres d'exécution... sont habituels aussi au cours de cette année 2000. 'Je vais te briser et après tu pourras me dénoncer, mais pour moi il ne se passera rien' dit un agent de police à l'un des détenus au cours de l'an dernier. Bien sûr qu'il ne lui arrivera rien, avec un peu de chance, il peut même être promu pour ses mérites.

Les juges de l'Audience Nationale ne veulent pas savoir que l'on torture, ils ferment les yeux même quand les traces sont bien visibles ou devant l'état psychologique lamentable des détenus. Ils se basent sur les résultats des interrogatoires policiers pour entendre la déclaration du détenu, en définitive la torture est utile pour eux aussi.

Cependant beaucoup de personnes qui ont été torturées ont le courage de le dénoncer devant les instances judiciaires, parfois des enquêtes sont ouvertes et les dossiers sont menés à leurs termes, les tortionnaires sont condamnés. C'est le triomphe de la ténacité des personnes qui ont dénoncé avoir été torturées. Après des années d'une longue lutte, les procédures durent parfois, 15, 17 ou 20 ans, on parvient à établir qu'ils ont bien été torturés. Cela suppose alors un petit problème pour l'Etat qui autorise la pratique de la torture. C'est une brèche dans le système idéal.





C'est alors que le Gouvernement intervient. Les agents impliqués et poursuivis ne sont pas privés de leurs charges. Ils continuent d'exercer, lorsqu'ils ne sont pas promus. Une fois condamnés, le gouvernement leur accorde sa grâce. C'est ce qui vient de se passer une nouvelle fois.

Divers organismes internationaux ont défini le cadre de l'incommunication comme étant le cadre qui permet et facilite la pratique de la torture, ces organismes ont demandé au Gouvernement espagnol d'adopter des mesures pour y mettre fin mais, à ce jour, le Gouvernement espagnol n'a rien fait et il continue à 'pardonner' le délit de tortures. Le Comité européen pour la Prévention de la Torture, le Comité contre la Torture des Nations Unies, le Rapporteur Spécial des Nations Unies pour la Torture, Amnesty International et autres ONG, ont interpellé, à de nombreuses reprises, les successifs Gouvernements espagnols à ce sujet.

Le rapporteur Spécial de l'ONU, Peter Kooijmans dans son rapport annuel à la Commission des Droits Humains des Nations Unies en 1992, signale que l'impunité dans laquelle agissent les corps policiers et le manque d'enquêtes pour les plaintes déposées, comme les longues procédures auxquelles se heurtent les plaignants, sont les piliers de la pratique de la torture, peut être se réfère-t-il à l'Etat espagnol? Le Comité contre la Torture des Nations Unies à plusieurs reprises, a lui aussi manifesté sa préoccupation dans le même sens.

Nous allons ici détailler les grâces accordées par le Gouvernement espagnol à plusieurs tortionnaires, mettant en parallèle les décrets de grâce et les cas de tortures dans lesquels ont pris part ces agents et pour lesquels ils ont été condamnés.

Julio HIERRO et Maria Jesús FANEGAS

Tous deux ont été condamnés par la deuxième section de l'Audience Provinciale de Bilbao en date du 28 février 1997, comme les auteurs d'un délit de prévarication, à une peine de 10 mois de suspension spéciale de leur poste ou charge publique, pour des faits intervenus en 1982.

La sentence se réfère aux tortures subies par la citoyenne basque ANA EREÑO en 1982 pendant son séjour incommunicuée au commissariat, dans le cadre de la loi antiterroriste.

Les charges retenues contre eux constatent que ces deux policiers ont permis à des agents sous leurs ordres, de torturer Ana Ereño.

Dans le cas de Julio Hierro, la sentence précise qu'il a déjà été condamné pour un autre délit de torture. Cet agent de police est par ailleurs condamné dans l'enlèvement revendiqué par le GAL du citoyen basque Segundo Marey, il s'est alors déjà bénéficié d'une grâce par-

tielle du Gouvernement espagnol.

Parmi les méthodes de tortures subies par Ana Ereño, il faut signaler les violents coups donnés sur la poitrine, prises de karaté sur les cuisses, coups de poings et coups donnés avec la main sur la tête et le cou...

Dans le certificat médical établi par le propre service médical de la Direction Générale de la Police à Madrid, on peut lire: tuméfaction faciale avec œdème bilatéral, on constate aussi une ecchymose dans l'œil gauche, un hématome rétro mandibulaire bilatéral, un hématome en épi et mésogastrique, hématome et tuméfaction au niveau cervical.

Dans le certificat de l'ophtalmologue de la Direction Générale de la Police daté du 29 avril 1982, on constate l'existence 'd'un hématome périorbital bilatéral avec un discret œdème des deux paupières supérieures, une hémorragie conjonctivale bilatérale.





Anibal MACHIN, Juan José FERNA-  
DEZ et Abel ALBERTO NUNEZ

Ces derniers sont condamnés par la septième section de l'Audience Provinciale de Madrid en date du 21 janvier 1997 comme auteurs d'un délit de tortures à une peine de trois mois d'arrêt majeur et à un an de suspension de leur profession de policiers.

Les faits jugés se produisent en 1982 alors que le citoyen basque Enrique ERREGERENA est détenu sous la loi antiterroriste et torturé dans les dépendances policières.

Parmi les méthodes de tortures qu'il a subi, il faut signaler les sessions à l'électricité sur le pénis, les testicules et la tête, menaces de le tuer alors que l'on pointe sur lui un pistolet, et que les coups sont incessants. On constate des bleus sur le bras et le coude gauche, sur la face antérieure du bras gauche et sur la face postérieure du pied droit, des lésions sur la face ventrale de la peau du pénis et sur chacune des faces dorsales des pieds.





Isidoro MARTINEZ, Emilio MARINO et Carlos PRIETO

Ces derniers sont pour leur part condamnés par la deuxième section de l'Audience Provinciale du Gipuzkoa en date du 2 novembre 1994 comme les auteurs d'un délit de tortures, à une peine de deux mois d'arrêt majeur et deux mois de suspension de leurs fonctions.

Les faits jugés remontent à 1982 alors que le citoyen basque Juan Carlos GARMENDIA est détenu sous la loi antiterroriste et torturé dans les locaux policiers.





José Luis FRAILE et  
Luciano GARCIA

Ils sont condamnés par la première section de l'Audience Provinciale de Bizkaia en date du 18 avril 1995 comme auteurs d'un délit de tortures à une peine de deux mois d'arrêt majeur et à 10 mois de suspension de leur charge de fonctionnaires des Forces de Sécurité de l'Etat.

Les faits remontent à 1981 et concernent le citoyen basque Miguel RUIZ MALDONADO détenu dans le cadre de la loi antiterroriste et torturé dans les dépendances policières.

Miguel Ruiz dans son témoignage souligne comme méthodes utilisées les menaces de mort avec un pistolet, un simulacre de pendaison à un arbre dans la montagne, des sessions de décharges électriques et des coups sur l'estomac et la poitrine. Les policiers jouent à la roulette russe avec lui.

Il a été poursuivi pour calomnies contre les forces de sécurité de l'Etat après avoir rendu public son témoignage de tortures.



## Pedro LAIZ et Paulino NAVARRO

Ils sont condamnés par la première section de l'Audience Provinciale de Bizkaia dans une sentence datée du 17 février 1997, comme auteurs d'un délit de tortures, à une peine de deux mois d'arrêt majeur et à un an de suspension de leurs fonctions dans les corps des Forces de Sécurité de l'Etat, cette sentence est confirmée par la seconde salle pénale du Tribunal Suprême en date du 31 mai 1999.

Les faits concernent des événements de 1984 alors que les citoyens basques Kepa OTERO et José Ramon QUINTANA, sont détenus sous la loi antiterroriste et torturés dans les dépendances policières.





José Maria RODRIGUEZ et Damián VINAYO

Ils sont condamnés par la première section de l'Audience Provinciale de Bizkaia en date du 18 février 1997 comme auteurs d'un délit de tortures à une peine d'un mois et un jour d'arrêt majeur et trois mois de suspension de leurs fonctions dans les Forces de Sécurité de l'Etat.

Les fait jugés datent de 1983, alors que le citoyen basque Javier FERNANDEZ est détenu sous la loi antiterroriste et torturé dans les dépendances policières.





Si tu veux collaborer, recevoir plus d'information,  
aider économiquement ou nous contacter:

TORTURAREN AURKAKO TALDEA - TAT.

Apdo: 142

20120

Hernani-Gipuzkoa

Tlf: (34) 943-332385 - (34) 94 4235258

Fax: (34) 943-330865

E-mail: [tatortura@euskalnet.net](mailto:tatortura@euskalnet.net)